

La contre-offensive éthiopienne aurait repris dans l'Ogaden

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,20 F; Tunisie, 1,20 F; Allemagne, 1 DM; Belgique, 12 S.F.; Espagne, 10 Ptas.; France, 1 F; Italie, 1 Lira; Japon, 100 Yens; Royaume-Uni, 1 £; Suisse, 1 Fr.; États-Unis, 1 \$.

S. RUE DES ITALIENS
75001 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. Paris 6 69672
Tél. 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

La conférence de Belgrade en échec ?

La conférence de Belgrade sur la sécurité et la coopération en Europe s'achève vers un échec. Elle ne se maintient en état de survie que par la respiration artificielle. Son programme de travail étant épuisé mardi soir, elle a décidé de ne prolonger de deux jours. Une autre prolongation n'est pas venue, mais aucun indice de dissolution n'apparaît.

Après les réponses que M. Brejnev a envoyées à des messages qu'il avait adressés à M. Giscard d'Estaing et le maréchal Tito, aucune relance n'est en vue. Le président de la République, dans une lettre du 15 février, avait essayé d'intéresser le chef de l'État soviétique au projet d'élaboration d'un projet de traité de coopération en Europe. La réponse était un accusé de réception court, mais ne mentionnant aucune ouverture. La correspondance Tito-Brejnev aurait la même signification.

En présence de cet échec, M. Brejnev (Suisse) a suggéré le contenu d'un « minimum commun » : l'adoption d'un « document court et sobre », « trente-cinq participants expérimentés leur attachement à l'acte final d'Helsinki et à la confirmation de la continuité de la C.S.C.E. Ainsi les éditoriaux haïent : « Marchons ! Marchons ! », en restant sur place.

La réunion de Belgrade avait pour objet, s'il n'est pas primordial d'en parler au passé, d'extraire la mise en œuvre des décisions d'Helsinki en établissant un plan et en exprimant des intentions pour l'avenir. Or le bilan ne va l'objet d'aucune formulation précise. Un seul point paraît acquis : les Trente-Cinq se retrouveront à Madrid dans deux semaines.

L'idée de la C.S.C.E. remonte à l'époque où M. Molotov était ministre des affaires étrangères. Krouchtchev voulait faire entrer dans une grande conférence l'Ouest, la nouvelle carte de l'Europe et l'existence de deux blocs. Les Occidentaux acceptèrent, après la conclusion d'un « modus vivendi » entre eux et Berlin-Est, que ni les vétérans d'Europe, ni les contacts humains entre deux parties de l'Europe, ni toute la négociation d'Helsinki porta sur les droits de l'homme. Le Kremlin, après avoir poché ses dividendes au moment même où tous les chefs d'État et de gouvernement « éditoriaux » à l'Oural s'accrochaient à la même table, n'était pas pressé de prendre des engagements humanitaires concrets. Curieusement, ce sont ces droits de l'homme qui ont été le prétexte de la C.S.C.E., les États se ravisaient quand ils virent qu'ils allaient mettre respect des droits de l'homme « sous surveillance internationale. Ainsi comprend-on qu'ils limitent de cesse de minimiser l'importance de la réunion de Belgrade.

Une logique est l'attitude dédaigneuse. La France mise à l'écart, joint ses efforts à ceux des autres pour faire adopter un document à la fois significatif sur le fond et modéré sur sa forme. Les Occidentaux ont fait aucun effort de conciliation. Visiblement, ils prennent aisément leur parti d'un « Est sans surveillance internationale. Ainsi comprend-on qu'ils limitent de cesse de minimiser l'importance de la réunion de Belgrade.

Un fil ténu et fragile tissé à l'instinct risque ainsi d'être brisé. L'Europe recevra un communiqué préjudiciable aux intérêts de l'Ouest et aux attentes populaires. Les relations des empires se sont un à un autre niveau. Reste l'attente de Madrid en France pour quel faire ? Et là, nul n'est plus certain que la nouvelle conférence ait lieu.

Nouvelle « expérience » en Tchécoslovaquie

Le système de planification va être rénové

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Dix ans après « le Printemps de Prague », les dirigeants tchécoslovaques viennent d'annoncer, par l'intermédiaire de M. Lopusovský, ministre des finances, qu'ils allaient tenter une nouvelle « expérience » économique. Il s'agit de réformer dans un ensemble logique le système de planification.

L'expérience sera menée dans quelques cent-cinquante entreprises industrielles, neuf organisations du commerce extérieur et vingt et un centres de recherche, comptant au total un peu moins de cinq cent mille travailleurs, et représentant une production annuelle d'une valeur de 85 milliards de couronnes, soit un sixième du revenu national.

M. Ler a soigneusement évité d'employer le mot de réforme. Ce n'est pas assurément un hasard. Les éléments dogmatiques qui dominent la direction du parti tchécoslovaque ont une telle phobie de tout ce qui pourrait rappeler, de près ou de loin, les événements de 1968, qu'il est des termes qu'il vaut mieux éviter. Surtout lorsque cela ne s'impose pas : l'expérience annoncée aujourd'hui n'a, du fait, que peu de rapport avec celle qui fut préconisée de 1965 à 1968 par M. Otta Šik et ses amis.

C'est au mois d'octobre de l'année dernière, au cours d'une conférence de responsables de l'économie à Gottwaldov, que M. Ler révéla, semble-t-il, pour la première fois, les intentions du parti et du gouvernement. Les idées qu'il développa alors, beaucoup plus en sa qualité de président de la commission gouvernementale pour les questions de gestion et de planification qu'en tant que ministre des finances, ont été peu à peu reprises, dans le numéro de janvier de la revue *Plánování Hospodářství* (Economie planifiée).

La nécessité de modifier le système de planification s'était déjà fait sentir il y a deux ans : lors du quinzième congrès du parti, un projet présenté par M. Zlocha, vice-président de la commission du plan, fut même discuté. Mais il fut rejeté, la majorité des responsables de l'économie l'ayant jugé trop dogmatique. La direction était, elle aussi, désunie. Aux tenants d'un simple aménagement du statu quo, représentés par M. Husák et Bialek, s'opposaient les partisans, parmi lesquels M. Lenart, le chef du parti slovaque, d'un retour prudent aux réformes d'avant 1968. La hardiesse de M. Lenart en ce domaine s'explique sans doute par le fait que, en tant que chef du gouvernement dans les dernières années du règne d'Antonín Novotný, il assumait la responsabilité de l'introduction de la réforme.

CRÉATION D'UN COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE SOLAIRE

Le conseil des ministres du mercredi 22 février doit décider la création d'un commissariat à l'énergie solaire, dont le principe avait été annoncé par le président de la République dans une interview qu'il avait accordée au « Monde » (le Monde du 26 janvier). Cette création entraînera la disparition de la délégation aux énergies nouvelles, dirigée par M. Jean-Claude Coll.



HELENE PARMELIN
Le Monde Indigo
Un grand roman du monde d'aujourd'hui
STOCK

Épreuve pour le gouvernement belge

Le pacte intercommunautaire risque d'être remis en question

De nouvelles difficultés sont apparues lundi 20 février, en Belgique, lors de la mise au point des modalités d'application du « pacte d'Egmont ». Les signataires de cet accord intercommunautaire, qui affecte les rapports entre les communautés linguistiques et les régions, en donnent des interprétations différentes. Ces divergences pourraient menacer la cohésion du gouvernement de M. Tindemans.

De notre correspondant

Bruxelles. — « Le cheval a refusé l'obstacle », la situation est délicate. C'est en ces termes que M. Tindemans, premier ministre, a décrit, à la veille de l'échec des négociations entre les quinze experts flamands et francophones chargés de préparer l'application du pacte d'Egmont.

A l'origine, vendredi soir, 17 février, leur rencontre ne devait se dérouler que comme une formalité. Les négociateurs des partis de la coalition majoritaire — sociaux-chrétiens, socialistes, Volksunie (flamande) et Front des francophones, bruxellois (F.D.F.) devaient simplement approuver et signer les textes d'un « compromis historique » élaborés en mai et juin 1977 au palais d'Egmont et rédigés pendant le marathon des négociations du château du Stuyvenberg, fin janvier. Cependant, comme le premier ministre l'a admis lundi, le pacte qui règle le nouveau statut des Belges, notamment sur le plan régional, avait été conçu dans la hâte.

Quand il s'est agi, ces derniers jours, de faire la « toilette » définitive des textes, les négociateurs ont constaté avec une certaine stupeur qu'ils n'avaient pas, en mai 1977 puis en janvier dernier, compris les mêmes choses. Le projet verbal de quarante-deux pages préparé par les deux ministres de la réforme (d'un francophone et d'un néerlandophone) n'a donc pas pu être signé. Très embarrassé, M. Tindemans a alors les traducteurs de ne pas avoir reflété les débats avec suffisamment d'exactitude. Mme Spaak, présidente du F.D.F., partage ce point de vue, mais a rappelé que le climat des différentes négociations avait été marqué par la confusion.

PIERRE DE VOS.

Et le 20 mars ?

par MICHEL MOUSEL (*)

lui-même ? Une politique ou la politique ?

Quand chacun a chiffré son programme commun à soi, quand on lance des appels solennels au président parce que le franc boit la tasse, quand le question du désarmement du second tour devient un objet de chantage, quand la distribution des portefeuilles prévus le jour du congrès, on ne peut que constater une profonde amertume. Amplifiée encore par le spectacle politique défilé qui contribue à l'uniformisation de la vie politique. Réserve à ce « quatre grande », même s'ils doivent se répéter à long terme de temps d'attente, il ne cesse de se réinventer le champ et l'intensité du débat. Et, surtout, on est en droit de se demander si le surcroît d'égalité formelle obtenue par le P.C.F. et le P.S. sur les ondes d'un système qui traite les citoyens en mineurs débauchés et irresponsables. Pendant que la droite s'efforce par tous les moyens à agiter le

(*) Secrétaire national du P.S.U.

AU JOUR LE JOUR QUARANTE JOURS

Après quarante jours de navigations errantes, Notre retour à un monde silencieux et dépeuplé. Le voyageur moderne est moins dépeuplé. La France que j'ai retrouvée, après quarante jours, est tellement différente de celle que j'ai laissée, les discours et les dialogues s'enchaînent si exactement, les conflits et les querelles se poursuivent avec tant de continuité que j'ai le sentiment de n'être jamais parti.

Et c'est en vain que, d'un horizon à l'autre, je cherche la colombe porteur du rameau d'olivier.

ROBERT ESCARFIT.

« spectre de l'insécurité » sans changer pour autant les intentions de vote, voilà que la gauche s'engage ses manières, se complait dans une troublante symétrie et hélie même à réagir lorsque les libertés sont menacées au nom de l'ordre. Quel malentendu ! Ce n'est pas ainsi que l'on va motiver la nouvelle majorité. Les socialistes, les communistes, les divers groupes de gauche, encore moins mobilisés que les autres, ont fait leur action terroriste mal qu'après mars en reconnaissance comme avant, avec ou sans les mêmes. Pour ignorer que la crise du pouvoir atteint toutes ses formes d'exercice, pas seulement dans la société en général, mais aussi dans les organisations. C'est ainsi qu'on rate un mal 68.

(Lire la suite page 9.)

Un chef-d'œuvre inconnu de Racine : « la Thébaine »

Jocaste et ses enfants

Où, le hasard fait bien les choses. Quand le nation est sujette aux perplexités politiques, tombe du ciel un « OVNI » de poésie : la première tragédie de Racine. *La Thébaine*. Objet non identifié puisqu'on ne la joue jamais. Et le poète, érotique ou pas, est un fortifiant souverain, à l'heure des embarras publics.

Où plus est, ce chef-d'œuvre inconnu est joué au Nouveau Carré avec un soin si chasteux que cette soirée va faire le bonheur de tout le monde.

La *Thébaine* n'est jamais jouée, même par le metteur en scène qui a été l'ouvrage, la Comédie française : elle en présente juste les deux derniers actes une fois, en 1884, le 21 décembre, jour anniversaire de la naissance de Racine. C'est tout. Les gens sans aveu qui aiment le poète, qui oient Racine, il-

La faiblesse du dollar s'accroît

Le franc a perdu 5% sur le deutschemark en trois semaines

Déjà très éprouvé la semaine précédente, le dollar a été victime d'un nouvel accès de faiblesse dans la journée du lundi 20 février, touchant ses plus bas cours historiques à Francfort, et surtout à Zurich, où le franc suisse a été très vivement recherché contre toutes les monnaies, y compris le deutschemark. Mardi 21 février, le dollar se redressait légèrement, dans la confusion et l'incertitude. A Paris, il baissait toutefois légèrement à 4,80 francs contre 4,8050, tandis que la devise du franc par rapport aux monnaies fortes se maintenait, avec un deutschemark à 2,5250 francs, record absolu. En trois semaines, le franc a ainsi perdu 5% sur le deutschemark et 9% sur le franc suisse.

La nouvelle attaque lancée contre le dollar après cinq semaines de répit traduit la déconfiance croissante des milieux financiers internationaux quant à la capacité des dirigeants américains de résoudre les problèmes qui se posent aux Etats-Unis : énorme déficit de la balance commerciale, poursuite de l'inflation, blocage au Congrès de la loi sur l'énergie.

De plus, les cambistes font état de rumeurs persistantes selon lesquelles les banques centrales ouest-allemande et néerlandaise pourraient intervenir sur le marché pour soutenir le dollar, se bornant à l'accompagner dans sa chute. Et d'évoquer le grave différend qui oppose les gouvernements américain et ouest-allemand, ce dernier refusant toujours aussi énergiquement de relancer son économie.

La chute du dollar contribue à désorganiser un peu plus les marchés des changes, dans la mesure où elle pousse les monnaies fortes vers le haut, notamment le franc suisse, qui jouit d'une véritable rade, et qui bat tous ses records, même vis-à-vis du deutschemark.

Prises dans cette tourmente, les monnaies faibles ont tendance à accompagner le dollar dans sa descente. C'est le cas de la lire italienne, de la livre anglaise et, dans une moindre mesure, du franc français, qui, s'il a regagné une partie du terrain perdu sur la monnaie américaine, a fléchi en trois semaines de 5% par rapport au deutschemark et de 9% par rapport au franc suisse. Une telle évolution ne gonfle guère le coût de notre facture de pétrole, libellée en dollars, mais elle consacre la dévaluation de notre monnaie par rapport à celles de nos partenaires européens, avec lesquels nous effectuons plus de 33% de nos échanges. C'est l'effet « pervers » des fluctuations monétaires, bien connu des économistes. — F. R.

étranger

CONFLITS ET TENSIONS EN AFRIQUE

Les forces éthiopiennes auraient repris leur contre-offensive dans l'Ogaden

De notre envoyé spécial

Djibouti. — Après une « pause » d'une dizaine de jours, la contre-offensive éthiopienne dans l'Ogaden semble avoir repris, et l'on estime, dans les milieux occidentaux à Djibouti, que la reconquête de Jijiga pourrait être « assez rapide ».

La stratégie d'ensemble adoptée par les Ethiopiens dans l'Ogaden démontre un bon nombre de spécificités. Elle consiste essentiellement en un effort de « réajustement frontal » lent et précautionneux où certains croient déceler l'influence soviétique. « Nous pensons qu'ils cherchent à débiter leurs offensives par les alibis, remarque un observateur, de façon à prendre dans une nasse, pour le détruire, le gros des forces somaliennes. Or ils gardent dans l'ensemble un front très continu ».

La supériorité numérique dont bénéficient les Ethiopiens serait de deux contre un dans la région de Harrar, plus importante encore dans le secteur de la ligne de chemin de fer. Les Somaliens, en effet, auraient engagé, face aux quelque cent mille Ethiopiens, une quarantaine de milliers d'hommes répartis en petites unités mobiles et fréquemment renouvelées. Ils sont surtout très loin de disposer de la même puissance de feu. En outre, les raids aériens continuent (une vingtaine de sorties quotidiennes) à partir de Dire-Daouda.

On pense néanmoins ici que les Ethiopiens continuent d'être gênés par des problèmes de logistique. Les axes de communication, dans la région de Harrar, sont limités. La saison des pluies s'est achevée plus tard qu'à l'ordinaire cette année, interdisant, dans bien des cas, aux blindés de quitter la route. En outre, l'armée éthiopienne serait encore mal adaptée à son nouveau matériel, de fabrication soviétique (chars T-55, par exemple, moins maniables que les chars américains).

La stratégie très « conventionnelle » choisie par Addis-Abeba, provisionnement considérable en obus, en roquettes, en carburant, etc. Or, en dépit des livraisons soviétiques, le parc automobile de l'armée éthiopienne reste disparate et insuffisant. Ces difficultés de ravitaillement expliquent la hâte avec laquelle les Ethiopiens s'efforcent de remettre en service le chemin de fer entre Addis-Abeba et Dire-Daouda. Les deux derniers ponts détruits l'an passé seraient sur le point d'être réparés. Les premiers convois ferroviaires venus d'Addis-Abeba, et destinés à l'effort de guerre, pourraient arriver, ces prochains jours à Dire-Daouda.

J.-C. GUILLEBAUD.

Le général Nemeiry, président du Soudan, a proposé, à nouveau, lundi 20 janvier, sa médiation entre l'Égypte et la Libye, ainsi qu'entre Addis-Abeba et les nationalistes érythréens. — (A.F.P.)

Controverses à propos du cessez-le-feu conclu entre les rebelles et N'Djamena

Tchad

Un communiqué diffusé à Paris affirme que le Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT) poursuit la lutte. Des représentants du Front en France affirment que le cessez-le-feu intervenu à N'Djamena ne constitue nullement un accord global. Cependant, l'annonce d'un accord de cessez-le-feu général (le Monde du 21 février) a été confirmée lundi à la fois à N'Djamena et à Tripoli.

Libération de tous les détenus politiques dans la capitale

D'autre part, dans le cadre de l'accord signé le 22 janvier dernier à Khartoum par le gouvernement tchadien (le Monde du 7 février), tous les détenus politiques et les membres du FROLINAT incarcérés ont été libérés lundi à N'Djamena. Alors qu'espéraient l'ultimatum fin pour la libération de Christian Masse et André Kimméling.

Le porte-parole du Quai d'Orsay, évoquant l'action du gouvernement français dans l'affaire des otages du FROLINAT — dont le gouvernement salue les succès — a déclaré : « De nombreuses démarches ont été entreprises, aussi bien auprès des organisations humanitaires que des gouvernements voisins du Tchad, du Niger, de la Libye et du Cameroun. (...) Un contact direct est en particulier maintenu avec les autorités nigériennes, qui nous ont obligés récemment à nous appuyer sur leurs efforts en vue de trouver une solution à cette affaire ».

Rhodésie

Des désaccords surgissent entre M. Smith et ses partenaires africains sur l'application du « règlement interne »

Salisbury (Rhodesie). — De sérieux désaccords ont surgi, lundi 20 février à Salisbury, entre le premier ministre, M. Ian Smith, et ses interlocuteurs nationalistes modérés sur la répartition des pouvoirs au sein d'une future administration à majorité noire.

Les trois dirigeants nationalistes participant aux négociations — l'évêque Abel Muzorewa, le pasteur Sibhelo et le chef Chirau — ont rejeté les demandes de M. Smith en vue d'une représentation paritaire des Blancs et des Noirs au futur gouvernement, et ont mis en doute la sincérité du désir du premier ministre de remettre les pouvoirs aux mains de la majorité. M. Smith, tout en protestant de sa bonne foi, a souligné qu'il importait de protéger l'électorat blanc de changements trop rapides.

Les dirigeants nationalistes insistent pour que soit admise une représentation africaine de 75 %, sous bien au Conseil d'État, instance suprême de la future administration, qu'au conseil des ministres. Ils exigent également que le Conseil d'État soit composé des chefs des quatre partis indépendants, alors que M. Smith a proposé qu'il soit composé des trois dirigeants nationalistes et de trois Européens et présidé par lui-même.

Les nationalistes demandent que chaque partie soit représentée par quatre à six personnes au conseil des ministres, alors que M. Smith reste déterminé à exiger une représentation paritaire. Les nationalistes désirent enfin que l'ancien Parlement, dominé par les Blancs, soit suspendu jusqu'à l'entrée en fonctions d'un Parlement à majorité africaine et qu'il ne soit convoqué que pour adopter les lois qui seraient mises en œuvre par l'administration intérimaire — point sur lequel M. Smith s'est déclaré d'accord.

D'autre part, selon un communiqué rhodésien, les forces armées rhodésiennes et mozambicaines ont échangé lundi un tir nourri à la frontière des deux pays.

Tunisie

La délégation de la C.I.S.L. demande à rencontrer M. Habib Achour

De notre correspondant

Tunis. — La délégation de la Confédération internationale des syndicats des travailleurs (C.I.S.L.), venue à Tunis pour tenter d'obtenir la libération des syndicalistes arrêtés au lendemain des émeutes du 28 janvier, a adressé, lundi 20 février, un télégramme au premier ministre, M. Moudjahid, lui demandant l'autorisation de rencontrer l'ancien secrétaire général de l'U.G.T.T., M. Habib Achour, toujours détenu dans les locaux de la police avec une centaine d'autres responsables du syndicat.

Les membres de la délégation doivent être reçus mardi par M. Moudjahid. Si cette mission, devant tourner court, les représentants de la C.I.S.L. ne cachent pas que non seulement une plainte sera déposée auprès de l'O.N.T. mais que diverses mesures seront étudiées afin de faire pression sur la Tunisie.

D'ores et déjà, certains d'entre eux évoquent la possibilité d'un boycott économique et d'une action auprès des gouvernements de la Communauté économique européenne.

Après les contacts qu'ils ont eus lundi avec les familles et les avocats de deux détenus, dont certains ont fait état de tortures et de « préparation d'un procès préfabriqué », plusieurs membres de la délégation ont montré étonnement. Ces témoignages et le fait que depuis vingt-trois jours les syndicalistes demeurent gardés dans les services de police (1) sans que la magistrature soit saisie de l'affaire, sans qu'aucune accusation ait été officiellement formulée contre eux, et sans que la défense puisse exercer ses droits, ont été à l'origine de la demande entreprise auprès du premier ministre en vue d'une rencontre avec M. Achour.

Si M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, qui fait partie de la délégation, s'est refusé à toute déclaration, son collègue ita-

MICHEL DEURÉ.

La Fédération syndicale mondiale n'a pas « évité de se prononcer » sur les événements du 28 janvier à Tunis et l'arrestation de dirigeants syndicalistes, comme nous l'écrivions par erreur dans notre numéro daté 21 février. Le secrétaire de la F.S.M. nous rappelle que des télégrammes ont été envoyés au président Bourguiba et à M. Habib Achour. La F.S.M. a annoncé aussi, le 31 janvier, qu'elle proposait une réunion avec la C.I.S.L. La Confédération mondiale des travailleurs (C.M.T.), l'Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA) et la Confédération internationale des syndicats arabes (CISA) pour organiser un commun acte de protestation et de solidarité. La CISA et la F.S.M. ont publié, le 7 février, à Bagdad, un communiqué conjoint « réaffirmant la solidarité de ces organisations avec la direction légitime de l'U.G.T.T. ». Enfin, la F.S.M. a mis un avocat à la disposition de M. Achour et des autres syndicalistes emprisonnés.

PROCHE-ORIENT

Les adversaires arabes du président Sadate qualifient de « fiasco » l'opération de Larnaca

Sadate, à l'aéroport du Caïre, six survivants du commando égyptien de Larnaca, le général Gamassi, commandant en chef des forces armées égyptiennes, leur a exprimé la « gratitude » et le « respect » du peuple égyptien, ajoutant que des « raisons de santé imprévues » avaient empêché le pré-

sident Sadate d'accueillir en personne les soldats de retour de Chypre. Les adversaires arabes du président Sadate n'ont pas manqué de critiquer le raid égyptien, qu'ils qualifient de « fiasco ». Pour la Libye, il s'agit d'une « tentative cloisonnée d'imiter un modèle israélien ». Pour « Al Chaab », à

De notre correspondant

Le Caïre. — Le premier ministre égyptien, M. Moustafa Salem, entouré de ses ministres, a accueilli, au cours de la nuit du lundi 20 au mardi 21 février, à l'aéroport du Caïre, les rescapés du commando égyptien ramené de Chypre par le ministre d'État aux affaires étrangères, M. Boutros-Ghali.

Auparavant, l'Égypte avait annoncé qu'elle « retirait » sa mission diplomatique à Nicosie, et qu'elle avait prié Chypre d'en faire autant pour son ambassade et sa mission commerciale au Caïre. M. André Solfrides, depuis une dizaine d'années et à ce titre, doyen du corps diplomatique accrédité au Caïre, devra quitter cette capitale, mais il a été précédé officiellement, en dernier ressort, qu'il ne s'agissait ni d'une « rupture » ni d'un « gel » des relations entre les deux pays.

S'agit-il alors d'une suspension provisoire des rapports entre deux gouvernements qui ont tenté jusqu'ici de bonnes relations, le rate

ayant toujours soutenu Nicosie dans le différend qu'il oppose à la Turquie, plutôt que de faire jouer la solidarité musulmane en faveur d'Ankara ?

La presse caïrote insiste sur le courage des membres du commando et sur l'attitude « incompréhensible », voire « suspecte » ou « méprisante » des autorités chypriotes à l'égard de militaires envoyés par un pays ami de toute évidence dans le seul but de les aider à réduire des terroristes.

Quelles qu'en soient les raisons, l'Égypte a reté son « opération Entebbe ». Il faut maintenant que le gouvernement égyptien renvoie le coup d'une armée qui vient d'être humiliée dans le corps d'élite dont elle est le plus fier, et qui avait réussi, en août 1976, à Louxor, à réduire, sans effusion de sang les pirates de l'air arabes qui avaient d'abord un avion d'Égypte Air. Il ne faut pas perdre de vue non plus que les militaires égyptiens, à qui

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Le gouvernement israélien demeure divisé sur le problème des implantations dans les territoires occupés

De notre correspondant

Jérusalem. — L'arrivée, lundi 20 février, à Jérusalem, du secrétaire d'État adjoint, M. Alfred Atherton, marque un nouveau départ du processus de paix engagé entre Israël et l'Égypte. La « navette » du diplomate américain au Proche-Orient renforce la négociation qui marquait le pas depuis l'interdiction des travaux des commissions politiques et militaires égypto-israéliennes. « Notre objectif », a dit M. Atherton à sa descente d'avion, est de parvenir à une déclaration de principe dont la formulation devrait permettre également à la Jordanie de se joindre à la négociation.

On ne s'attend pas ici à de nouvelles propositions israéliennes concernant le problème palestinien. Si Jérusalem a fini par admettre certains termes de la déclaration d'Asaroun du président Carter tels que « la nécessité de résoudre le problème palestinien sous tous ses aspects » et « de permettre aux Palestiniens de participer à la détermination de leur destin », le gouvernement israélien oppose toujours aussi farouchement aux formules « droit légitime du peuple palestinien » et « autodétermination », qui, selon lui, conduisent irrésistiblement à la création d'un État palestinien qu'il refuse à priori.

Le problème des implantations israéliennes en territoire occupé, autre point de discordance avec l'Égypte, a fait l'objet d'un long débat, lundi, au cours d'un conseil des ministres consacré presque exclusivement à cette question.

D'importantes divergences de vues sont apparues au sein du cabinet Begin. Le premier ministre lui-même s'est reconnu en affirmant qu'« il s'agissait d'un phénomène naturel au sein d'un gouvernement démocratique ». Les « colonnes », dont les charnières sont les ministres de la défense et des finances, respectivement MM. Ezer Weizman, et Simha Livshitz, soulignent, pour favoriser la négociation avec l'Égypte, un gel total des implantations dans le Sinaï et la poursuite du développement des seules agglomérations existantes en Judée-Samarie. Les « ferveurs », représentés par le ministre de l'agriculture, M. Ariel Sharon, et par le ministre de l'éducation, M. Zevulun Hammer, préconisent, au contraire, une politique d'implantation massive sur tous les fronts, au nom de la sécurité d'Israël. Ils ont l'appui, au moins partiel, du ministre des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, qui estime nécessaire la poursuite du peuplement des zones qui demeureront sous contrôle israélien après la signature d'un accord de paix. La position exotique du premier ministre, M. Begin, n'est pas encore connue.

Les deux terroristes palestiniens seront jugés à Nicosie

De notre correspondant

Nicosie. — Les rapports entre le Caïre et Nicosie restent très tendus. Au cours de l'entretien de trois heures, lundi après-midi, entre le président de la République, M. Spyros Kyprianou, et le ministre d'État égyptien aux affaires étrangères, M. Boutros-Ghali, la rupture des relations diplomatiques a même été à un certain moment envisagée.

L'ambassade égyptienne était venue réclamer le rapatriement des militaires, que Nicosie a accepté, mais aussi des excuses et l'extradition des deux terroristes palestiniens, ce qui a été rejeté catégoriquement. Sur ces deux derniers points, le gouvernement chypriote a été très ferme. Il a assuré que les Égyptiens portaient seuls la responsabilité de la tournure sanglante prise par des événements dont le dénouement heureux était imminent lorsque les commandos égyptiens sont intervenus.

Le président Kyprianou a fait valoir à M. Boutros-Ghali de façon catégorique qu'il ne pouvait tolérer aucune atteinte à la souveraineté de la République de Chypre. Au sujet de la demande d'extradition des deux terroristes, les autorités de Nicosie estiment

DIMITRI ANDREOU.

Frédéric Bon

Les élections en France

histoire et sociologie

- Une histoire du suffrage universel depuis 1848
- Une description critique des divers modes de scrutin
- Une analyse des grandes forces électorales sous la Ve République

240 pages - 45 F

SEUIL

EUROPE

Espagne

« L'ESPRIT DE LA MONCLOA S'EST ÉVANOUI » affirme M. Carrillo dans l'hébdomadaire du parti communiste

(De notre correspondant.)

Madrid. — La politique du gouvernement Suarez « s'est évacuée vers la droite ces derniers mois » et « l'esprit de la Moncloa s'est évanoui en fumée », affirme M. Santiago Carrillo dans le dernier numéro de *Mundo Obrero*, l'hébdomadaire du parti communiste espagnol. Le secrétaire général du P.C.E. accuse le gouvernement de ne pas respecter les termes de l'accord souscrit en octobre dernier par toutes les forces politiques représentées au Parlement. Contrairement à ce qui a été négocié, explique-t-il, une loi est en préparation permettant aux entreprises des compressions de personnel ; les retraites n'ont pas augmenté dans la proportion annoncée ; les droits des travailleurs dans l'entreprise risquent de ne pas être reconnus ; rien n'a encore été fait pour démocratiser l'administration et la sécurité sociale ; les plans de construction de logements et d'écoles destinés à diminuer le chômage ne se sont pas concrétisés.

M. Carrillo affirme en outre qu'il « n'y a pas de communication » entre le gouvernement et les forces d'opposition pour veiller à l'application du pacte. Selon le dirigeant communiste, les socialistes ont pour tactique de laisser le gouvernement Suarez trahir ses engagements, car ils espèrent tirer des bénéfices électoraux de l'insatisfaction qui en résultera dans le monde du travail. L'attitude du P.C.E. est différente, indique M. Carrillo : elle consiste à faire pression pour réclamer l'application des accords. Si la voie de la négociation ne mène à rien, le secrétaire général du P.C.E. menace d'en appeler à la « force organisée des travailleurs ». — C. V.

Les milieux politiques jugent « inacceptable » une recommandation de l'O.U.A. sur les Canaries

Le Maroc considère que les îles Canaries font partie intégrante de l'Espagne, a affirmé, lundi 20 février, un communiqué de l'ambassade du Maroc à Madrid. Cette mise au point intervient au moment où les ministres des affaires étrangères de l'O.U.A. réunis à Tripoli, étudient, à propos de l'archipel, une recommandation du comité de libération de leur organisation, que les milieux politiques espagnols jugent « inacceptable ».

De notre correspondant

Madrid. — Tous les partis politiques ont protesté avec vigueur contre une recommandation du comité de libération de l'Organisation pour l'unité africaine (O.U.A.) concernant les Canaries. Ce comité, réuni à Tripoli lundi 20 février, s'est déclaré, en effet, partisan d'apporter « un soutien économique et logistique » au M.P.A.I.C. (Mouvement pour l'autonomie et l'indépendance de l'archipel canarien) dirigé d'Alger par l'avocat Antonio Cubillo. Il a également demandé au gouvernement espagnol de revenir sur son refus d'accepter l'entrée aux Canaries d'une commission d'enquête de l'O.U.A. Le conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine doit se prononcer sur cette recommandation.

Du parti communiste à l'Union du centre démocratique (le parti gouvernemental), la réaction des milieux politiques espagnols est identique devant cette intervention considérée comme « inacceptable » et « absurde » et comme la preuve manifeste, selon le parti communiste, que « beaucoup de pays africains ignorent la réalité socio-économique, ethnique et politique des Canaries ». Le P.C.

rappelle que l'archipel est l'objet de « consociations étrangères » et que l'Espagne devrait faire face à celles-ci en adoptant une politique extérieure capable de garantir la sécurité de l'île.

Le ministère des affaires étrangères a protesté contre cette « atteinte à l'intégrité territoriale et à la souveraineté nationale de l'Espagne ». L'Union du centre démocratique déclare, dans un communiqué, que, si le conseil des ministres de l'O.U.A. suivait les recommandations du comité de libération, cela pourrait remettre en cause les « possibilités de rapprochement et de coopération entre l'Espagne et de nombreux pays africains » ; elle cite parmi ceux-ci des nations arabes.

Le comité était composé par des représentants de la Libye, de l'Algérie, du Sénégal, du Nigeria et de la Guinée. Sa résolution, prise à l'unanimité, marque l'échec des démarches faites avant la réunion par le roi Juan Carlos et par le premier secrétaire du parti socialiste ouvrier, M. Felipe Gonzalez. Le roi avait fait parvenir au colonel Kadhafi un message personnel qui avait été remis par son père, don Juan de Bourbon. M. Felipe Gonzalez s'était déplacé à Alger, où il avait eu des entretiens avec le président Houmedine et avec les dirigeants du F.L.N.

CHARLES VANHECKE.

Portugal

LES INTELLECTUELS DU GROUPE « INTERVENTION SOCIALISTE » REJOIGNENT LE P.S.

(De notre correspondant.)

Lisbonne. — Trente et un intellectuels très connus dans les milieux politiques de la capitale ont annoncé la dissolution du mouvement qu'ils avaient créé en 1976, appelé « Intervention socialiste », et ont fait savoir qu'ils adhèrent au P.S.

Pour justifier cette décision, l'Intervention socialiste rappelle les objectifs qu'il avait présidés à sa constitution : contribuer au « renforcement de la gauche » et refuser « toutes les tentatives visant à créer des divisions au sein des organisations progressistes ». Les « difficiles conditions » de « la construction de la démocratie et du socialisme » au Portugal ont amené ses membres à s'intégrer au « plus grand parti de la gauche portugaise », dont ils cherchent à « augmenter la cohésion », déclare un communiqué de l'organisation.

Dans le parti socialiste, doivent militer tous ceux pour qui la démocratie et le socialisme ne sont pas des réalités antagonistes mais complémentaires », affirme, de son côté, le secrétaire national du P.S., qui se réjouit des nouvelles adhésions.

Parmi les nouveaux membres du parti de M. Soares, figurent MM. João Cravinho et Jorge Sampaio, qui ont été respectivement ministre de l'Industrie et secrétaire d'État à la coopération dans le quadripartite gouvernement provisoire, ainsi que M. Nuno Fortes, ancien secrétaire d'État à l'habitation et à l'urbanisme. — J. R.

Grande-Bretagne

Le Livre blanc sur la défense estime que le pacte de Varsovie surclasse l'OTAN en Europe

De notre correspondant

Londres. — À l'exception du fait qu'il comptabilise les forces françaises de l'Allemagne et de l'Atlantique dans le total des forces de l'OTAN, le Livre blanc britannique sur la défense, publié lundi 20 février, ne contient guère de nouveautés. Il confirme en principe les engagements pris par Londres envers l'Organisation militaire atlantique. Mais, conformément à une décision antérieure, une réduction de 261 millions de livres, portant essentiellement sur le matériel, sera opérée sur le budget militaire qui, l'année prochaine, atteindra 6 819 000 000 de livres, soit 4,75 % du P.N.B. prévu.

Pour répondre aux demandes de l'OTAN, le gouvernement prévoit une première augmentation de 3 % du budget en 1979-1980, puis une autre de 3 % pour 1980-1981. Au-delà de cette date, le gouvernement ne s'engage pas.

Le gouvernement de Londres a recours, en fait, à la clause acceptée par les ministres de la défense de l'OTAN, qui permet aux membres de l'Alliance, aux prises avec de sévères difficultés économiques, de ne pas souscrire à l'accroissement prévu de 3 % des dépenses militaires pour une période de cinq ans à partir de 1979.

Dans un souci de démonstration, par comparaison, que la Grande-Bretagne est un partenaire militaire solide, le Livre blanc rappelle que les engagements à court terme pris envers l'OTAN, concer-

nant une amélioration des forces militaires britanniques, seront tenus, et il insiste sur l'accroissement de l'effort de la Grande-Bretagne, puisque les dépenses militaires, qui représentaient 4,09 % du P.N.B. en 1977 (5,01 % en 1976), vont atteindre 4,75 % en 1978.

Cette orientation provoque de vives critiques de la gauche travailliste qui avait mené campagne pour la réduction de ces dépenses. Ses militants indiquent que le Livre blanc reconnaît lui-même que les Soviétiques n'ont pas l'intention d'attaquer l'Occident. Le document souligne cependant le déséquilibre croissant entre les deux camps dans le domaine des armements conventionnels, en dépit des forces de l'OTAN. Même en incluant les forces françaises, le Livre blanc britannique estime qu'en Europe, le pacte de Varsovie surclasse l'OTAN (2,2 contre 1 en matière d'effectifs, 2,7 contre 1 pour les chars, 2,5 contre 1 pour l'artillerie, 2,4 contre 1 pour l'aviation tactique).

Les critiques des conservateurs

Les conservateurs estiment que le gouvernement travailliste a déformé la réalité en minimisant la gravité de la menace qui pèse sur l'OTAN, ainsi que l'effet néfaste des réductions budgétaires de ces dernières années sur les forces britanniques. Sir Ian Gilmour, ministre de la défense du cabinet fantôme, a déclaré que l'« accroissement » des dépenses pour 1979-1980 était en fait une réduction par rapport à ce qui a été initialement prévu. Enfin, les conservateurs se plaignent que les forces françaises soient pour la première fois incluses dans le total des forces de l'OTAN, alors que la France n'est plus intégrée dans l'Alliance, et ils accusent le gouvernement d'avoir voulu délibérément atténuer les craintes de l'opinion sur la faiblesse militaire de l'OTAN.

Les forces françaises dans la balance

Le *Times*, cependant, justifie ainsi la décision du gouvernement britannique : « La France est membre de l'OTAN, et il n'est pas déraisonnable de penser qu'elle serait impliquée dans tout conflit d'urgence. On peut penser qu'un plus grand nombre des forces françaises devraient être incluses dans ce bilan. Le président Giscard d'Estaing a précisé catégoriquement qu'il n'était pas question que la France reste neutre, et les forces françaises participent déjà, dans certaines mesures, aux exercices de l'OTAN. »

Même son de cloche dans le *Financial Times* : « Certes, les forces françaises ne sont pas officiellement intégrées dans le commandement militaire de l'Alliance atlantique, mais il est impossible de concevoir un affrontement Est-Ouest en Europe dans lequel elles ne se battraient pas aux côtés de l'Alliance. »

HENRI PIERRE.

Tchécoslovaquie

Le système de planification va être renoué

(Suite de la première page.)

Le primat, on le voit, est clairement accordé aux facteurs de nature politique. M. Ler ajoute cependant que le but de l'« expérience » est de rassembler en un ensemble logique le système de planification, l'introduction des instruments économiques — tels que le profit, les prix et les salaires —, et l'organisation du travail. Mais on ne voit pas très bien, à partir des solutions proposées, comment cet objectif pourra être atteint.

Les auteurs de ce projet, par ailleurs sans doute par des raisons politiques, ont en effet le plus grand mal à se détacher du schéma classique de la planification centralisée qu'il s'agit d'améliorer et non de refondre. Une « pyramide de plans » (à un an, à cinq ans, à long terme) doit permettre d'accomplir les tâches exigées par les secteurs-clés du développement (matières premières, transports, coopération internationale). La nécessité de tenir compte de la valeur de la production est affirmée, mais très timidement, et il n'est évidemment pas question de rétablir le rôle du marché. À l'inverse, l'importance des facteurs quantitatifs est soulignée. À l'avenir, le gouvernement devra approuver entre sept cents et mille bilans de produits, établis uniquement en volume et non de référence ; dans un tel schéma, en effet, où production et utilisation d'une marchandise donnée sont censés parfaitement coïncider, l'imprévu est, par définition banni.

politiques, ont en effet le plus grand mal à se détacher du schéma classique de la planification centralisée qu'il s'agit d'améliorer et non de refondre. Une « pyramide de plans » (à un an, à cinq ans, à long terme) doit permettre d'accomplir les tâches exigées par les secteurs-clés du développement (matières premières, transports, coopération internationale). La nécessité de tenir compte de la valeur de la production est affirmée, mais très timidement, et il n'est évidemment pas question de rétablir le rôle du marché. À l'inverse, l'importance des facteurs quantitatifs est soulignée. À l'avenir, le gouvernement devra approuver entre sept cents et mille bilans de produits, établis uniquement en volume et non de référence ; dans un tel schéma, en effet, où production et utilisation d'une marchandise donnée sont censés parfaitement coïncider, l'imprévu est, par définition banni.

VIENT DE PARAÎTRE

Un dossier du Monde

L'ÉCOLOGIE enjeu politique

En vente partout - 10 F

Le Monde

publie la troisième édition de

L'ANNÉE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

1977 : LA LANGUEUR

Un bilan complet économique, social financier et boursier en France et à l'étranger

168 pages - 109 pays En vente partout 15 F

EN DIRECT. Tout le Proche Orient Arabe.

ABU DHABI ... 4 fois par semaine	DJEDDAH ... 3 fois par semaine
AMMAN ... 2 fois par semaine	Doha ... 2 fois par semaine
BAGDAD ... 4 fois par semaine	DUBAÏ ... 5 fois par semaine
BEYROUTH ... 7 fois par semaine	KHARTOUM ... 1 fois par semaine
DAMAS ... 4 fois par semaine	KOWEÏT ... 3 fois par semaine
DHAHRAN ... 4 fois par semaine	LE CAIRE ... 6 fois par semaine
SHARJAH dernière escale ouverte le 1 ^{er} novembre ... 1 fois par semaine	

En plus Air France vous offre :

- un service spécial pour hommes d'affaires : le service Proche-Orient Conseil,
- un réseau d'hôtels. Le "Mérédien" à Damas, Khartoum et bientôt Abu Dhabi, Sharjah, Djeddah et Koweït.



Une référence à la Constitution soviétique

Quant à l'utilisation des instruments économiques (profit, prix), on jugera des difficultés qu'ont à surmonter les partisans d'un changement si l'on mentionne que M. Ler, dans l'article cité plus haut, a estimé utile d'en justifier le recours à la Constitution soviétique, laquelle en souligne l'importance en son article 16.

Même si le poids des pragmatiques se fait plus fortement sentir aujourd'hui à Prague qu'il y a quelques années, la résistance aux réformes est encore puissante. La nouvelle « expérience » tchécoslovaque apparaît, en tout cas, davantage comme une nouvelle variante des méthodes administratives de planification que comme la recherche d'un modèle original adapté aux conditions économiques de ce pays.

MANUEL LUCBERT.

EMBAJADA DE ESPAÑA EN FRANCIA

AVISO A LOS ESPAÑOLES

Se proroga, hasta el próximo 31 de Marzo, el plazo para la inscripción en el censo de los españoles residentes en el extranjero, a efectos de participación en las elecciones, en virtud del Real Decreto nº 134/78 de 10 de Febrero de 1978 (Boletín Oficial del Estado del 11 del mes en curso).

Se recuerda que esta inscripción deberá realizarse en el Consulado respectivo.

radio de l'empire

Un décret

Si on c'est

ASIE

LE CONFLIT KHMÉRO-VIETNAMIEN

La radio de Hanoï accuse Phnom-Penh « d'agir au profit de l'impérialisme et de la réaction internationale »

La radio cambodgienne a confirmé, dimanche 19 février, que des combats se poursuivaient le long de la frontière khméro-vietnamienne. Il semble qu'il s'agisse actuellement d'accrochages et non plus de grandes opérations. Cette radio continue de diffuser des « confessions » de militaires vietnamiens faits pri-

sonniers. L'un d'eux a été capturé le 25 janvier près de l'île khmère de Poulo-Wai, au large de laquelle la compagnie pétrolière française Elf-Erap avait entrepris des prospections quand le maréchal Lon Nol était au pouvoir. Un capitaine a affirmé que les Khmers du Vietnam, les Khmers krom, sont « entraînés comme

troupes de réserve en vue de la libération du Cambodge ».

Pour sa part la radio vietnamienne a, lundi, accusé Phnom-Penh d'« agir au profit de l'impérialisme et de la réaction internationale (...) en répandant le sang vietnamien et cambodgien ». — (A.F.P.)

Un découpage territorial hérité de la période coloniale

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Le conflit frontalier khméro-vietnamien résulte en partie de découpages territoriaux effectués par les autorités coloniales françaises au sein de l'Union indochinoise, à la fin du dix-neuvième et au début du vingtième siècle. Certes, la rivalité des deux voisins, hier alliés dans la guerre contre le corps expéditionnaire américain, a d'autres causes antagonismes séculaires, nationalismes intransigeants, divergences idéologiques et politiques. Mais ces raisons ne font qu'envenimer un contentieux territorial fondamental.

Si vingt-cinq années se sont écoulées depuis l'accession du Cambodge à l'indépendance sans que cette question ait pu être réglée, c'est avant tout parce que la période a été dominée par la guerre. Le prince Sihanouk et les dirigeants révolutionnaires vietnamiens étaient tombés d'accord en 1969 pour reconnaître la frontière coloniale.

Le royaume du Cambodge, qui était constamment amené au cours des siècles au profit de ses entrepreneurs voisins siamois et vietnamiens, avait encore été amputé de quelques territoires lors d'une pleine souveraineté lui fut restituée par la France, en 1953. L'indépendance du Cambodge, en 1953, la France s'était engagée, par un traité signé en 1957, à ne pas annexer de territoires cambodgiens à ses autres possessions indochinoises. Cette promesse n'a guère été respectée. En effet, alors que sur la frontière occidentale plusieurs provinces anciennement khmères furent reprises au Siam, à l'est, au sud et au nord les administrateurs coloniaux rattachèrent certaines terres du royaume à l'Annam, à la Cochinchine et au Laos.

Ces pertes, selon certaines thèses cambodgiennes, portent essentiellement sur cinq territoires et bandes de terrain couvrant une superficie de plusieurs dizaines de milliers de kilomètres carrés, ainsi que sur les populations d'origine khmère qui s'y trouvaient. On peut schématiser, les délimiter comme suit :

- 1) L'ancien commissariat du Laos, aujourd'hui province, sur les Hauts-Plateaux du Vietnam ;
- 2) La région de Tay-Ninh, Trang-Bang, Thanh-An, secteur des plantations d'hévéas, à une centaine de kilomètres au nord de Saigon, ainsi qu'un vaste

triangle qui prolonge le « Bo-de-Canard » pratiquement jusqu'à la côte orientale du delta du Mékong ;

3) Celle de Loc-Ninh, Phuoc-Lai, au nord-est de la précédente ;

4) La zone de Ha-Tien, en bordure du golfe de Thaïlande ;

5) La portion de territoire comprise entre le Mékong et la chaîne Dangreks, dans le sud du Laos.

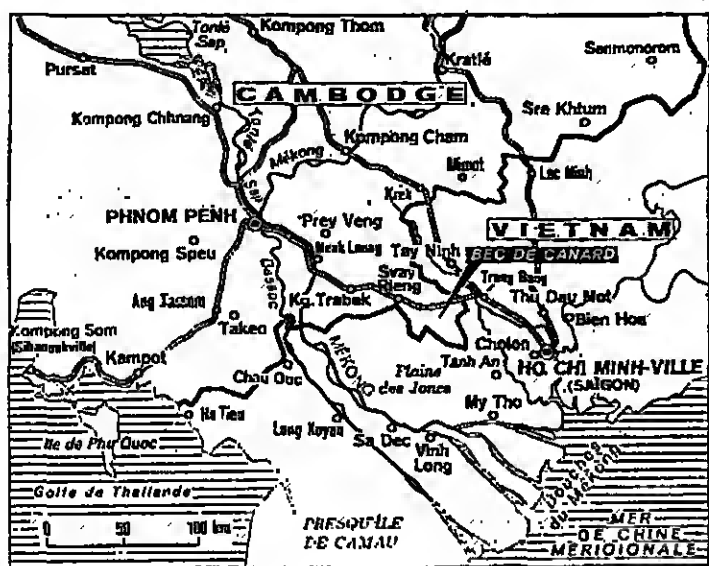
A cela il convient d'ajouter des conflits de souveraineté sur certaines îles du golfe de Thaïlande. Dans une thèse de doctorat publiée en 1964, M. Sarin Chaak, ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement du prince Sihanouk, s'est attaché à démontrer le caractère purement « administratif », « provisoire » et « unilatéral » de ces cessions de territoires et des frontières qui en ont résulté (1).

L'auteur estime que les actes juridiques de l'administration française sont nuls au regard du droit international.

Pour M. Sarin Chaak, l'obligation de réviser les frontières ne provient pas seulement de leur caractère purement administratif, « elle découle aussi des exigences de la décolonisation. Si l'on veut voir dans cette expression autre chose qu'un vague slogan de démagogie internationale, il faut admettre que la décolonisation implique un certain nombre

de conséquences juridiques qui dominent un idéal moral ». « Soutenir le contraire est une position intenable. A cet égard, il n'y a que trois possibilités logiques qui s'offrent au Vietnam », ajoute-t-il : la solidarité avec le comportement colonial, la condamnation de ces pratiques et « l'offre spontanée d'accords en vue de décoloniser des territoires injustement rattachés à la souveraineté khmère » ; enfin, la négociation en vue de l'établissement de véritables frontières internationales.

On sait ce qu'il en a été, en dépit d'une nouvelle tentative de négociation en 1976. Chaque partie rejette sur l'autre la responsabilité de la situation actuelle. Il est vrai que la conclusion modérée de M. Sarin Chaak fait immédiatement suite à cette affirmation « maximaliste » bien évidemment inacceptable par les Vietnamiens : « De 1855, date de la mise en garde du roi Ang Duong à l'empereur Napoléon III, à nos jours, jamais le Cambodge n'a cessé de revendiquer la Cochinchine comme terre khmère ». Et l'auteur se réfère ici au mémoire de droit public sur « la situation juridique du Kampuchea Krom (base Cochinchine) » soutenu en 1963 par M. Hou Nim, l'un des dirigeants du P.C. khmer, ministre de l'Information, dont le nom n'est plus mentionné officiellement depuis un an.



Si on a des pellicules c'est que l'on n'est pas Activ.

Shampooing anti-pelliculaire
ACTIV



Ça marche, c'est prouvé.

Le verre c'est Saint-Gobain.
L'ordinateur conversationnel
c'est Prime.

PRIME

9-11 rue Benoît Malon
92150 Suresnes - Tél. : 772.91.92.

LE MONDE
met chaque jour à la disposition
de ses lecteurs des rubriques
d'annonces immobilières.
Vous y trouverez peut-être
LA MAISON
que vous recherchez.

(PUBLICITE)

CELIBATAIRES

facilitez vos rencontres
grâce aux milliers de jeunes gens,
jeunes filles, veufs et veuves de
18 à 75 ans, de toutes situations
et de toutes régions inscrits au
Centre Familial.

En quelques jours, vous
pouvez entrer en relations avec
des partis répondant à vos désirs :
c'est très simple et aussi roman-
tique qu'une rencontre de hasard.

Il suffit d'envoyer vos nom,
âge et adresse au Centre Familial
(NE 143 rue Laffitte 75008 Paris
pour recevoir gratuitement une
liste de "Non-Mariés", sous pli
discret, avec brochure illustrée
qui vous passionnera.

Ce sera le départ d'une vie
nouvelle qui part vous apporter
l'immense et étonnant bonheur
de vous sentir "bien à deux". Plus
de 42.000 références constatées
officiellement par Huissier sont
visibles au bureau.

**APSARA
CLUB**

discothèque
cambodgienne

Cadre agréable et exotique
Caretier de la nostalgia

40, RUE DES BLANCS-MANTEAUX
75005 PARIS - TEL. : 271-43-22

La photo c'est Kodak.
L'ordinateur conversationnel
c'est Prime.

PRIME

9-11 rue Benoît Malon
92150 Suresnes - Tél. : 772.91.92.

Le ski c'est Rossignol.
L'ordinateur conversationnel
c'est Prime.

PRIME

9-11 rue Benoît Malon
92150 Suresnes - Tél. : 772.91.92.

VIENT DE PARAÎTRE

Le Monde
DOSSIERS ET DOCUMENTS

L'ÉCOLOGIE

enjeu politique



PLANTILL

84 PAGES - EN VENTE PARTOUT 10F

THIERRY MALINIAK

MM. Velasco, Ibarra et Arosemena apparaissaient, de leur

Mexico (A.F.P.). — Les cin-
« nouveaux philosophes » fran-
çais arrivés samedi 18 février au
Mexique afin d'y exposer leurs
idées, ont protesté dimanche
contre la présentation « exclusi-
vement antimarxiste » que la
presse locale a faite d'eux.

Très beaux appartements dans un parc de 2 hectares
avec piscine et tennis.
(Tous les grands appartements ont une terrasse de 20 à 58 m²)
Vivez toute la semaine à quelques minutes de Paris,
dans une ambiance de week-end.
Visite de l'appartement témoin tous les jours
de 13 h 30 à 19 h, rue Roger Jourdain à Rueil-Malmaison
tél. 977.26.98 / 227.04.30.

Vanves

Découvrez les Hauts-de-Vanves.
Sous 3 à 4 stations de métro
lignes 12 et 14 directes pour
Commarcy et Champigny-Euseyès.

Sur place, tous les jours
de 13 h 30 à 19 h, rue Sud-Carnot,
un appartement tenu pour mieux
apprendre les surfaces dont vous
desirez.

346.227.04.30 / 946.80.33
3 pièces : 73 m² + balcon
4 pièces : 87 m² + balcon
5 pièces : 110 m² + balcon et loggia.

ISSY LES MOULINEAUX métro 12
VANVES métro 14
CHATELAIN métro 14
CHATELAIN métro 14
CHATELAIN métro 14

MONTPLAINASSE

Dans immeuble
sur la rue
Rouelle.
Studios
et 2 pièces
livrables dès
maintenant.
Excellent
placement.
Bureau de vente
25, rue de
Lourmel
579.33.19
227.04.30

Je désire obtenir des renseignements sur le programme

☐ Ruell-Malmaison ☐ Courbevoie ☐ Paris 15^e
☐ Paris 4^e ☐ Vanves

Je suis intéressé(e) par 1 appartement

☐ ST ☐ 2 P ☐ 3 P ☐ 4 P ☐ 5 P

☐ HABITATION ☐ INVESTISSEMENT

NOM _____

ADRESSE _____

TÉL. _____

Veuillez retourner
ce bon à CICA 45, rue de Courcelles 75008 Paris

A proximité du Centre Charras
(Boutiques, Supermarchés, piscine, bowling, etc.).
Studio au 5^{es} étages
dans immeuble calme 9 étages sur jardins.
Bon investissement ou habitation principale.
(Autobus R.E.R., trains proches).
Livraison juin 1978.
Renseignement et vente sur place.
Appartement témoin : 20 rue de Belfort.
Tél 297.04.30

**M. Carter ne
mais il**

[illegible]

ur papa
le sent
et la vo

Abstract

Forfait Euro Europe As

2 STYLES



**Po
dé**

en
en

2 months

Forfait F

Europ A

100

حِكْمَةُ مَنْ الْأَهْلِ

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Carter n'a pas déçu la jeunesse américaine, mais il ne l'a pas encore convaincue

Indianapolis. — « Quelqu'un qui aime la musique de Bob Dylan ne peut être totalement mauvais » (« all bad »).

Notre interlocuteur a vingt-deux ans, s'intéresse peu à la politique et poursuit d'incertaines études d'économie dans une université du Middle West. Il ne semble avoir retenu du « personnage » de M. Jimmy Carter que cette confiance, faite aux journalistes de Playboy au cours de la campagne électorale de 1976 : « J'ai trois fils, dont l'âge va de vingt-trois à vingt-neuf ans, qui ont été très marqués par Bob Dylan en ce qui concerne les droits civiques, la justice et la guerre du Vietnam (...). J'ai vécu très près d'eux, et leur goût musical a influencé le mien. J'ai pu voir l'importance de Bob Dylan pour les jeunes... »

Ces propos, en apparence frivoles ou paternalistes, ont joué à côté d'autres, sur l'écologie, la non-violence, les dangers de l'énergie nucléaire, la nécessité de faire preuve d'imaginaire et d'audace dans le domaine du désarmement, un rôle non négligeable dans la formation de l'image de marque de M. Carter auprès de la jeunesse américaine. Qu'en est-il treize mois après la prise de fonctions du trente-neuvième président des Etats-Unis ?

Il faudrait d'abord rectifier une opinion communément admise : les jeunes n'ont pas voté massivement pour M. Carter en novembre 1976. Parmi les fractions de l'électorat traditionnellement acquises aux démocrates, M. Carter n'a fait le plein que du « vote noir » et les jeunes ont été plus réticents. Ces derniers ont même été paradoxalement l'âge électoral ayant été abaissé à dix-huit ans par le

26^e amendement en 1971) plus nombreux à s'abstenir en 1976 qu'en 1972, année du « duel » inégal Nixon-McGovern. Quarante-deux pour cent des représentants de la tranche d'âge dix-huit-vingt-quatre ans ont accompli leur devoir électoral en 1976 (contre 50 % en 1972). Les modalités d'inscription sur les listes électorales étaient pourtant plus souples en 1976 que lors des précédentes consultations. Il suffisait de faire la preuve d'un domicile fixe depuis quelques semaines. La jeunesse américaine avait plus vibré pour M. McGovern que pour M. Carter.

De notre envoyé spécial

Entre Gandhi et Camus

L'apathie électorale de la jeunesse (d'ailleurs traditionnelle, même si elle s'est aggravée en 1976) n'explique pas tout. Parmi les jeunes Américains, favorables à M. Carter, que nous avons rencontrés, nombreux sont ceux qui nous ont affirmé qu'ils ne s'étaient pas dérangés pour voter le 2 novembre 1976 parce que le « système » les ennuyait. En revanche, des « pensées » du président figurant aujourd'hui en bonne place, épinglées dans les nombreux « clubs » écologiques fondés par des jeunes ou des étudiants et qui se sont multipliées à travers le pays. Quel est le dirigeant occidental qui peut se vanter de voir ses propres réflexions sur la société ou sur l'avenir de l'humanité ainsi reproduites par une partie de la jeunesse de son pays, sans pression aucune ni effort de propagande officielle ?

Il est de bon ton dans les universités « chic » d'ignorer la phra-

seologie moralisatrice et religieuse de M. Carter jugée ridicule et digne d'un entrepreneur-exploitant agricole de cochons. On n'en juge pas ainsi à Lexington (Kentucky) ou à Chagrinne (Wyoming). M. Jimmy Carter y est cité au même titre que Martin Luther King, Gandhi ou Albert Camus dans les conversations passionnées ou les dissertations de fin d'année des adolescents qui terminent leur « high school » (dernières classes du lycée).

Des accents d'adolescent

Le caractère finalement très vague de ses convictions religieuses ne lui fait pas tort, bien au contraire, dans ces milieux. Le président, dont l'illumination religieuse, qui a fait de lui un chrétien « né à nouveau », est relativement récente, a souvent, pour parler de sa foi, des accents d'adolescent. Il y a également quelque chose d'incertain, d'inné, chez M. Carter, que la presse américaine relève de plus en plus aujourd'hui pour lui en faire grief, mais qui pourrait bien être son meilleur atout auprès des jeunes dans la perspective de l'élection présidentielle de 1980, face à un adversaire tel que M. Jerry Brown, l'actuel gouverneur de Californie.

M. Carter est cependant suffisamment réaliste pour savoir que les jeunes le jugeront aussi sur son action concernant l'emploi.

Puis de la moitié des chômeurs américains ont moins de vingt-quatre ans. Le président a été jusqu'ici passablement velléitaire dans ce domaine. Il a laissé le ministre du travail, M. Ray Marshall, lancer des projets ambitieux de création d'emploi pour les jeunes, qu'il a le laisser ensuite se débrouiller seul face à un Congrès hostile à de nouvelles dépenses et à des chahuts d'entreprise. Lui-même semble n'être pas parvenu à faire un choix entre la lutte contre le chômage et celle contre l'inflation. « Jimmy Carter était venu sur notre campus pendant la cam-

pagne électorale, et nous avons dit qu'il nous aimait. L'amour consiste-t-il à couper les vitres ? » remarque un étudiant en biologie de Chicago : le département (ministère) de l'Agriculture vient de refuser les crédits qu'il attendait depuis plusieurs années au laboratoire de recherche dans lequel il travaille.

La jeunesse américaine n'est pas déçue par M. Carter pour la simple raison qu'elle n'en attendait pas moins et merveilleux. Contrairement au reste de la population, où la cote présidentielle, mesurée par l'Institut de sondages Harris, est passée de 89 % de satisfait en avril 1977 à 48 % à la fin de l'année dernière, les jeunes auraient tendance à apprécier davantage aujourd'hui M. Carter qu'il y a un an. Le personnage leur est plutôt sympathique. Il reste cependant à ce dernier à montrer qu'il est aussi bon qu'il est « fait ». La question de l'emploi pourrait être décisive, dans trois mois qui viennent, pour l'image du président auprès de la jeunesse américaine.

DOMINIQUE DHOMBRES.

LE MONDE
mei chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être l'APPELLEMENT que vous recherchez.

Le Parnasse

On en parle beaucoup à Nice.

C'est un petit coin de la France.

De l'esprit chagrin.

Celui qui a l'esprit chagrin ne cesse de se plaindre. Quoi qu'il arrive, il n'est content de rien ni de personne. Vous l'emmenez devant la Résidence Le Parnasse ? « Une si belle façade, dit-il, avec toutes ces loggias et ces terrasses, cela cache quelque chose !... Vous le traitez alors jusqu'à l'appartement-témoin : tout lui est suspect. Si les pièces sont vastes, c'est que l'architecte a commis une erreur. Si la cuisine et la salle de bains et le dressing sont luxueusement aménagés, c'est uniquement dans le but d'attirer le client. « Et tous ces placards ! Me prend-on pour un gandin qui aurait 108 costumes ? Les loggias ? Comment être certain de pouvoir en profiter ? A Nice aussi il arrive de pleuvoir !... »

Le Parnasse

30-32 Bd Victor Hugo - Nice

Documentation sur demande, en envoyant votre carte de visite, ou Tél. (93) 87 25 44

A vélo, à ski, à cheval, en avion, train, auto, moto, bateau.

Forfait Famille Annuel Europ Assistance.

Croisières en Méditerranée.

A bord du "Daphné", véritable palace de la mer, découvrez la Méditerranée comme jamais vous ne l'aviez vue, avec l'itinéraire de 14 jours le plus intéressant qui puisse être proposé cette année : Gênes, Naples, Alexandrie, Port-Saïd, Haïfa, Kusadasi, Istanbul, Le Pirée, Capri. Tout à bord est prévu pour votre confort : cabines spacieuses, gastronomie, piscines, sports, spectacles, danse.

Départs du 25 mars au 4 novembre. Prix de 3920 F à 12460 F.



CIT
5, bd des Capucines 75002 Paris
tél. : 266.46.50
ou toutes agences de voyages

Je désire recevoir votre documentation "Flotta Lauro".
Nom : _____
Adresse : _____

Dans les banques, les agences de voyages, chez les assureurs et dans les Caisses d'Epargne Ecureuil.

Forfait Famille Annuel Europ Assistance.

Forfait Famille Annuel Europ Assistance.

STYLES ANCIENS
MEUBLES DÉCORATIFS
TOUTES ÉPOQUES
R. BERBIGIER
961.14.97
MAGASIN
DIRECTION
72, rue de la République
63000 SAINT-ETIENNE
SECTEUR ARGENTIER

BOURBOIS
LES DÉPOTEREMENTS
en France
et à l'étranger
22 mois 580 F

Forfait Famille Annuel Europ Assistance.

le refuge **formation**
Institut de formation professionnelle continue

propose une
FORMATION MARKETING
dans votre Entreprise
par système multi média Bedaux SMM

5 films 1 livre
1 manuel de T.P. 1 série de diapos.
Formation adaptée aux besoins réels des cadres de l'Entreprise sous la direction d'un animateur

LE REFUGE FORMATION - 30, rue de Chabrol, 75010 Paris
Téléphone 246.92.51

Je désire recevoir gratuitement une documentation concernant la Formation Marketing SMM.

Entreprise : _____
Adresse : _____
Nom du destinataire : _____ Tél. : _____

Les rapports entre l'U.D.F. et le R.P.R.

M. Barre estime que la Constitution lui interdit de prendre la tête d'une fraction de la majorité

M. Raymond Barre a accepté la proposition qui lui avait été faite par M. Jean-Pierre Soisson d'utiliser, au cours de la campagne électorale, la télévision et la radio, une partie du temps d'antenne réservé au parti républicain. Le premier ministre a confirmé, toutefois, à son interlocuteur, qu'il n'envisage pas d'apparaître comme le leader de l'Union pour la démocratie française, regroupant les candidats giscardiens, centristes et radicaux. Fort soucieux de ne pas aggraver les divergences qui opposent ceux-ci au R.P.R. — lequel d'ailleurs jugé qu'il n'avait pas à céder, pour sa part, une partie de son temps de parole à M. Barre (le Monde du 15-20 février) — le chef du gouvernement estime, en effet, que le rôle qui lui est fixé par la Constitution lui interdit de prendre la tête de l'une ou l'autre des deux tendances de la majorité.

L'attitude du mouvement gaulliste le mettant dans l'impossibilité d'assumer la direction des deux courants, M. Barre — « chef naturel de la majorité » — paraît donc quelque peu isolé et voué à tenir, au cours de la campagne, un rôle de chef d'orchestre très solitaire. C'est ce qu'il devait dire aussi à M. Jean Lecanuet, reçu mardi 21 février qui, le veille, avait souhaité que l'U.D.F. ait un porte-parole qui lui donne une unité de ton.

Le premier ministre devant l'évolution de la situation politique à l'occasion de sa participation à l'émission « l'Événement », diffusée mardi soir 21 février, par TF1. — A. B.

M. Soisson : M. Servan-Schreiber n'est pas le chef de l'U.D.F.

A l'issue de son entretien avec M. Barre, M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain, a indiqué que sa formation était prête à « retirer les candidats qu'elle a pu présenter au dernier moment, dès lors que les formations de la majorité reviendraient aux accords qui ont été passés à la fin de l'année dernière. Le premier ministre, a-t-il ajouté, est d'accord avec cette attitude et n'a exprimé sa volonté d'une entente au sein de la majorité derrière l'action du président de la République ».

M. Chirac : il est trop tard pour discuter des retraits de candidatures

A l'issue de son entretien avec M. Barre, M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain, a indiqué que sa formation était prête à « retirer les candidats qu'elle a pu présenter au dernier moment, dès lors que les formations de la majorité reviendraient aux accords qui ont été passés à la fin de l'année dernière. Le premier ministre, a-t-il ajouté, est d'accord avec cette attitude et n'a exprimé sa volonté d'une entente au sein de la majorité derrière l'action du président de la République ».

Le président du R.P.R. a déclaré qu'il n'est pas possible de discuter des retraits de candidatures à l'heure actuelle. Il a souligné que la majorité doit rester unie et qu'il est trop tard pour discuter de tels retraits.

Le président du R.P.R. a déclaré qu'il n'est pas possible de discuter des retraits de candidatures à l'heure actuelle. Il a souligné que la majorité doit rester unie et qu'il est trop tard pour discuter de tels retraits.

Électorale...

Un opéra-midi dans la classe d'un C.E.S. de Boulogne-Billancourt. Le professeur d'histoire, qui fait à ses élèves de sixième un cours sur l'antiquité grecque, évoque les dieux et les prêtresses et parle de la pythie de Delphes.

« Quel peut être dire ce qu'est un oracle ? »

« C'est un monsieur qui dit : « Votez pour moi, je vous donnerai tout. »

Oracle-miroir ? Ou pitié, qui, comme chacun sait, sort de la bouche des enfants ?

F. Gr.

UNE ÉLECTION MUNICIPALE

GARD, Rodilhan (1^{er} tour).

Inscr. 1.214 ; vot. 1.055 ; suff. expr. 1.071. Liste d'union de la gauche, conduite par M. Barre, P.S. : 648 voix en moyenne, 17 élus (7 P.S., 3 P.C., 7 démocrates) ; liste de gauche démocratique et sociale, conduite par M. Baldetti, 404 voix en moyenne.

(Le Conseil d'Etat avait annulé le 10 mai 1977 les élections municipales de mars 1977. Il avait estimé que le comportement du maire, qui avait utilisé des membres du personnel municipal pour la distribution d'un document, constituait une manœuvre de nature à fausser les résultats du scrutin.)

Les candidats de la liste de l'union de gauche qui se représentaient à cette élection partielle avaient recueilli 565 voix au premier tour et 583 au second tour.

La liste de M. Baldetti pour le même nombre de voix, 1.055.

LE MONDE

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

Vous y trouverez peut-être l'appartement que vous recherchez.

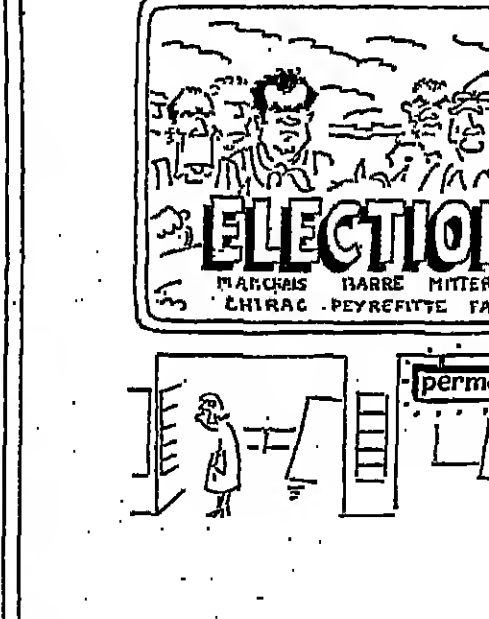
A LEUR CONVENTION NATIONALE

Les G.I.R. ont confirmé leur préférence pour les propositions de la majorité

Les Groupes Initiative et Responsabilité (G.I.R.) survivront-ils à leur première convention nationale ? Avec les débats du 20 février à la porte Maillot, les fondateurs du mouvement présidé par M. Michel Debattiste ont enregistré un double échec. Les cinq composantes des Groupes — artisans, P.M.E., paysans, cadres, médecins — n'ont en effet réussi à réunir dans la grande salle du Palais des congrès qu'un millier de personnes. Malgré auditoire — même si l'on tient compte des conditions météorologiques défavorables aux déplacements — quand on sait qu'un congrès paysan fait, au moins mille cinq cents personnes. Bref, en dépit des velléités d'état-major, il reste difficile de mobiliser les classes moyennes. Pourtant, l'affiche qui promettait la présence de témoins de la politique pouvait laisser espérer un intérêt plus large à quelques semaines de l'échéance électorale. L'absence du président de la C.G.C., M. Yves Charpentier, qui s'était fait excuser et représenter le matin seulement par M. Correntin Calvez, amène aussi à s'interroger sur la cohésion du mouvement.

C'est devant un millier de personnes plantées dans la pénombre que M. Soisson, dont l'image est projetée sur un écran géant, commence de répondre aux dix-sept questions préparées par les dirigeants des Groupes Initiative et Responsabilité. Le secrétaire général du P.R., qui se présente comme un libéral sans honte, assure qu'on ne bâillera pas le bonheur des Français sur les décombres de l'entreprise. Il rappelle ensuite que son parti est favorable à l'abrogation des ordonnances de 1945 réglementant les prix et à la réévaluation des salaires. Il a réévalué les salaires, il a réévalué les salaires, il a réévalué les salaires.

Le secrétaire général du P.R. a déclaré qu'il n'est pas possible de discuter des retraits de candidatures à l'heure actuelle. Il a souligné que la majorité doit rester unie et qu'il est trop tard pour discuter de tels retraits.



(Dessin de KONE.)

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Seront-ils ministres ?

A trois semaines du premier tour des élections législatives, l'attitude du parti communiste retient l'attention de la plupart des hebdomadaires. « Que feront les communistes ? », s'interroge L'ESPRESSO, qui croit pouvoir répondre au conditionnel, sous la plume de Robert Schneider et Jacques Roux, que les communistes auraient choisi de faire gagner la gauche. C'est le vendredi 19 janvier, précisent les deux journalistes, que le bureau politique du P.C. a arrêté le principe du désistement pour le second tour. A deux conditions : que le P.C. dépasse 20 % des voix, alors que M. Georges Marchais avait officiellement la barre entre 21 et 25 %. Et que, le 13 mars, M. François Mitterrand offre aux communistes une concession qui leur permette, avec les honneurs, de renouer la coalition.

Cette « concession » pourrait être, selon L'ESPRESSO, une déclaration de politique commune et « un engagement public des socialistes sur la présence de ministres communistes au gouvernement ». Et ces informations sont exactes, elles donnent raison à ceux qui pensent, comme le note Alain Duhamel dans LE NOUVEAU RÉPUBLICAIN, que « le P.C., en mettant en danger place, parmi les aigles de la campagne, et il faut des ministres communistes », en pressant les socialistes et les radicaux de gauche de le rencontrer dès le lendemain du premier tour pour négocier, se prépare en fait à revenir à l'ancien pour le second tour. C'est le parti de ses partenaires », ajoute Alain Duhamel, qui observe cependant que, « jusqu'à présent, le P.C. a impitoyablement refusé de se prêter à ce jeu ».

Devant ce silence, M. Mitterrand a choisi, selon LE POINT, d'apparaître comme « un leader

échec aussi parce que, en dépit de l'apothéose proclamée, les G.I.R. se sont rangés du côté de la majorité actuelle. D'entrée de jeu, le parti socialiste et, au dernier moment, les radicaux de gauche ont refusé de venir répondre aux questions, estimant que les G.I.R. sont partisans. Le parti communiste a bien délégué M. Colpin, secrétaire du comité central, en remplacement de M. Georges Marchais, annoncé par le carton d'invitation, mais il a rappelé assez sèchement et brièvement les grandes orientations du programme commun en notant l'hostilité de son parti à l'égard des organisations professionnelles. L'assistance a sifflé par deux fois M. Colpin, tandis que les représentants de la majorité ont été applaudis. M. Jacques Chirac très fort, M. Raymond Barre modérément. M. Pierre Soisson poliment. Invité de dernière minute, le sénateur Cavaillès a fait un succès d'estime. Sans que les dirigeants des G.I.R. aient eu à faire de longs discours, les participants à la convention ont ainsi marqué clairement leur préférence.

Finalement, c'est M. Chirac qui tire le

Puis il énumère les grandes lignes du programme commun de la gauche qui concernent les entreprises et l'agriculture. Il souligne notamment que si les P.M.E. ont intérêt à l'application du programme commun, les communistes défendent prioritairement les intérêts des salariés de ces entreprises.

M. Colpin note que le P.C. est pour la création de cellules politiques dans les entreprises, ce qui provoque quelques sifflets dans la salle. Après avoir rappelé que la règle du jeu de cette convention consistait de ne pas formuler de jugements sur les interventions des invités, M. Debattiste a remarqué que certaines réponses de M. Colpin « peuvent ne pas nous satisfaire » et il a fait un long exposé sur les G.I.R. et le rôle décisif des entrepreneurs dans le développement de l'économie.

M. Chirac très applaudi

Après la pause du déjeuner, M. Jacques Chirac est accueilli par une salve d'applaudissements. Avec un débit très rapide, le président du R.P.R. revient plusieurs fois sur la bureaucratie « envahissante », mal contrôlée politiquement, sur l'administration « bâillonnée », il fait aussi plusieurs incidences sur les conditions de son départ du gouvernement, notant que son action avait été entravée. Il a des arguments qui déclenchent vingt fois les applaudissements de l'assistance : il faut « réhabiliter la notion de profit », l'administration a développé un entrave de « réajustements permanents », l'administration considère « a priori et à tort que les petits et moyens entrepreneurs sont des fraudeurs », l'éparpillement de l'Europe à l'étranger et au Portugal serait dangereux pour l'économie et l'agriculture, les « amis » britanniques ont une attitude sournoise et hypocrite à l'égard du Marché commun ; il faut supprimer les secrétariats d'Etat, car ils sont générateurs de

plus grand bénéfice de la journée. Sa critique de l'administration tatillonne et tracassière, son hostilité à l'élargissement de l'Europe, ses piques contre l'Élysée, ses coups de butoir contre le programme commun de la gauche, ont été vivement appréciés. En regard, le long exposé professoral de M. Barre a semblé morne, et l'assistance a commencé à se clairsemer. Les deux hommes se sont d'ailleurs trouvés en contradiction sur le contrôle des prix et l'encadrement du crédit, le premier étant pour leur suppression immédiate, le second pour un retour progressif à la liberté.

Reste à savoir ce qui se passera après les élections pour les G.I.R. Encore mal implantés après un an d'existence, les Groupes, réunis par les partis de gauche, ne pourront pas se présenter comme les défenseurs valables des professions qu'ils entendent regrouper. Si la majorité sortante est reconduite par les électeurs, quelles motivations communes restera-t-il à ces Groupes dont le principal objectif est de « barrer la route au collectivisme » ?

Repondant ensuite aux questions, M. Chirac a indiqué : « Je suis résolument hostile à l'encadrement du crédit et au contrôle des prix. (...) Les économistes ne savent pas exactement comment se forment les prix et nous n'avons pas les moyens d'exercer le contrôle. »

L'ancien premier ministre a affirmé également qu'il est « pour la défense intransigeante de la loi Royer » sur le commerce. Puis il a dénoncé l'attitude de certains syndicats et associations, qui paraissent l'éducation nationale, ainsi que la création de cellules politiques dans les entreprises. La constitution de sections de l'action ouvrière et professionnelle (A.O.P.) par les militants gaullistes aurait uniquement pour but de « ne pas laisser le terrain libre aux communistes ».

Interrogé sur les problèmes agricoles, le leader du R.P.R. a estimé notamment qu'il n'y aura pas d'autre solution, à terme, que de « subventionner la fonction ». En conclusion, selon M. Chirac, « il ne suffit pas de dire que l'on souhaite favoriser l'initiative et la responsabilité individuelles, il faut une volonté politique, sinon tout cela n'est que du diable ».

Comparant la prestation du président du R.P.R. à celle de M. Chirac, M. Henri Cavaillès (G.I.), sénateur du Lot-et-Garonne, président de l'Union pour la social-démocratie, a préfacé son discours en disant que le ton de la « fête légère ». Après avoir expliqué dans quelles circonstances il avait rompu, en 1972, avec le Mouvement des radicaux de gauche, il a conclu : « Je ne suis pas un homme de bon sens et le goût du risque », des chefs d'entreprises, des artisans et des agriculteurs en se démarquant, toutefois, à la fois des positions de M. Chirac et de celles du gouvernement. M. Henri Cavaillès a lancé un appel à la création d'une « fédération du centre-gauche » rassemblant les partisans de la « troisième voie ».

M. Barre : ne pas chercher à plaire

Fidèle à sa manière, c'est-à-dire cherchant à ne pas couronner en tenant « un langage réaliste et sans complaisance », qu'il s'adresse par des effets de tribune, M. Raymond Barre se défend d'aller « à la pêche aux voix ». Ce qui lui vaut moins d'applaudissements que M. Chirac.

Le premier ministre met en garde les dirigeants des classes moyennes contre les propositions des partis de gauche. Évoquant successivement le rôle des entreprises dans l'économie nationale, les problèmes de la vie de l'entreprise et les questions européennes, le chef du gouvernement rappelle longuement les diverses mesures inscrites au « programme de Blois » et les grandes orientations de sa politique. Il a notamment souligné que la « question du contrôle des prix est surtout, en son avis, une question de psychologie et de pédagogie ».

« Lâcher les prix brutalement et brusquement, ce serait provoquer, en France, une hausse des prix gigantesque », a-t-il indiqué. En France, nous ne pouvons pas nous payer des fantasmes. Nous allons revenir progressivement à la liberté des prix, mais à condition de poursuivre notre politique de redressement. »

« Pour moi », a ajouté M. Barre en réponse à M. Chirac, ce qui compte, c'est de ne pas chercher à plaire. Le premier ministre a affirmé également que « la loi Royer sera appliquée dans sa lettre et dans son esprit ».

A son tour, M. Barre dénonce « la propagande politique dans l'entreprise et dans les universités ».

Tirant les conclusions de cette convention, MM. Combe et Debattiste se félicitent de la tenue des travaux tout en déplorant, une nouvelle fois, l'absence de nouvelles voix. L'absence de nouvelles voix, l'absence de nouvelles voix, l'absence de nouvelles voix.

M. Barre a affirmé le rôle de la F.N.S.R.A. (Fédération nationale des syndicats radicaux et socialistes) et de la F.N.S.R.A. (Fédération nationale des syndicats radicaux et socialistes).

préparation

A ANTIBES

Marchais et l'U.D.F. d'être des

Le Monde du 22 février 1978

Le Monde du 22 février 1978

Le Monde du 22 février 1978

Le Monde du 22 février 1978

Le Monde du 22 février 1978

Le Monde du 22 février 1978

Le Monde du 22 février 1978

Le Monde du 22 février 1978

Le Monde du 22 février 1978

Le Monde du 22 février 1978

Le Monde du 22 février 1978

Le Monde du 22 février 1978

Le Monde du 22 février 1978

سكنا من الامم

La préparation des élections législatives

A ANTENNE 2

MM. Marchais et Peyrefitte s'accusent d'être des hommes du passé

Vous réécoutez vos disques, les les connaît par cœur. Vous ne dites rien de nouveau par rapport à vos engagements habituels. Ces deux observations de M. Peyrefitte, au cours du débat radio-télévisé qui opposait à M. Marchais, récemment, malheureusement, l'impression que nombre de spectateurs ont dû retirer du spectacle de ce face-à-face, qui, une fois de plus, s'est transformé en face-à-face, chacun réclame sa vérité, son monologue. Et il faut tout l'humour de M. Marchais pour parler, en ce moment, d'un « homme du passé ».

En fait, pour l'un comme pour l'autre, il s'agit, avant tout, de convaincre les électeurs, ceux qui hésitent encore. M. Marchais l'a d'ailleurs prouvé en saisissant l'occasion pour lancer un nouvel appel à M. Mitterrand. D'ailleurs, une fois de plus, le « bilan de l'année » de l'actualité, il s'est fait l'avocat du « parti du futur », le parti communiste, accusant M. Peyrefitte d'être un « homme du passé ».

Le ministre de la Justice devait faire de même à son égard, avant se démonstration sur la description de « la société de méfiance, de contrainte et de crainte » qui résulterait, si on suivait d'une victoire de la gauche. Une gauche dans laquelle, a-t-il insisté, « les socialistes ont la carte au cou ».

Se voulant réaliste, M. Peyrefitte a observé que le progrès était « progressif », surtout « sur des routes verglacées », et il a constaté que la société était non en crise, mais en pleine mutation.

« La France n'est pas seule », a-t-il déclaré, insistait sur le caractère mondial et multipliant les références aux pays étrangers, notamment le R.F.A. et le Japon. Un nom qui lui tombait sur la tête, c'était la « gauche », la plus retardataire du monde sur le plan social. « Ils sont très travailleurs », devait insister M. Peyrefitte.

Vous êtes bien l'homme le plus réactionnaire que j'aie jamais rencontré », de s'exclamer alors le secrétaire général du P.C. — P. Fr.

Au cours d'un face-à-face organisé lundi 20 février par Antenne 2 et Europe 1, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., qui était opposé à M. Alain Peyrefitte, ministre de la Justice, a notamment déclaré :

« Je suis sûr que nous pourrions dresser à l'avenir une nouvelle liste de réformes avec le parti socialiste. »

« C'est-à-dire qu'il n'y a pas de chose : on revient à l'union des communistes pour une politique de gauche, ou il pour suit dans la voie où il s'est engagé, et c'est dans vos bras qu'il tombe pour faire une politique de droite. Il n'y a pas trois votes, il y en a que deux : ou l'union de la gauche pour une politique nouvelle, ou la politique de collaboration de classes (...). Mon parti ne renonce pas, il ne renoncera jamais à l'union. »

Saisissant l'occasion qui lui était offerte, M. Marchais a lancé un nouvel appel à M. Mitterrand et au P.S. : « Renouez ou programme commun de 1972, revenez à la table des négociations, reprenons la discussion et nous pourrions ensemble, j'en suis sûr, parvenir à une accords qui nous permettra de battre la droite, de mettre en œuvre une politique nouvelle avec un gouvernement de gauche, qui, j'espère, devra comprendre des ministres communistes. »

De son côté, M. Peyrefitte a notamment déclaré : « Le programme commun, c'est du bidon. L'union de la gauche, c'est du bidon, et je ne suis pas sûr que la discussion de la gauche ne soit pas du bidon destiné à tromper les électeurs pour essayer d'avoir encore plus de voix. » Il a également affirmé : « Vous n'avez les socialistes. Vous les

LE GARDE DES SCEAUX ET M. GISCARD D'ESTAING

Au cours du débat, M. Marchais a rappelé à M. Peyrefitte qu'en avril 1974, à Montreaux, il avait déclaré que M. Valéry Giscard d'Estaing était « le symbole de la droite réactionnaire ». « C'est à dire qu'il était le symbole de la droite réactionnaire », a précisé le leader du P.C.

M. Peyrefitte a répondu : « Il est parfaitement exact qu'au premier tour des élections présidentielles, M. Giscard d'Estaing n'était pas mon candidat. Je soutiens Jacques Chaban-Delmas. Au second tour, je l'ai soutenu, parce qu'il y avait le choix entre lui et M. Mitterrand, et que je savais fort bien que, si Giscard d'Estaing arrivait au pouvoir, le régime républicain serait balayé, ce qui est son rêve depuis vingt ans. Par conséquent, j'ai voté pour Giscard d'Estaing, j'ai fait campagne pour lui. Par la suite, dans les deux ou trois ans qui ont suivi, j'ai observé. Je suis resté en retrait. Je n'ai pas voulu m'aligner à lui tout de suite et, non que j'aie fait campagne pour lui au second tour, je suis resté prudent. Et j'ai constaté une chose : qu'il occupait la fonction présidentielle avec beaucoup de dignité, qu'il donnait beaucoup de dignité à l'image de la France dans le monde et qu'aujourd'hui le président Giscard d'Estaing était la honte de la France. »

« L'Union démocratique bre-m-e a annoncé, lundi 20 février Brest (Finistère), la création de la station de radio privée, Radio-Stranik (le « Radio-Libre »), dont la première émission, audible dans l'agglomération brestoise, a duré trois minutes. L'U.D.B. a précisé qu'elle avait cette initiative parce qu'elle veut obtenir de l'expérience sur les ondes nationales et en i que parti politique » au is de la campagne électorale.

Le Front autogestionnaire propose soixante-dix mesures d'urgence « vers l'écologie »

Les responsables du Front autogestionnaire qui regroupent des militants du P.S.U., du MAN (Mouvement pour une alternative non violente), des écologistes et de représentants de mouvements féministes et régionalistes, ont présenté lundi 20 février, au cours d'une conférence de presse, soixante-dix mesures, qui reprennent à leurs yeux un « minimum vital » en matière d'écologie.

Parmi les mesures les plus spectaculaires, le Front autogestionnaire demande la suppression de la T.V.A. sur les ventes de bicyclettes et des vélos moteurs inférieurs à 30 centimètres cubes, un moratoire de cinq ans sur tous les projets d'application industrielle de l'énergie nucléaire et l'attribution d'un bonus à tous les abonnés R.D.F.-G.D.F. qui réussissent à maintenir ou à réduire leur consommation d'énergie.

Le Front autogestionnaire souligne également que 15 % du budget nucléaire de l'É.D.F. soient consacrés à la recherche sur les équipements solaires ou les autres énergies non polluantes. Il veut aussi un programme progressif d'interdiction de la chasse pour permettre la reconstruction de la faune naturelle.

Difficultés pour le film d'André Halimi sur les promesses électorales

Le dernier film de montage d'André Halimi, relatif aux promesses électorales qui furent de 1945 à 1968, Demain on rase gratis, reste actuellement dans les tiroirs des distributeurs, alors que le livre rédigé sur ce sujet par le producteur de « Allons au cinéma » sort normalement en librairie.

De la même façon, le premier long métrage d'archives d'André Halimi, Chantons sous l'Occupation, avait été l'objet d'attaques très vives au moment de sa sortie en salles, au printemps 1974, alors que le livre publié parallèlement avait connu une carrière normale. « Le même sujet est acceptable en librairie, mais pas au cinéma », nous écrit le réalisateur, qui ajoute : « Les livres, même violents, sont censurés en librairie, alors que distributeurs, producteurs, exploitants s'interrogent sur l'opportunité d'un sujet ou d'une image. Voir cela, même violent, n'est pas admissible. Je ne suis pourtant pas un homme d'extrême gauche, et les seules vives réactions du film sont celles qui visent un peu trop légèrement la démagogie. Tout le monde devrait s'en réjouir. Il faut croire que non ! L'autocensure gagne du terrain. »

« Nous avons encore le droit d'écrire, mais à quel point les tonnes d'archives que nous accumulons et la prudence citée à l'égard des hommes politiques nous empêchent de publier ce que nous pensons être la vérité. »

M. Pierre Mendès France a participé à l'élaboration de Demain on rase gratis avec MM. Albert Grosser, René Lévesque et Julien Freund (professeur de so-

ciologie et de paléontologie à l'université de Strasbourg). Interrogé sur un journal de France 2, Tribune, l'auteur du film a déclaré :

« J'ai été interviewé par M. André Halimi au cours du reportage qu'il a fait pour préparer son film consacré aux engagements politiques et aux promesses électorales. Par la suite, j'ai assisté à la projection de la première version de ce film. J'y ai trouvé une charge spirituelle et amusante de certaines mœurs politiques, et j'en ai été surpris des difficultés qu'il rencontre, par exemple, pour qu'il soit projeté à l'échelle nationale. La période électorale présente me paraît cependant appropriée pour traiter, même sous une forme triviale, un problème politique de grande importance et qui préoccupe certainement les Français. »

M. Gaston Defferre, maire de Marseille, interrogé lundi 20 février, au micro de France-Inter, sur la présence des communistes au sein d'un gouvernement de la gauche, dans l'hypothèse d'une victoire de celle-ci le 19 mars, a précisé que la répartition des ministères « n'avait pas été discutée au sein du P.S., pas plus en 1974 que dans la dernière période ».

M. Defferre a également déclaré avoir dit à Chirac qu'il avait une « queue de fasciste » (Le Monde du 18 février), ajoutant que l'ancien premier ministre est « assez beau garçon », mais qu'il a « certains comportements qui sont ceux que l'on peut retrouver chez certains fascistes ».

Et le 20 mars ?

(Suite de la première page.)

Les preuves pourtant ne manquent pas. Il y a l'allergie — parfois agressive — que les jeunes ne dissimulent pas à l'égard du discours politique traditionnel. Il y a la profonde subversion à l'égard des idéologies et des comportements que représentent le mouvement des femmes, il y a la volonté de renouer la vie réelle et d'en maîtriser le déroulement que représente la contestation écologique.

Certes, chacun observe avec plus ou moins d'inquiétude ces phénomènes annonciateurs d'une mise en cause radicale de ses certitudes bien établies. Mais les conclusions qui en sont tirées généralement dénotent une étrange incompréhension. S'agit-il de rajouter un chapitre pour chaque sujet à son programme ? C'est oublier que les uns et les autres sont particulièrement insensibles à la démagogie. Peut-il se placer à leur tête en faisant leur « autonomie » ? Ils ne souffriront pas longtemps ceux qui prétendent vivre d'eux en parasites.

A s'y prendra-t-elle, elle arrive ce qui est advenu à une partie du mouvement écologique depuis les élections municipales. A force d'être courtoise, tout en s'affirmant hors de clichés, certains de ses responsables se sont piqués au jeu et reproduisent en leur sein les joutes de la politique politicienne. Les militants, qui pensaient sincèrement contribuer à casser ce jeu, assistent médusés à un ballet et à des alternances qui n'ont rien à envier à ceux des partis. « Ni droite ni gauche », leur avait-on dit. « Plus encore », constatent-ils : eh oui ! c'était encore de la politique, et pas de la meilleure, puisque camouflée derrière l'apolitisme.

Il est certes plus difficile de faire évoluer un mouvement de contestation vers une espérance positive que le cantonner dans une défiance négative. L'extrême gauche l'a souvent apprise à ses dépens. Et

pourant, c'est la seule manière de ne pas le trahir.

Cela suppose l'alliance avec la force sans laquelle il n'y aura pas naissance d'une autre société, celle de la grande masse des travailleurs. Ce sont eux les alliés naturels des jeunes, même si le langage codé de la gauche syndicale et politique leur paraît étranger, des femmes, malgré l'enracinement de la supériorité mâle jusque dans la classe ouvrière, des écologistes, en dépit des traditions productivistes et consuméristes. Tous d'ailleurs qu'une telle alliance n'écartera pas la contestation : au contraire, c'est elle qui peut révéler — ou réveiller — la puissance révolutionnaire anesthésiée par les conventions sociales que véhicule la feuilleton du soir — ou le débat qui lui succède. Ça a commencé : les principes confus, des dernières années montrant que c'est dans cette fusion que réside l'émancipation collective. Et ce n'est pas par hasard que la C.F.D.T., plus sensible à ces courants, pose aujourd'hui, nombre de vraies questions à la gauche.

Pour y répondre, il faut voir plus loin que les scrutins des 12 et 19 mars. Et dépasser les comptabilités de conseil d'administration, comme si l'on n'aspirait qu'à gérer la société. Et bousculer combats d'idées reçues ! Affirmer que, pour tenir après mars, le problème ne sera pas de mettre au rencart les revendications, mais bien au contraire d'en faire la priorité pour qu'il y ait une raison à la mobilisation sans laquelle, de pause tactique, le repli stratégique la gauche dédaigne le serait gagné. Montrer qu'une certaine croissance — celle des profits — ne peut résoudre les problèmes d'emploi, réduire les inégalités, et menacer les libertés. Contredire les amateurs d'ogives nucléaires en rappelant que seule une défense populaire — l'opposé de la force de frappe — peut garantir l'indépendance des peuples. Défendre envers et contre tout, envers notamment le

Tripartite chère à M. Barre, la nécessité de faire reculer les limites assignées à la démocratie, par ceux qui en usent à leur avantage (1).

Tout cela, c'est mettre l'autogestion à l'ordre du jour — des actes, pas des discours. Voilà pourquoi la première tentative de rassemblement de ces forces de vrai changement s'appelle le Front autogestionnaire. Jusque dans sa démarche, il change. Il n'est pas parti d'une proclamation centrale, mais de collectifs locaux, regroupant des militants politiques, syndicalistes, non-violents, écologistes, de groupes, de femmes, de mouvements nationalitaires, et d'autres encore, non répertoriés, non fichés, non normalisés. Il n'est pas un cartel électoral, et il vise bien au-delà de la prochaine échéance. Si le P.S.U. a choisi de dépasser les considérations de boutique en s'intégrant à un ensemble beaucoup plus vaste, ce n'est pas pour le laisser évanouir au matin du 20 mars. Au contraire, le Front autogestionnaire sera alors plus nécessaire que jamais. Et certainement plus large encore.

Pas à pas, depuis huit mois, le Front autogestionnaire ébauche une gauche différente — une gauche, car il ne souffrira pas d'ambiguïté sur sa volonté de battre la droite, — différente parce qu'il ne s'enferme pas dans les petites manœuvres qui font les grandes trahisons. Patiemment, pensant que d'autres s'engageront le mot autogestion à la figure. Sans complexes dans le mouvement ouvrier, et c'est même ce qui a déterminé de nombreux groupes écologistes à le rejoindre ou à s'allier à lui quand on les sommait de ne pas trahir. Sans shagane, dans le silence des masses médias.

— Auxquels il y a un bon tour à jouer : voter pour ses candidats.

Pour commencer.

MICHEL MOUSEL.

(1) Cf. J. Décoroy, « La crise de la démocratie », Le Monde du 11 février.

COMITÉ DES FRANÇAIS DE DAKAR pour le soutien au programme commun de la gauche pour de nouvelles relations avec le tiers-monde

Pour la majorité des pays africains, l'indépendance a consisté en un transfert du pouvoir politique à des classes mises en place par l'hexamétropole elle-même. Cet événement constitue une étape importante dans l'histoire de ces pays, mais n'a pas fondamentalement changé la nature de leurs relations profondes avec les pays développés.

Ces relations se situent dans le cadre d'un même système économique, le capitalisme qui, pour se perpétuer, s'est étendu à l'échelle mondiale, exportant ses marchandises et ses capitaux, prélevant pour ses besoins les matières premières et le travail humain. Ainsi l'enrichissement des uns s'est nécessairement construit sur l'exploitation et le pillage des autres.

Développement et sous-développement vont bien d'un même processus, l'extension de l'un ne va pas sans la croissance de l'autre. Le sous-développement n'est donc ni un retard dans le développement ni le résultat de conditions internes défavorables : climatiques, psychologiques, religieuses, démographiques ou sociales. Plus que le développement n'est le produit d'une supériorité dans tous ces domaines.

La politique de coopération apparaît après l'étape de l'indépendance et se présente comme une aide au développement de l'ancienne zone d'influence. Près de deux décennies plus tard, cette coopération n'a fondamentalement rien résolu du problème du sous-développement : même les besoins essentiels (nutrition, éducation, logement, santé...) ne sont toujours pas satisfaits, les inégalités entre classes sociales et les distorsions des économies ne cessent globalement de s'accroître.

En fait, la coopération apparaît clairement aujourd'hui comme l'un des instruments d'une politique visant à perpétuer un système de relations inégales ou bénéficie des classes dirigeantes des pays capitalistes.

Sur le plan économique, le pays domine, même avec la création de bourgeoisie locales intéressées au sous-développement, reste le fournisseur de matières premières et de travailleurs, le débiteur de produits manufacturés et, à l'occasion, le lieu d'investissement du capital dans certains secteurs.

Sur le plan politique, la coopération vise à créer une adéquation permanente entre le pouvoir politique de ces bourgeoisies et les intérêts des classes dominantes du centre ou du déclin de l'émancipation des masses.

Sur le plan culturel, la coopération vise à imposer et perpétuer le modèle des pays industrialisés capitalistes, imposer un modèle culturel continu à intégrer un pays dans une sphère d'influence et l'y maintenir.

La politique de coopération actuelle a donc pour fonction d'assurer les rapports de dépendance et de domination.

COOPÉRATION SOCIALISTE

Dans ce contexte, l'illusion serait de croire que la tâche de la gauche est de substituer une coopération socialiste à la coopération existante en se montrant plus généreuse que la droite, en réformant quelques-unes des structures les plus controversées de l'appareil de coopération. En introduisant quelques accords nouveaux avec des pays à régime moins suspects, en reconduisant l'idéologie de l'aide désintéressée, idéologie qui sert la droite, mais qui devrait rester étrangère à la gauche, car il ne s'agit pas là d'aide de désintéressement mais de reconnaissance des droits et de la dignité des peuples actuellement dominés.

Avec la politique de la gauche dans ces domaines sur la révolution d'un nouvel ordre économique mondial n'est pas plus acceptable. Car, ou bien cet ordre sera conçu à l'intérieur des rapports de force inégaux, et alors les réaménagements restent mineurs, dictés une fois de plus par les porteurs les plus puissants, ou bien la revendication restera dans le domaine des bonnes intentions, car on ne peut évaluer un changement radical des rapports internationaux sans remarquer que les forces qui en seront les moteurs ne se trouvent pas d'abord dans les pays dominants, mais dans les pays dépossédés par le capital.

Ce qui importe d'abord, c'est que la gauche ou pouvoir en France soit sûr de sa volonté de rompre avec le système en place et qu'elle définisse les fondements socialistes des relations internationales, en même temps qu'elle se donne les moyens d'en finir avec les rapports inégaux en supprimant leurs causes. Il faut qu'en France même la croissance interne ne soit plus basée sur le profit comme moteur de l'activité économique, il faut que la production et la consommation y soient réorientées en brisant le cycle de pillage des matières et de la force de travail des hommes. Il faut que la priorité soit donnée aux fonctions collectives sur les avantages individuels un nouveau type de production et de consommation déterminera une transformation des modes d'échanges.

Dans ces perspectives, la rupture politique implique l'abandon du juridisme et du réformisme, qui ne feraient que maintenir les rapports inégalitaires qui bénéficient au centre : la gauche ou pouvoir doit inscrire dans une critique effective des relations d'exploitation, il lui appartient de développer les conditions d'une alliance entre les travailleurs des pays développés et les ouvriers paysans et paysans des économies dominées, l'alliance qui constitue la base de construction du socialisme.

L'édification d'espaces économiques non dépendants sera le produit de la libération et de la mobilisation de ces forces.

Il est clair, dans ces conditions, que les notions d'aide, d'assistance et de coopération disparaissent.

Comme il est manifeste qu'un tel schéma de transformation interne et externe ne peut se réaliser immédiatement, la France doit à court terme concevoir une politique de transition, on peut dire dans l'immédiat proposer les objectifs suivants de transformation de l'actuelle « coopération » : la liste de ces objectifs ne prétend pas être exhaustive, elle mériterait d'être complétée par toute proposition d'action immédiate sur la base de ces transformations. L'aide publique redéfinie comme une contribution au développement réel, c'est-à-dire excluant des rubriques telles que l'aide militaire ou bien l'aide accordée aux entreprises privées dans leurs activités à l'étranger, doit passer dans le prochain budget (1979) à 1 % du produit national brut. Un moratoire général des dettes des pays existants sera décidé pour une période de deux ans ou cours de laquelle une instance gouvernementale proposera, cas par cas, la prolongation de ce moratoire, l'aménagement de la dette ou son annulation. Une politique de soutien aux mouvements de libération en lutte contre les régimes capitalistes ou racistes sera mise en œuvre.

Les mécanismes de l'aide seront supprimés. Investissements et participations privés sur lesquels l'Etat a des moyens de contrôle seront orientés vers des projets de développement concertés et non laissés à la seule logique du profit capitaliste.

En France, les droits des travailleurs seront reconnus aux travailleurs étrangers et toute mesure visant à limiter ces droits sera rapportée.

La réalisation de ces objectifs immédiats et la mise en œuvre d'une nouvelle politique de relations avec les pays sous-développés suppose la création de structures nouvelles. Un organe de conception sera créé. Il sera composé de représentants de l'Etat et des organisations démocratiques concernées par les problèmes de développement et assurera la concertation avec les pays partenaires actuels ou futurs.

S'attachera, en particulier, à la définition d'une nouvelle finalité à l'aide avec un accroissement propre à satisfaire les besoins fondamentaux des populations dans leur ensemble et non au seul profit de minorités ainsi qu'à l'élaboration de nouvelles formes de relations culturelles excluant toute forme d'impérialisme.

La structure administrative destinée à exécuter cette nouvelle politique sera mise en place.

Le problème des nouvelles relations avec le tiers-monde doit trouver aujourd'hui sa place dans le débat au sein de la gauche.

Le Comité,

B.P. 5097, DAKAR, SÉNÉGAL.

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

EN ILE-DE-FRANCE

IV. - Seine-et-Marne : un pas de plus pour la gauche ?

par JEAN-MARIE COLOMBANI

La Seine-et-Marne, qui couvre la moitié de la région Ile-de-France, mais qui ne compte que 1 % de sa population, est une vaste zone de transition entre Paris et la province, sans unité géographique : entre le nord du département, autour de Meaux, Chelles et Lagny, et le sud, autour de Melun et Fontainebleau, les communications se font plus aisément en passant par Paris. Pourtant, le département a connu une longue période d'unité politique : il est devenu, à la fondation de la V^e République, un fief du gaullisme.

Sous la double pression de l'urbanisation qui est apparue dans les années 70 (et de l'évolution sociologique dont elle s'accompagne) et de la crise économique qui touche les quelques industries qui y sont implantées, le département semble basculer, petit à petit, à gauche.

Ebauché lors des élections législatives de 1973 (la Seine-et-Marne, qui avait cinq députés U.D.R. en 1967 et 1968, n'en compte plus que trois), ce glissement s'est accentué lors des élections cantonales de 1975 : les élections municipales de 1977 l'ont confirmé, la majorité abandonnant notamment à l'opposition les villes de Meaux, Nemours, Combs-la-Ville, Chelles, Coulommiers, Pontault-Combault et Ozoir-la-Ferrière. Ces succès devraient trouver leur prolongement les 12 et 19 mars prochains : la gauche, si elle est unie, est en effet en mesure de conserver les deux sièges qu'elle a acquis en 1973 et d'en ravir un au R.P.R. Force est cependant de reconnaître que les

conditions dans lesquelles s'effectue la campagne électorale ne laissent guère présager un bon report des voix au second tour.

La modification du rapport des forces entre majorité et opposition, comme le déséquilibre qui s'est produit au sein de la gauche au profit des socialistes procèdent en grande partie de la modification de la composition et du nombre de l'électorat seine-et-marnais.

Si la plus grande partie du département a conservé, avec les riches plaines de la Brie, sa vocation agricole, l'ouest est devenu un refuge pour une main-d'œuvre, notamment tertiaire, qui émigre quotidiennement vers

Paris. Si bien que, à la coupe géographique entre le Nord et le Sud, s'est ajouté un clivage sociologique et politique entre l'Est, avec la 1^{re} circonscription — fief de M. Alain Peyrefitte, où dominent les grandes exploitations prospères, les petites communes rurales et l'électorat conservateur — et l'Ouest, où le P.S. (dans la 2^e circonscription) et le P.C. (dans la 3^e) ont progressé à mesure de l'urbanisation, alors que, au Sud, l'afflux des résidences secondaires conforte la position du député de Fontainebleau, M. Didier Julia (R.P.R.). La 3^e circonscription, qui se trouve à l'Est, autour de Meaux, se trouve à la lisière des terres fertiles de la Brie et de la banlieue parisienne. Elle paraît hériter de la majorité et la gauche, et devra peut-être se contenter d'un report des voix marginales.

Melun, Tournan-en-Brie, Brie-Comte-Robert

La 1^{re} circonscription a pour député sortant M. Alain Vivien, député national du P.S. pour les DOM-TOM. élu en 1973 avec seulement 43,8 % des suffrages exprimés, grâce au maintien au second tour du candidat réformateur, le docteur Pierre Lespiat, il avait battu M. Marc Jaquet. Ce dernier, qui était jusqu'alors le maître incontesté de la circonscription, a conservé la mairie de Melun d'extrême justice, avant de se retirer au Sénat en septembre 1977. Ce repli, tout comme les retires de Mme Alice Sauter-Séba, ministre des universités, et de M. Christian Beulac, ministre du travail, de se porter candidats, sont autant de motifs d'optimisme pour M. Alain Vivien. D'autant que, depuis 1973, le courant favorable à la gauche s'est amplifié régulièrement. En 1974, M. François Mitterrand a obtenu 51 % des suffrages exprimés. Depuis les élections cantonales de 1975, six cantons sur les neuf que compte la circonscription ont des élus de gauche. M. Vivien ayant lui-même été réélu dès le premier tour. Enfin, toutes les villes de la circonscription, sauf Melun, ont depuis mars 1977 des municipalités d'union de la gauche, les socialistes dominant assez largement : à Combs-la-Ville, dont le maire est M. Vivien, à Pontault-Combault et à Ozoir-la-Ferrière.

Sur cette lancée, le P.S. compte l'emporter, avec le soutien de M. Lespiat, qui appartient aujourd'hui au M.R.G., et qui dispose d'une clientèle électorale non négligeable.

Dans cette vaste circonscription, où le député représente près de cent trente-cinq mille électeurs (alors que celle de Montereau-Val de France n'en compte que 20 000), le P.C. présente le nouveau maire de Dammarie-les-Lys, commune

voisine de Melun, M. Robert Laporte. Membre du comité central, ancien adjoint au maire de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), âgé de cinquante et un ans, il a hérité dans sa nouvelle commune des conséquences fâcheuses de la gestion quelque peu imprudente du précédent conseil municipal (à majorité communiste). Il mène une campagne très orthodoxe, et suggère que M. Vivien est, au sein du P.S., l'un de ceux qui paraissent tentés d'exclure les communistes d'un futur gouvernement de gauche. De cet argument, il ne faut pas se laisser influencer d'un « bon report » des voix communistes au second tour. Or, pour être réélu, M. Vivien aura besoin d'un report intégral, comme en 1973.

Il va de soi que la querelle de la gauche n'est pas pour déplaire au candidat du R.P.R. Pour reprendre ce qui fut un fief gaulliste, le parti de M. Jacques Chirac a lancé dans la bataille un jeune médecin de trente-cinq ans, M. Charles Dayant. Gendre de M. Edgar Faure, il est partisan de « réformes audacieuses ». En mars 1977, M. Dayant n'a pu empêcher la victoire d'une liste d'union de la gauche à Fontainebleau. Un autre candidat, M. Jean-Pierre Fourny (C.D.S.), maire de Lésigny, conseiller général, également médecin, espère aussi mordre sur l'électorat socialiste. Les efforts des deux candidats de la majorité sont complémentaires : le premier se propose de multiplier les contacts directs avec la population, grâce à un porte-à-porte systématique (il tient des réunions dans chacune des quatre-vingt-dix-neuf communes de la circonscription), le second étant plus tourné vers les notables.

Dans un scrutin qui devrait être assez ouvert, il faut également compter avec des candidats plus marginaux : M. Robert Langier représente le « collectif Ecologie 78 », M. Michel Carrère

la Fédération des républicains pour le progrès (gaullistes d'opposition) et M. Fernand Héline le parti socialiste démocrate. L'extrême gauche est également présente avec M. Jean-François Chabot, membre de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), et avec M. Luc Landrin, le « Union

Chelles, Clay-Souilly, Lagny

Suppléant M. Bitler (M.R.G.), a été chargé de cette tâche difficile entre toutes. Le malin de M. Pierre Lebourg, désigné par les instances nationales du M.R.G. pour suppléer M. Bordo hors de portée de la menace socialiste.

Au sein de la majorité, M. Pierre Durand-Jahanne porte les couleurs du R.P.R. face à M. Chantal Boreodon-Féron, candidate de la démocratie chrétienne. Il s'agit, pour le premier, d'un galop d'essai en attendant des jours meilleurs. Mme Marie-Victoire, candidate de l'U.F.P., soutenu par la P.R.P., tentera de lui prendre un peu de l'électorat gaulliste.

Les écologistes sont sollicités par Mme Françoise Grosbois, candidate du Front autogestionnaire. M. Christian Erben, ouvrier, représente l'union ouvrière

Meaux, Coulommiers, Crécy-en-Brie, La Ferté-sous-Jouarre

Affirmer que le « paysage politique » a changé dans la 3^e circonscription serait minimiser l'ampleur des transformations qui sont intervenues depuis 1973. A l'heure des élections, le R.P.R. (R.P.R.) avait aisément emporté avec 66,2 % des suffrages exprimés devant la candidature du P.C. Mme Raymond Renard. Depuis, M. Jean-Pierre Fourny, conseiller général de Coulommiers, a été élu député. Il a en effet décidé de ne pas se représenter. Dans un scrutin qui le rendrait socialiste a conduit à un « réajustement » au sein de la gauche désolante favorable au P.S. Au point que M. Robert Le

bourg, conseiller général de Meaux, maire de Crécy, paraît le mieux placé pour l'emporter, car sa présence face au candidat de la majorité au second tour est susceptible de favoriser la gauche dans une circonscription essentiellement modérée.

Candidat en 1973, M. Le Foll avait été devancé de 554 voix par le candidat communiste sur 57 398 suffrages exprimés. Le P.C. lui oppose cette fois M. André Blanchard, lequel souligne l'importance que peut revêtir au soir du second tour l'inscription à Meaux de quelque quatre cents Français de l'étranger, pour la plupart résidents au Liban. La majorité estime en effet qu'il lui est tout à fait possible de conserver la représentation de cette circonscription, où le secteur rural reste important malgré l'arrivée de près de seize mille électeurs nouveaux (pour un total proche de quatre-vingt-dix mille inscrits). Elle mise sur et parvient sur trois candidats.

Le plus surprenant est sans doute le représentant du R.P.R., M. Alain Bournazel, élu en 1976 conseiller général de Domme (Dordogne), ancien membre du C.R.E.S., exclu du P.S. au lende-

main des élections municipales. M. Bournazel est alors, à trente-six ans, éveillé au gaullisme. Il mène sa campagne tambour battant au risque d'indisposer un

électorat qui apprécie la tranquillité.

Aussi est-ce sans impatience ni fougue, mais avec détermination, que M. Robert Héraud (P.R.) tente de rassembler les forces qui se réclament de l'U.D.F. Agé de cinquante-cinq ans, médecin, membre du cabinet de M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, proche de M. Jean-Pierre Soisson, M. Héraud se situe dans le droit fil du projet républicain à M. Guy Dupuy, qui représente le CNIP, peut être rangé parmi les candidats marginaux de même que M. Yves Oudard, candidat jobériste. M. Jacques Boutillier (P.R.P.) et Mlle Mireille Lambert, infirmière, candidates de L.O. Le poids des candidatures paraît être uégé : de la ventilation, au second tour, des suffrages qu'elles mobilisent peut dépendre l'issue du scrutin.

Montereau, La Ferté-Gaucher, Provins, Rozay-en-Brie

Elu de la quatrième circonscription après un deuxième tour facile en 1983, dès le premier tour de 1983 à 1988, M. Alain Peyrefitte avait recueilli, au deuxième tour du scrutin de mars 1978, 53,3 % des suffrages après avoir devancé le candidat précédent, un candidat centriste. Cette fois, la garde des sceaux est candidat unique de la majorité. Son suppléant, M. Stéphane Pin, devenu député lors de M. Peyrefitte est revenu au gouvernement, se présente dans la cinquième circonscription des Yvelines.

Confortablement réélu, dès le premier tour de scrutin de mars 1977, maire de Provins, M. Peyrefitte ne néglige pas sa campagne législative : plusieurs membres du gouvernement doivent le soutenir (Mme Simone Vell, ministre de la santé, est déjà venue). De plus, il multiplie les contacts avec les représentants des différents secteurs d'activité du département. Enfin, il n'oublie aucune remise de décoration. L'ambition de ses adversaires paraît être limitée à un ballottage au soir du premier tour.

Parmi eux, M. José Alvarez (P.C.), le nouveau maire de Montereau, la seule cité industrielle d'une circonscription rurale à quelques kilomètres de Paris. Il paraît être le mieux placé des candidats de l'opposition. Ancien ouvrier, âgé de cinquante-deux ans, M. Alvarez est un communiste rassurant. Il estime que la poussée de la gauche dans le département devrait être sensible jusque dans le fief de M. Peyrefitte. Telle est également la conviction du jeune candidat radical de gauche, M. Michel

Scarabonchi. A vingt-cinq ans, ce Corse d'origine a entrepris une campagne dynamique avec l'aide d'un collectif qui regroupe des amis de M. Robert Faure et des militants socialistes. Pour ces derniers, il s'agit d'un mariage de raison, mais dont les classes semblent être respectées. M. Scarabonchi avait déjà affronté, sans succès, M. Peyrefitte lors des élections cantonales de mars 1976, dans le canton de Bray. Il est d'ailleurs devenu en mars 1977 conseiller municipal de cette commune, qui est restée dans sa majorité fidèle au pouvoir en place, comme la plupart des cent quarante-sept communes de la circonscription. Outre le fait que sa principale tâche soit de se faire mieux connaître, M. Scarabonchi a un autre handicap : il s'agit de la candidature de M. Jacques Blache, secrétaire national de la Fédération des républicains pour le progrès, adjoint au maire de Montereau. Inspecteur des impôts, il s'était rendu célèbre en participant, en 1976, à l'émission de télévision « Le petit rapporteur », au cours de laquelle il avait dénoncé les travers de la législation fiscale, ce qui lui valut une mutation disciplinaire. Il jouit d'un coefficient personnel qui dépasse la faible audience des gaullistes d'opposition. Il affirme que son objectif est de contribuer à mettre M. Peyrefitte en ballottage, radical de gauche et socialistes considèrent que sa candidature gêne davantage M. Scarabonchi.

Enfin, M. Pierre Henry et Michel Amiot représentent respectivement le Front autogestionnaire et l'union ouvrière.

Fontainebleau, Moret, Nemours

Fief de la majorité solidement tenu depuis 1967, est la 5^e circonscription ne connaît ni remous, ni incertitude. Réchauffés par l'expérience de 1973, date à laquelle centristes et réformateurs avaient vaincu le Front autogestionnaire, les partenaires du R.P.R. se sont rangés aisément derrière M. Julia. L'issue du scrutin ne faisant guère de doute, le député sortant mène une campagne des plus discrètes. Il estime en effet que l'exercice de ses mandats successifs à l'Assemblée nationale suffit à convaincre les électeurs de lui renouveler leur confiance. Il n'a donc pas besoin de la majorité que par M. Daniel Richard, avocat, qui se réclame de « soutien au président de la République ».

La sérénité du député sortant n'empêche pas la détermination des candidats de l'opposition. Les socialistes, qui détiennent grâce à M. Jean Gratiot la mairie de Fontainebleau, ont choisi pour leur position en mars 1977, devant le traditionnellement le P.C. Leur candidat de 1973, M. Victor Prudhomme, avait au premier tour plus de 20 % des voix d'avance sur le candidat communiste. L'objectif de Mme Paulette Girard, enseignante, est d'accroître cet avantage. M. Michel Chabaud, communiste s'est efforcé, au contraire, de faire disparaître

Les candidats considérés comme marginaux abondent : les écologistes devront départager le candidat du Collectif écologie 78, qui n'est pas encore désigné, et Mme Monique Chich, présentée par le Front autogestionnaire. M. Jean-Marc Combes, membre de l'Union des gaullistes de progrès, est également soutenu par la fédération des gaullistes de progrès. Mme Laurence Lounine-NGuyon, touriste, présente par le mouvement Chirac. M. Jean-Michel Legall est le candidat de L.O. Enfin, M. Gérard Creugnot représente le RUC (Rassemblement des usagers et des contribuables).

LES ÉLUS DU DÉPARTEMENT DE 1958 A 1977

	1958	1962	1967	1968	1973
Gaullistes	5	4	3	5	3
C. gauche	—	1	—	—	—
P.S.	—	—	—	—	1
P.C.	—	—	—	—	1

Dans ce tableau, les élus « gaullistes » avaient l'étiquette U.R. en 1958 et en 1962, U.D. en 1967 et U.D.R. en 1968 et en 1973.

D'UN DÉPARTEMENT A L'AUTRE

LOIRE. — A Saint-Etienne, pour la première fois depuis l'élection de la municipalité d'union de la gauche en mars dernier, est porté sur la place publique un désaccord opposant les groupes du P.S. du M.R.G. et du P.S.U. à celui du P.C.F. au sujet d'un référendum organisé le 17 février par le P.C. sur le problème de la réinstallation éventuelle du marché forain sur l'esplanade de Montplaisir. Le P.S. et le M.R.G. et le P.S.U. ont élevé une « très vive et très ferme protestation » dans une déclaration commune, contre ce qui leur paraît être « une manifestation de propagande électorale » en faveur des candidats communistes aux législatives.

NORD. — M. Jean Ruet, président de la section de Lille du CNIP, n'est pas candidat dans la 3^e circonscription, contrairement à ce que nous avions indiqué dans le Monde du 11 février. Dans la 3^e circonscription, M. Claude Dhinnin, député R.P.R. sortant, nous précise : « Ce n'est pas M. Vouters (C.D.S.) qui a refusé d'être mon suppléant, mais c'est moi-même qui n'ai pas voulu le prendre pour éviter tout malentendu entre les deux listes

de la majorité qui se sont affrontées aux dernières élections municipales : à Mons-en-Baroeul ».

VAL-DE-MARNE. — M. Marc Favas, candidat de la majorité, battu dimanche de 700 voix au deuxième tour de l'élection partielle dans le canton de Vincennes, Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), par Mme Nicole Gerand (P.C.), a précisé, lundi 20 février, qu'il a l'intention d'introduire un recours en annulation auprès du tribunal administratif. M. Favas a indiqué, à l'appel de sa démarche qu'il a relevé plusieurs ratures et irrégularités sur les feuilles de dépouillement et sur les procès-verbaux.

YVELINES. — Dans la 1^{re} circonscription, dont le député sortant est M. Pierre Bourson (P.R.), le Front autogestionnaire présente la candidature de Mme Marie-Pascale Lauret, membre du P.T.T. Autre part, M. Jacques Millan (Mouvement des démocrates) n'est pas candidat.

Dans la 5^e circonscription, dont le député sortant est M. Bernard Desreumaux (P.R.), le candidat du Collectif Ecologie 78, M. André Hanot, est soutenu par M. Daniel David.

(Publicité)

LE RECOURS RÉPUBLICAIN

numéro 2 (février)

est consacré aux conditions modernes de l'indépendance.

Un sondage S.O.F.R.E.S.

des Textes de :

- Jean Charbonnel ;
- Général Gallois ;
- Louis Baillet ;
- Charles Hernu, etc.

Demandez ce numéro :

105, rue de Grenelle, 75007 Paris. Tél. : 705-62-79

ANDRÉ HALIM

ANDRÉ HALIM

25 ANS DE PROMESSES ELECTORALES

IMPLACABLE DROLATIQUE NECESSAIRE

Jean Edern Hallier

ALBIN MICHEL

Vente en librairie

CETTE FOIS, FAUDRA PAS VOTER POUR UN CON !

FA VA ETRE DUR !

REISER

(Publicité)

LA THEORIE DES TROIS MONDES... UNE NOUVELLE BEQUILLE POUR L'IMPERIALISME !

Dans le cadre de la campagne électorale pour le CHEVETIM, le mouvement appelle à un débat public sur la « théorie des trois mondes ».

JEUDI 23 FÉVRIER 20 heures précises

Salle de conférence de FIAP 38, rue Cabanis, 75012 PARIS

- L'exploitation capitaliste a-t-elle changé de nature ?
- L'imperialisme français est-il déclinant et a-t-il des aspects positifs dans son action ?
- Les U.S.A. sont-ils déclinants et l'U.R.S.S. est-elle dominante aujourd'hui ?
- Le Parti du Travail d'Algérie a-t-il raison de lutter contre cette théorie ?

Nous entendons répondre à ces questions dans le cadre du débat.

Barère J.-Y., Barère A., Enyria M., Frenaux A., Lecoq Y., Letourneur Y., Lipietz A., Masse-Dessen E., Mestral G., Minet G., Vigneron N.

Gérard Garreau l'agrobusiness

"Les grands trusts et les grands personnages de l'industrie alimentaire racontés avec une grande liberté de ton."

L'EXPRESS

"La catastrophe est là si aucun effort n'est tenté pour restituer un nouvel ordre alimentaire international."

LE MATIN

CALMANN-LÉVY

Le Monde

Un procès

Les responsabilités

Le Monde

UN PARFUM DE DENTOLOGIE

Le Monde

CREDITS

Le Monde

سكنى الوصل

Le Monde

Société

A Lille

Un procès pour avortement illégal met en lumière les responsabilités du corps médical devant la « loi Veil »

Lille. — M. Franck Dupin, un dentiste illégal, âgé de quarante-deux ans, a comparu, lundi 20 février, devant la 6^e chambre correctionnelle du tribunal de Lille pour avoir pratiqué, en janvier 1976, un avortement sur une mineure

âgée de seize ans. Entre 1973 et 1976, M. Dupin, militant du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC), a reconnu avoir pratiqué plus de quatre cents avortements.

De notre envoyée spéciale

L'audience était fort attendue par les militants du MLAC, du planning familial, d'un certain nombre de mouvements politiques, décidés à faire du procès de M. Franck Dupin celui de la « loi Veil », votée en 1975, et de ses dispositions restrictives. Le MLAC de Lille expose ses principes dans un dossier : « Nous poursuivons, y lit-on, un but ambitieux : que les gens se prennent en charge eux-mêmes (...); qu'ils apprennent la technique de l'avortement par aspiration et la transmission à d'autres pour que l'on puisse passer des médecins et de tous les autres adversaires de notre liberté... » C'est donc sur ce principe que M. Dupin, militant illégal du mouvement, pratiquait les interruptions de grossesse et transmettait à d'autres l'usage de la méthode qu'il avait lui-même apprise.

Salle comble et atmosphère tendue dès l'ouverture de l'audience. Le président M. Robert Anache, déclare d'emblée que les assistants n'ont « que le droit

d'écouter en silence », sinon il ferait évacuer la salle. Le ton est donné. Et les premières plaidoiries, visant à rejeter la constitution de parti civil de Lelasse les vivres et de l'Union des professions de santé respectant la vie humaine — opposés à l'avortement — en traitant ces mouvements de « débris d'un parti larvaire décadent » et de représentants de « la vieille extrême droite fasciste », ne contribuent évidemment pas à apaiser les esprits.

Première — longue — suspension d'audience. Reprise des débats : le président annonce que le tribunal statuera conjointement sur la responsabilité de la plaignante des deux associations et sur la culpabilité de M. Dupin. Ce dernier éclate alors en invectives : « Je ne reconnais pas ces fascistes comme inférioritaires, s'écrie-t-il. S'ils sont là, je m'en vais ! » Il est frénétiquement applaudi par ses partisans, qui, debout, scandent : « Avortement libre et gratuit ! ». « La justice ne passera pas ! », couvrant la voix des militants de Lelasse les vivres. Seconde suspension — précipitée.

Quand l'audience reprend, le prévenu a disparu, ses amis aussi, dans un silence féroce. Peu à peu se dessinent alors, à travers les témoignages, les plaidoiries de l'accusation et celle du procureur, l'affaire qui a amené M. Dupin devant le tribunal. Bachelier à dix-sept ans, il a vainement essayé d'entreprendre des études de médecine. Après trois échecs, il se dirige vers l'art dentaire. A travers les vicissitudes de sa vie personnelle, il découvre les ravages de l'avortement clandestin. Il en pratique lui-même plusieurs sur son épouse, avant d'en réaliser sur d'autres femmes venues solliciter son aide. Il ne demande pas d'argent, mais une contrepartie en nature. Cette action par militantisme, la légalisation de l'avortement, en janvier 1976, ne modifie guère sa pratique, car la région du Nord est bien peu équipée pour répondre à la demande. C'est l'affaire de la jeune Paule P., qui fera, par hasard, découvrir toute cette activité.

Paula G., vit en concubinage avec, comme le disent les militants du MLAC, « un trépas surs qui lui bat la menace, la contrainte à faire des photos nue, à avoir des rapports sexuels avec d'autres hommes et femmes, la photographie pendant ces rapports, puis se sert, pour payer ses propres dettes, de ces photos, qui circulent peu à peu dans les cafés de la ville ». C'est ainsi que la police ouvre une enquête pour atteinte aux bonnes mœurs et que toute l'affaire sera soumise à l'avortement de Paule et tout ceux qui l'ont précédé.

Paula n'a échoué entre les mains de M. Dupin qu'après un circuit instructeur dans divers établissements de la ville. Quand elle arrive chez M. Dupin, elle est enceinte de seize semaines. Il est trop tard pour utiliser la méthode Karman. Le dentiste place quand même dans l'utérus de la jeune fille un bistouri, espérant par cette manœuvre déclencher une fausse couche. Le lendemain, Paula a une forte fièvre, signe d'un début d'infection. Elle se rend en clinique, où sera pratiqué un curetage moyennant six jours d'hospitalisation et 2 400 francs.

Dans son réquisitoire, le procureur, M. Walter Bononi, n'admet pas M. Dupin. Il lui reconnaît les circonstances atténuantes, car il apparaît que l'esprit de l'acte n'est pas le mobile qui l'anime. Mais il condamne l'avortement « déshumanisé » tel que le souhaite le MLAC. Il rappelle que l'avortement n'est pas une intervention bénigne et que toutes les recommandations thérapeutiques doivent être respectées. « C'est la Pessentielle de la loi », il déplore enfin les insuffisances de l'information contraceptive et de l'accueil humanitaire qui est quelquefois réservé aux femmes par ceux qui, évoquant la clause de conscience, refusent de pratiquer l'avortement. « Il s'écrite-t-il, que le corps médical fasse un effort pour mieux appliquer la loi ! » Il ne demandera pour Franck Dupin que six mois de prison avec sursis et une amende. Le jugement sera rendu le 27 février.

CLAIRE BRISSET.

FAITS ET JUGEMENTS

■ Cinq ans de réclusion pour séquestration illégale. Les assises de l'Oise ont condamné, lundi 20 février, à cinq années de réclusion M. Jean-Emile Allain, vingt-huit ans, militaire de carrière, pour arrestation et séquestration illégales. L'accusé était le seul survivant d'une équipe remontant au 6 juin 1976. Ce jour-là, en compagnie de deux complices, il avait enlevé pour la violer une jeune femme, Mme Martine Millot, sous les yeux de son mari, à Saint-Martin-Longueau (Oise). La voiture des ravisseurs avait percuté de plein fouet contre un mur, quelques kilomètres plus loin, à l'entrée de la commune de Bannancourt. Les deux d'entre eux, ainsi que la jeune femme, avaient été tués sur le coup (Le Monde du 8 juin 1976).

■ Deux inculpations après un double meurtre dans un bal. — M. José Plick, l'auteur présumé de la fusillade qui avait fait deux morts et un blessé, samedi 18 fé-

APRÈS LES EXPLOSIONS DANS LE 16^e ARRONDISSEMENT

Cinq habitants du quartier sinistré sont toujours portés disparus

Le quartier de Passy, touché vendredi 17 février après-midi par une série d'explosions dues au gaz, reprend progressivement vie (Le Monde du 22-23 février). Les habitants de treize des dix-neuf immeubles du « périmètre interdit » ont ainsi pu regagner leur domicile lundi 20 février dans l'après-midi. Toutefois, l'électricité ne devait être rétablie dans le secteur que ce mardi 21 février, et le gaz plus tard. Les autorités sont, d'autre part, très inquiètes du sort de cinq résidents du quartier portés dis-

parus depuis la catastrophe. Aucun d'entre eux n'a en effet répondu aux appels lancés depuis plusieurs jours dans la presse.

Enfin, le mouvement S.O.S.-Environnement et l'Union nationale des accidentés ont décidé de constituer une commission d'enquête « parallèle ». Celle-ci étudiera les causes et les conséquences de cet accident, en toute indépendance par rapport à Gaz de France, aux pouvoirs publics et aux sociétés d'assurances.

L'indemnisation : plus rapide pour les biens que pour les personnes

L'indemnisation des victimes des explosions survenues vendredi 17 février 1978 ne pose aucun problème technique particulier, mais elle sera plus rapide pour les biens que pour les personnes. Celle des dommages causés aux immeubles et aux meubles par incendie et explosion est prévue par la quasi-totalité des contrats d'assurance « multirisques », signés par les locataires et les propriétaires, qui couvrent, en outre, le vol, les dégâts des eaux et la responsabilité civile.

Après expertise, les compagnies indemnisent dans des délais « raisonnables » les dégâts causés. L'évaluation de ces dégâts est relativement simple pour les dommages subis par les biens immobiliers, les contrats prévoyant généralement la reconstruction « à neuf ».

Elle est beaucoup plus délicate pour les objets. Pen de difficultés sont à prévoir pour l'ameublement courant, notamment les appareils ménagers. En revanche, l'estimation des objets précieux détruits ou endommagés est parfois difficile en l'absence de documents ou d'évaluation préalable, notamment pour les tableaux, meubles anciens, porcelaines, bibelots, etc. Sans stipulation contraire, les contrats multirisques prévoient des limitations précises en ce domaine particulier. Toutefois, ces limitations ne sont pas oppo-

OU S'ADRESSER ?

Le Centre de documentation et d'information de l'assurance habitation, à partir du mercredi 22 février, à la mairie du seizième arrondissement, une permanence chargée de régler « rapidement les frais et préjudices non assurés », indemnisement des « responsabilités » encore indéterminées.

Pour les dommages corporels, les victimes ou leurs ayants droit peuvent prendre contact auprès de l'U.A.P., principal assureur du Gaz de France, pour constituer leur dossier, en téléphonant aux services de M. Champagnier, 39, rue Le Peletier (9), au 247-22-22.

Quant aux dommages immobiliers et mobiliers, les personnes non assurées doivent s'adresser aux C.A.P., service de M. Galtier, 25, rue Drouot, téléphone 246-33-41. Les propriétaires ou locataires assurés doivent pour leur part prendre contact avec leur assureur, si celui-ci est compétent pour traiter les réclamations.

Moins, aux Etats-Unis, et les autorités américaines fournissent la preuve de son implication dans un trafic de drogues, a-t-on appris, dimanche 19 février, à Washington. M. Moisés Torrijos, actuellement ambassadeur de Panama en Espagne, a fait l'objet, en 1972, d'une enquête des services américains de lutte contre la drogue. Le 30 décembre dernier à Paris, lors d'une visite de parlementaires américains, le général Torrijos avait déclaré au sénateur républicain Robert Dole (Kansas) : « Si nous pouvons prouver que mon frère a été impliqué dans un trafic de drogue, je vous le livrerai ou je l'arrêterai moi-même. »

■ Nominations à la Cour de cassation. — Par décret publié au Journal officiel du 18 février, M. Paul Berthoin, avocat général près la cour d'appel de Paris, et Georges Liaras, directeur de l'Ecole nationale de la magistrature, sont nommés conseillers à la Cour de cassation.

« Sur un volcan... »

Dans le seizième arrondissement, au n° 83 de la rue Pergolèse (à 100 mètres de l'avenue Foch), s'élève un bel immeuble. Pierre de taille, entrée spectaculaire, tapis rouge et tringles de cuivre, immense miroir, rien n'y manque. Pourtant, Mlle Hélène Rudz, propriétaire, n'est pas satisfaite. Le chauffage — au charbon jusqu'en 1976, au gaz après — constitue le sujet de son irritation. Depuis trois ans, cette femme tannée a été obligée de se sécher.

Un rapport, en date du 14 novembre 1975, rédigé par M. Raymond Duclos, expert, avait déjà, à sa manière, tiré la sonnette d'alarme : « Ventilation haute de la chaudière ; instabilité ; aménage base d'air neuf ; instabilité ; poste de lavage ; instabilité ; alimentation en eau froide des chaudières ; non conforme ; porte-bols chaudière ; non conforme. » Le rapport concluait à la nécessité d'installer une nouvelle chaudière à un autre endroit, quel qu'en soit le mode d'alimentation.

De cette conclusion, il n'a cependant plus été question quelques mois plus tard, au moment de « passer » du charbon au gaz. Dans une lettre du 26 janvier 1976, une entreprise de chauffage indique ainsi : « (...) Gaz de France nous a donné son accord verbal pour le maintien de la chaudière à son emplacement actuel, malgré la présence de câbles électriques. Gaz de France a simplement demandé que les tuyauteries gaz soient installées à plus de 20 centimètres de ces câbles. »

Devant cette « incohérence », Mlle Rudz s'adresse, avant l'ouverture des travaux, à M. Michel d'Ornano, le ministre de l'Énergie. Le 31 mai 1976, un conseiller technique du ministre lui répond : « J'ai donc signalé votre lettre à la direction générale des services techniques de Gaz de France, en demandant que votre installation soit examinée et vérifiée. Je vous tiendrai naturellement informée, le moment venu, des résultats de cette démarche. » Ce moment ne viendra jamais. En revanche, fin 1976, l'entreprise installe la chaudière au gaz en lieu et place de la chaudière au charbon.

Six mois, le mois dernier, cette chaudière s'est éteinte sans crier gare... Sans discontinuer, elle « surchauffe » les premiers étages de l'immeuble pour pouvoir diffuser habilement ses calories aux étages supérieurs. « Nous vivons sur un volcan, conclut Mlle Rudz, mais rare sont les personnes qui bougent. » L. G.

CREDITS PROFESSIONNELS C.I.C.

LE PRÊT RÉALISTE.

Crédits à l'équipement de 300.000F en quelques jours.

Avec un délai inférieur à 8 jours et pour un montant maximum de 300.000 F, les crédits à l'équipement professionnel du C.I.C. ont de bonnes raisons d'être efficaces. Ces crédits concernent aussi bien l'aménagement de locaux que l'achat de matériel ou de véhicules.

Ces crédits sont souples : choisissez la solution adaptée à votre activité, votre investissement, vos possibilités de remboursement (6 mois à 5 ans).

Nous avons des formules capables de répondre aux attentes des PME, PMI et Professions Libérales, clientes du C.I.C.

Si vous êtes client, adressez-vous à votre succursale du Groupe C.I.C.

Si vous n'êtes pas client, téléphonez-nous au 280.92.08 ou 280.92.33 ou écrivez-nous : C.I.C., Département du développement 66 rue de la Victoire 75009 Paris, en nous indiquant votre nom, votre adresse et votre profession.

Crédit Industriel et Commercial

Le Monde

DE LA MÉDECINE

LES PARTIS POLITIQUES ET LA SANTÉ

La santé n'est pas un terrain d'affrontement de choix pour les hommes politiques. Une réputation de neutralité, symbolisée par une croix rouge, s'attache dans l'esprit du public à tout ce secteur, et ceux qui mélangent trop ouvertement la santé et la politique s'exposent à une telle méfiance qu'elle impose aux partis politiques une prudence tactique parfois bien inconfortable.

La santé, à ce titre, c'est un peu comme la religion : les acquis, c'est-à-dire les personnels, secrets ou intimes, prennent largement le pas sur la réflexion sociale et rendent alors très abstraits les choix de société - tels qu'ils figurent plus explicitement dans les autres secteurs de la politique.

Ce domaine est aussi l'un des seuls où chacun peut retrouver la marque de ses aspirations sociales : collectiviste, notre système de santé l'est déjà par la socialisation de ses coûts ; libéral, il l'est toujours, laissant coexister un secteur privé à but lucratif très important, un petit secteur intermédiaire privé à but non lucratif et un secteur public prédominant.

Sonvent qualifié d'original par nos dirigeants, notre système de santé l'est effectivement dans le monde entier, par la compétition que se livrent ces trois secteurs pour offrir leurs services aux mêmes malades. Mais, pour le public, le choix de l'un ou de l'autre secteur fait rarement intervenir des préférences personnelles. Il est guidé par les circonstances,

par la disponibilité ou l'accessibilité des ressources ou par le conseil du médecin traitant. Pour les professions de santé, au contraire, la situation actuelle est l'une des plus difficiles qu'elles aient connues. Tant que l'économie était en expansion rapide, tout favorisait le développement simultané des trois secteurs.

Mais toute période de crise affecte par définition le secteur dont le risque est l'une des justifications de ses revenus les plus substantiels, c'est-à-dire le secteur privé. Le problème des lors, est bien politique : la machine sociale doit-elle par un effort dans l'avenir de faire réparer ce secteur vers une nouvelle prospérité ? Ou bien doit-on considérer, au contraire, le compromis sur lequel repose le partage actuel comme la fin d'un état de transition menant à

de nouvelles formes d'organisation des services de santé ?

Mais aucun des partis ne situe de manière aussi tranchée son engagement personnel. Cette prudence n'annule pas pour une part par le fait que les problèmes du système de santé dépassent de loin la politique des partis. On peut se demander alors, comme le suggère l'exemple de quelques autres pays (voir notre enquête sur les systèmes de santé en Hongrie, en Grande-Bretagne, en République fédérale allemande et en France, « Le Monde » des 21, 22, 23, 24 septembre 1976), si la mutation qui s'annonce n'aura pas des conséquences globalement impopulaires, dont personne, au niveau politique, ne peut prendre la responsabilité d'en avoir prédit l'échéance ou l'ampleur.

Une inquiétante sérénité

JUSQU'EN 1974, aucun parti politique n'avait de véritable plan spécifique concernant la santé. Des orientations générales, des positions de principe arrachées à tel ou tel autre parti par un syndicat ou un groupe de pression, telles étaient les limites des intentions prélectorales des candidats aux législatives. Les médecins, qui composent le deuxième groupe professionnel à l'Assemblée nationale, avaient, semble-t-il, une sensibilité quasi impalpable dans ce domaine, même dans les partis les plus engagés dans la revendication sociale.

Mais, cette fois, les choses ont évolué : la santé est sortie de l'ombre des commissions sur la Sécurité sociale et le travail, pour devenir une préoccupation à part entière. Un historique de ce changement est difficile à établir. Sans doute, la parti socialiste a-t-il commencé à réunir des groupes d'étude et de réflexion sur le sujet, dès 1971. Sans doute est-il aussi celui qui, depuis longtemps, les professions de fol les plus audacieuses dans ce domaine.

Mais malgré l'avantage de l'antériorité, le « Plan d'orientation » promis, à plusieurs reprises, par son secrétaire général, Jacques-Antoine Gau, n'aura finalement pas reçu l'imprimatur de la direction du parti, et ne sera pas, de ce fait, diffusé avant les élections.

Il faut ensuite reconnaître à Jacques Chirac, alors premier ministre, l'originalité d'avoir créé de toutes pièces une commission santé autonome, dès 1974.

Confiée au doyen Delbarre, président de l'université René-

Descartes (voir ci-dessous), la commission santé du R.P.R. a fonctionné pendant trois ans. Son « produit » se présente sous la forme d'un document de synthèse qui fut, dès juin 1977, diffusé auprès du grand public.

Le parti communiste prit un départ plus tardif. C'est au terme de son XXII^e congrès, en février 1976, que fut créée une commission nationale santé du comité central, dont l'animation fut confiée à Mireille Bertrand. Un petit livre (1) en résume les principales options.

Ce qui caractérise le mieux la situation actuelle est, sans doute, la très grande modération des revendications quantitatives, dont étaient faites toutes les précédentes campagnes électorales. En 1978, on ne réclame plus de « équipements nouveaux ni de personnel supplémentaire », ni même d'augmentation tarifaire, sinon dans certains secteurs précis particulièrement touchés par le blocage actuel, comme la radiologie et la recherche biomédicale.

C'est au niveau des structures que se placent désormais les clivages. Du côté de la majorité, on se bat avec vigueur pour la survie d'un système actuel, « en des « rares » du monde qui soit respectueux et de la liberté et de la solidarité » (Jacques Chirac).

« La majorité peut être fière de la politique de santé du gouvernement », (Jean Lecanuet).

La majorité consacre en fait la majeure part de son programme à recuser celui de l'opposition, quelle accuse de vouloir sournoisement nationaliser la médecine et l'industrie pharmaceutique. Pour le R.P.R., le ver est

déjà dans le fruit et le maintien du statu quo présente les mêmes dangers que celui d'un vote des Français à gauche : « Cette menace peut épuiser simplement la forme de plus grande santé et faire chuter lentement, irrémédiablement, nos institutions sanitaires et sociales du fragile équilibre actuel vers des structures collectivistes. » A cela répond le « rien faire, c'est laisser faire » du docteur R. Savy, président de l'Union nationale pour l'avenir de la médecine. Tous les partis de la majorité se retrouvent sur ce point : la gauche sera conduite à supprimer l'exercice libéral de la médecine, « ceux qui prétendent, dans un régime socialiste, maintenir le système libéral des professions de santé ne sont ni logiques ni sincères. » (R. Motte, indépendant et paysan).

M. Jean-Pierre Solson (P.R.) précise : « La suppression du paiement à l'acte, et par là même du paiement direct, préconisée par les partis de l'opposition, aboutirait à la fonctionnarisation de la médecine ».

La nationalisation de la pharmacie

A gauche, on se défend d'un tel projet d'intention. Les projets actuels sont catégoriques. Développer de nouvelles formes d'approche de la santé qui soient plus « globales », c'est-à-dire moins médicales. Le modèle, en l'occurrence, est celui des « centres locaux de santé communautaires » du Canada et des Etats-Unis. Bien entendu, ces « unités sanitaires de base » seraient un personnel médical salarié, comme le serait l'ensemble du personnel du secteur public. Mais seul le secteur privé existant dans les hôpitaux publics, jugé « socialisateur » à gauche, est explicitement visé dans ces programmes. Le parti communiste, comme le parti socialiste, assure qu'il n'est nullement dans son intention de faire disparaître la médecine libérale. « Nous n'avons pas de projet de nationalisation de l'hospitalisation privée » (J. A. Gau). Et le parti communiste se déclare partisan d'une révision du calcul des prix de journée en fonction du type d'établissement, tout en soulignant cependant que « le statut des personnels des établissements privés se rapproche progressivement de celui du secteur public ».

Engagée dans cette mauvaise querelle, la gauche a-t-elle réussi à faire passer ses propres critiques à la politique de santé de la majorité actuelle ? Pour le parti communiste, « tous les autres partis ont bien dû tenir compte des caractéristiques objectives de la crise actuelle », ce qui explique l'usage universel de thèmes, tel que celui de la « réduction des inégalités d'accès à la santé, dont la gauche voulait faire « son » slogan spécifique, ou encore celui de l'« approche globale de la santé », qui fait une part nouvelle à la prévention et prend en compte les données psychologiques et socio-économiques que ne négligeaient pas les médecins.

Ainsi, de la gauche à la droite, tout le monde parle maintenant de santé publique, d'économie de la santé et de grands programmes sanitaires. La lutte contre l'alcoolisme est un objectif commun à tous les partis, mais avec des variantes de présentation.

« C'est le mal français, dit le professeur Delbarre, qui tient à en faire un de ses objectifs principaux, même si cela coûte une partie de l'électorat. » Il propose, pour sa part, des

taxes complémentaires sur le tabac et l'alcool, qui pourraient couvrir la réparation médicale des méfaits de ces facteurs de risque.

A gauche, on se préoccupe plus des origines des grands fléaux sociaux que de leurs conséquences et on attend bien davantage de la modification du caractère « pathogène » des structures sociales actuelles que de programmes sanitaires spectaculaires mais ponctuels.

On fait grand cas, dans la majorité, des projets de nationalisation de l'industrie pharmaceutique par la gauche, ce qui conduit celle-ci à adopter une attitude tardivement rassurante : le parti communiste, on souligne, ne veut pas créer d'un Office national de la pharmacie, en réalité, à un souci de sauvegarde vis-à-vis des quelques centaines de petites laboratoires privés, bien plus menacés par le monopole des grandes firmes multinationales que par la nationalisation des quatre grands de la pharmacie française (Sanofi, Rhône-Poulenc, Roussel-Uclaf, Uriage-Kghilman).

Dans le domaine de la recherche, rien de bien précis ne différencie les positions des grands partis. Tout le monde s'accorde à déplorer la lenteur de la croissance budgétaire dans ce domaine, et fait sienne l'idée du professeur Hamburger de « faire de la recherche biomédicale française la première du monde ». Meilleure coordination publique, à droite ; refus de se laisser imposer des « priorités » insupportables en période de crise, à gauche : tels sont les rares points d'originalité des programmes politiques dans ce domaine. Cette absence de relief s'est trouvée illustrée, au cours d'une conférence-débat récemment organisée par la Fondation pour la recherche médicale sur « Partis politiques et recherche », par l'absence quasi totale de débat entre les représentants des partis.

Dans ce domaine comme dans bien d'autres, la politique est impuissante à redonner confiance. Même la flamme militante des grandes veilles électorales semble être absente des débats, à trois semaines des élections, et cette sérénité apparente n'est pas loin d'évoquer, aux yeux de beaucoup, le calme qui précède les grandes tempêtes.

Dr J.-F. LACRONIQUE.

(1) Prendre soin de la santé. Editions sociales (Le Monde du 18 janvier 1978).

Malaise chez les médecins

Comment les médecins vont-ils voter ? Posée de façon abrupte, la question n'appelle évidemment guère de réponse claire. Elle démythifie ou moins le cliché usé selon lequel les médecins, à la quasi-unanimité, sont un point d'appui inébranlable du conservatisme et agissent en ce sens sur ceux qu'ils influencent.

A réalité est en effet moins simple. D'autant que les médecins — au nombre de cent mille aujourd'hui, on le sait — proviennent d'horizons sociologiques de plus en plus divers, au détriment d'une homogénéité politique qu'en perdrait, avec juste raison, leur attrait. Il y a quelques dizaines d'années encore.

Le médecin d'avant guerre, tel que l'évoque par exemple le docteur Pierre Belot, président de la Fédération des médecins de France, était en effet un « notable », et un notable dont l'influence sociale et politique comptait. Il n'est pas besoin, pour s'en convaincre, de remonter jusqu'à Balzac ou à Roger Martin du Gard. Entre les deux guerres, encore, les médecins, relativement peu nombreux, représentaient, malgré un individualisme dont personne alors ne leur faisait vraiment grief, un incontestable poids politique.

Cette position de notable n'a certes pas entièrement disparu : elle subsiste, en particulier, dans bien des zones rurales. Pourtant, l'évolution qu'a subie le corps médical depuis 1945 a été si rapide que cette image s'est profondément modifiée.

Aujourd'hui, la majorité des médecins ne disposent plus de la liberté de leurs honoraires : 35 % jouissent « du droit à dépassement » qui permet de pratiquer des tarifs libres ; plus de 85 % sont conventionnés ; 35 % sont directement salariés. C'est dire qu'ils ne répondent plus au schéma classique des professions libérales, que les « intérêts » alimenteraient à définir par les mots-clés : initiative, liberté, responsabilité. « Le statut fiscal, social et économique du médecin d'avant guerre, dit-on à la Fédération des médecins de France, était l'illustration même de leur indépendance. » Depuis, dit-on encore de même source, « on a mélangé le social et le médical, et la pathologie avec le confort social ».

Ces quelques réflexions illustrent clairement un malaise qu'aucun des responsables du corps médical ne cherche à nier. Le docteur Jacques Beaupère, secrétaire général de la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), majoritaire dans la profession, trouve à ce

malaise — entre autres — deux explications complémentaires l'une de l'autre. Tout d'abord, la dévalorisation de l'acte médical. A titre d'exemple, la consultation du généraliste n'est fixée (au 15 février 1978) à 35 francs, ce qui impose, à l'évidence, au médecin qui veut amortir ses charges une multiplication des actes.

La deuxième explication est d'ordre démographique : éliminés à soixante-dix mille en 1974, l'effectif total des médecins atteindra, en 1985, cent cinquante mille, ce qui représente plus qu'un doublement en dix ans. Or, tout est connu, combien classiques dans la majorité des professions, mais que les médecins jusqu'à présent ignoraient totalement : celle du chômage. « La démographie médicale galopante jointe au prix dérisoire de l'acte, c'est une bombe », estime encore le docteur Beaupère. Bien sûr, quand ils feront, parce qu'ils seront plus nombreux, quatre mille actes par an au lieu de sept mille, ils feront une médecine plus lente, et c'est un bien. Mais leur revenu diminuera de moitié. Il faut qu'ils le sachent... »

L'image du pouvoir

A cela s'ajoute un bouleversement de l'image traditionnelle du médecin. Image faite d'un aimable autoritarisme et d'un savoir incontesté, bref l'image du pouvoir, devant laquelle se rendaient aujourd'hui bien des « consommateurs ».

Cette évolution profite-t-elle, au sein du corps médical, aux courants de gauche ? Elle sert, plus précisément, le parti socialiste, qui a effectué une « percée » incontestable parmi les jeunes médecins praticiens et un certain nombre d'hospitaliers, de chercheurs, d'étudiants prêts à sortir des facultés. La perspective de devoir « s'installer » comme leurs aînés, de tenir une comptabilité, d'adopter à l'égard de leurs confrères les comportements classiques de la concurrence — plus ou moins sauvage — leur répugne.

Ils préfèrent de loin l'image rassurante, « puritaine », de l'hôpital public, le salaire, bref la sécurité. Le médecin dit « à l'acte » ne leur semble en rien une garantie de « personnalisation » du service rendu. Dans cette frange du corps médical, le programme socialiste des centres de santé municipaux ne rencontre pas d'hostilité, au contraire.

Les praticiens ralliés aux thèses du parti communiste — de loin plus conservateurs en la matière que celles du P.S. — restent en revanche fort rares. Quant à l'extrême gauche, elle ne compte dans le corps médical que bien peu de sympathisants, mais des militants. D'ailleurs, estime le docteur Monier, président de la C.M.S.P. « je vois mal comment un médecin dont la fonction même est de constater des évolutions naturelles — y compris la mort — pourrait adhérer aux thèses gauchistes ». Pourquoi ? « Mais parce que constater un certain nombre d'évolutions techniques et un certain type de civilisation, c'est aussi constater la médecine. Si on soigne, on réadapte, et on réadapte à une certaine société... »

CLAIRE BRISSET.

(Lire la suite page 14.)

Version R.P.R.

« Mon ami, le professeur Delbarre... » : dans ses discours publics, M. Jacques Chirac n'a pas ménagé son amitié pour M. Florian Delbarre, devenu, à la mairie de Paris, son conseiller en matière de santé. Il l'a véritablement intrigué lors du discours qu'il a prononcé devant quelques cinq mille invités à l'Hôtel de Ville au mois de janvier en ne le citant pas moins de cinq fois.

De fait, M. Delbarre est chargé des urgences à Paris : M. Delbarre préside la commission de santé du R.P.R. ; M. Delbarre pense la santé pour Paris aujourd'hui et pour la France demain. M. Delbarre c'est désormais le santé, version R.P.R.

Une version qu'on n'attendrait pas toujours venant du délégué à la santé d'un parti jugé conservateur : ce président d'université ne croit pas, en effet, en leur forme actuelle, aux thèses de médecine qu'il considère comme étant souvent « une simple fiction ».

La collaboration avec le secteur privé ? Il en est un ferme partisan, c'est condition toutefois qu'il ne s'agisse pas de « machine à sous ». Enfin, ce chef du service de rhumatologie de l'hôpital Cochin préconise un contrôle des connaissances des universitaires, sous une forme ou une autre : une revendication qui n'est pas vraiment celle de la majorité de ses collègues.

Autant de positions qui empêchent de classer à droite cet humble homme, qui ne doit pas seulement à son goût pour l'antiquité, à sa douceur et à ses manières de chanon, son image égarément radicale socialiste.

« Et vraiment, dit-il, en se penchant vers son interlocuteur, en matière de santé peut-on parler de gauche et de droite ? »

Le professeur Delbarre a de nombreuses idées sur la politi-

que de santé et il aime à les illustrer d'exemples concrets. Il s'indigne : « Est-il normal que dans un tiers des U.E.R. aucun enseignement d'économie de la santé ne soit dispensé ? Il sourit : « Moi qui, comme président d'université, gère un budget de 5 milliards de couronnes, je n'ai jamais reçu une heure de formation en gestion. » Pour lui, grâce à une interview donnée à chaque futur étudiant, on n'en dissuaderait pas certains de s'engager dans cette longue voie ? « Et comme étonné quelques-uns de l'aide de ses propres propositions, il ajoute : « Je ne vous choque pas ou moins ? »

Cette réflexion n'est jamais conformiste : mais elle n'est pas non plus systématique, comme e'il se méfie de tout programme détaillé qui constituerait un carcan. Il se défend d'être un « politique » : mais c'est pourtant un tacticien, qui sait ménager l'avenir tout en lançant des ballons d'essai pour apprécier les angles d'attaque à ce qui est d'ailleurs un joueur de squash.

Est-il un stratège ? Dans son propre parti, on émet des réserves sur certaines hardiesses jugées trop peu « électorales ». Cet élu du peuple parle en suscite aussi des réticences du côté de l'Assistance publique qui s'inquiète également à la santé à Paris : mais il est des inimitiés qui peuvent conforter une carrière.

« Monsieur le président, que faites-vous prioritairement et vous dites ministre de la santé ? » « Dieu m'en protège », répond-il. Jusqu'à quel point ? est-on tenté de demander, quand le professeur Delbarre ajoute : « Je vous prie, en tout cas, une liste de dix propositions qui sont, à mon sens, prioritaires pour la santé en France ».

NICOLAS BEAU.

EN LIBRAIRIE AUJOURD'HUI

Jean Bernard
de l'Académie française

L'Espérance
ou le nouvel état de la médecine

Le sang, le cœur, le cancer, le rêve,
par un grand savant
qui s'adresse au public le plus vaste

Buchet/chastel

ENQUÊTE

CITÉS GÉANTES

LAGOS : la contrepartie du boom pétrolier

par JEAN-PIERRE LANGELLIER

Il est, à Lagos, des moments où l'on se prend à oublier le vrai visage de cette « Afropolis » au grouillement « asiatique », sauvage et chaotique, tentaculaire et fiévreux. L'illusion se dissipe à l'aube.

Huit heures du matin. L'enfer, déjà, l'automobile s'empare de la ville gigantesque, envahissant les voies circulaires, les autoroutes suspendues, frôlant la lagune, glissant sur les ponts et les boulevards ombragés, prenant possession des avenues du centre, occupant jusqu'à la moindre rue. Bientôt, le « go slow » (rouler au pas) règne en maître sur la ville ankylosée.

Dans ces milliers de coquilles roulantes, surchauffées ou climatisées, s'organise une vie — à hauteur de pare-brises et de pots d'échappement. Les habitants déploient leurs masses de journaux. Dans leur carapace jaune, les clients des taxis amorcent avec le chauffeur un dialogue vite troublé par le grésillement du transistor. Les vendeurs de cigarettes, réveils et calculatrices de poche entrent en contrebande, font l'article tout à loisir. Chaque mètre est une conquête. Le Lagosien ne se résigne pas à « go slow », il s'y habitue. Faisant de la capitale, c'est la caricature grotesque et dérisoire de l'univers urbain, le symptôme manifeste d'un développement non maîtrisé.

L'embryon de Lagos surgit vu le jour au dix-septième siècle, édifié dans l'île d'Ikoy par les Awari, un sous-groupe de l'ethnie yoruba. Plus tard, les navigateurs portugais, par référence aux langues alentour, re-baptisèrent l'agglomération « Lagos » du nom d'une de leurs villes. L'essor vint avec la traite des esclaves, la prospérité avec

l'exportation des oléagineux, la croissance avec l'arrivée des Britanniques, commerçants et administrateurs puis le retour d'Amérique du Sud, au début du siècle, de plusieurs milliers d'émigrés « brésiliens », dont témoignent un vieux quartier aux colonnades et balcons en dentelles, vestiges de l'architecture ibéro-américaine. En 1900, Lagos comptait quarante mille habitants.

La capitale nigérienne est construite sur trois îles en chapelet — Lagos, Ikoy, Victoria — le long des rives d'une lagune qu'un cordon de sable sépare de l'Atlantique. Pour satisfaire ses ambitions commerciales les colons ont construit une ville moderne, une ville d'avenir. Cette orientation explique, pour une part, la gravité des maux qui la minent aujourd'hui. L'introduction du chemin de fer consacra la prédominance de Lagos qui s'était étendue, grâce à son site portuaire exceptionnel, en dehors de la zone traditionnelle du peuplement yoruba, que dessine le triangle Ibadan-Ife-Oyo (1).

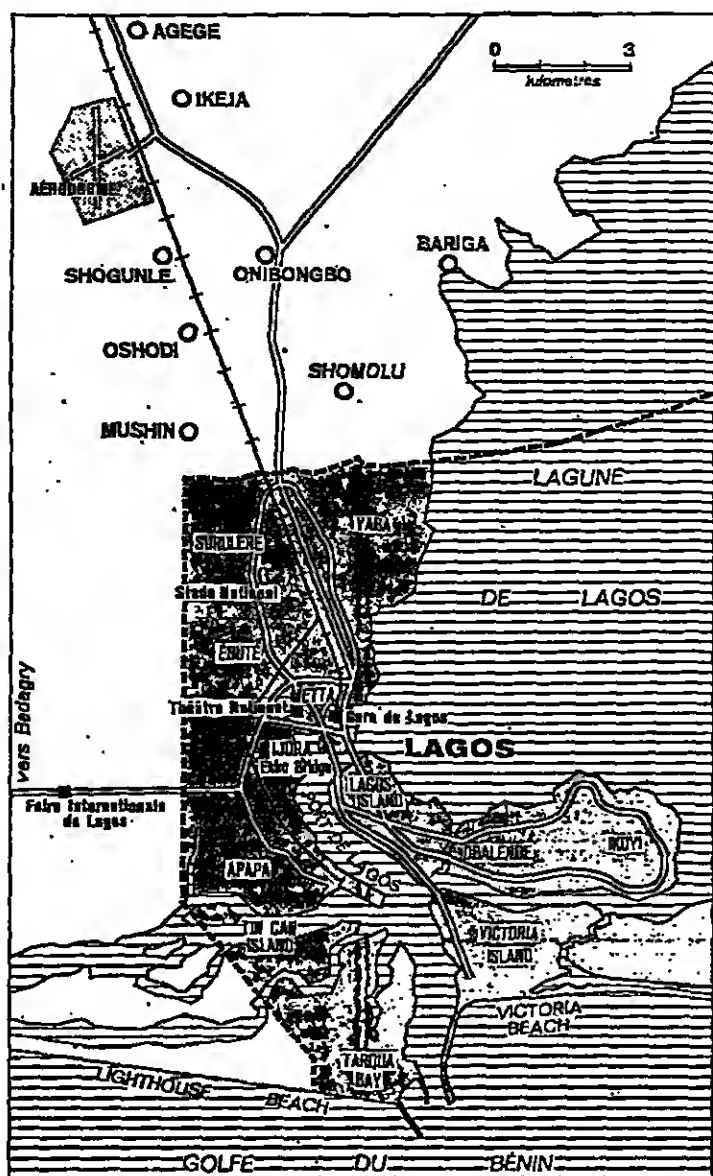
L'électricité est installée dès 1896. Pourtant l'industrialisation progresse lentement. Les premières imprimeries font leur apparition en 1905, mais celle du Daily Times — le plus ancien quotidien de Lagos — seulement vingt ans plus tard. Une usine de containers est construite en 1960. Mais il faut attendre le boom pétrolier, à la fin des années 50, pour assister à la naissance d'une véritable zone industrielle, d'abord dans le quartier portuaire d'Apapa, beaucoup plus récemment, à Mushin et près de l'aéroport d'Ikeja : brasseries, minoteries, mécanique et petite métallurgie, assemblage de véhicules, cimenteries, filature et tissage.

250 000 nouveaux habitants par an

Au Nigéria, toute opération de recensement est un acte éminemment politique, redouté de tous car il peut mettre à jour de nouveaux rapports de force entre les grandes ethnies. Aussi, les plus récentes statistiques — au dernier fort incertaines — remontent à 1963. Selon les projections établies avec l'aide des experts du programme de développement des Nations unies — et recoupées par de minutieuses enquêtes sur le terrain — le

« Grand Lagos » abrite aujourd'hui au moins 3,5 millions d'habitants (sur une population nationale estimée à 80 millions). Depuis quinze ans, la croissance démographique de Lagos suit une courbe exponentielle qui donne le vertige. Progression annuelle : 250 000 personnes ; 4,5 millions d'habitants à l'horizon 1980 ; 7 millions en 1985.

Dans ce phénomène familial du tiers-monde, ce qui trappe c'est le rôle prépondérant de



l'immigration. Pendant la décennie 1952-1962, Lagos s'est nourrie d'un flux migratoire représentant 75 % de sa croissance démographique. Sa puissance d'attraction sur les populations rurales était alors comparable à celle d'Abidjan, mais nettement supérieure à celle de São Paulo

ou de Séoul. Ce taux est retombé aujourd'hui à 65 %.

Quatre cent cinquante personnes quittent chaque jour le pays. La loi de son succès tient, pour l'essentiel, à sa parfaite maîtrise des techniques d'assèchement et de stabilisation des sols. Depuis lors, la firme allemande a radé les plus gros contrats : autoroute Lagos-Ibadan, extension du port d'Apapa, construction d'un nouveau pont sur l'île d'Ikeja, le Kingsway-Bridge (entre Ikoy et Victoria), usine d'assemblage Volkswagen, sans oublier la longue voie circulaire qui ceinture la capitale.

Lagos n'a pas, pour autant, vu résoudre ses problèmes de circulation. En janvier 1977, le gouvernement militaire, craignant que l'organisation du Festival des Arts nègres n'entraîne une asphyxie totale, prit une mesure expéditive de police à 18 heures, les véhicules dotés d'un numéro d'immatriculation commençant par un chiffre pair seraient autorisés à circuler, les autres à se garer. Le dimanche, la circulation serait libre. Le projet fut abandonné, mais de courte durée. Les Lagosiens tournèrent l'obstacle en utilisant de fausses plaques. Les plus fortunés s'offrirent une seconde voiture. Le marché des automobiles, depuis lors, ne s'en porta que mieux. En six mois, soixante mille nouveaux véhicules firent leur apparition dans les rues de Lagos.

Bien qu'il engloûtisse plus de 40 % des investissements du secteur public, le réseau d'autobus est nettement insuffisant. La plupart des administrations et des entreprises ont mis sur pied leurs propres transports, aggravant ainsi les embouteillages. Au surplus, la circulation se concentre le long de l'axe unique nord-sud. L'insuffisance du sous-sol rend impossible la construction d'un réseau souterrain. Seule solution envisageable, la mise en service de trains à grande vitesse n'est pas une panacée. Elle devra s'accompagner d'une décentralisation de l'activité économique.

La création d'un centre du Nigéria, d'une nouvelle capitale — Abuja — bien qu'elle réponde aux vœux des militaires, n'est donc pas, économiquement parlant, une entreprise superflue. Cette Brasília africaine pourrait voir le jour dans les années 1980-1990. En attendant, Lagos continue à croître, payant au prix fort la rançon de la formidable croissance de l'économie nigérienne, due au boom pétrolier. Il serait réaliste, et sans doute vain, d'espérer ralentir l'essor de la capitale. Mieux vaut tenter d'opérer une décentralisation progressive mais irréversible. Après avoir pratiquement réussi la décongestion du port — une quarantaine de navires seulement mouillent désormais en permanence en rade de Lagos,

assez peu répandus. Les nouveaux arrivants s'emparent, en effet, d'une petite cabane familiale « en dur », en attendant des jours meilleurs.

Les autorités ont certes encouragé la construction de plusieurs groupes d'immeubles de taille moyenne, où chaque famille dispose d'un appartement digne de ce nom. Mais ces programmes dont bénéficient le plus souvent les familles des fonctionnaires, demeurent l'exception.

Peu de données statistiques, nulle carte, aucun cadastre, Lagos, c'est l'urbanisation « sauvage » à l'état pur. Aucun plan, ni à l'échelle nationale, ni à son développement, dont les seuls repères sont les longues d'ordre « naturel ». Il est vrai que la ville, au cœur d'un réseau fluvial et lagunaire sans égal, jouit d'un site portuaire remarquable. Mais la médaille a son revers. La multiplication des ruptures topographiques gêne les communications, complique la tâche des urbanistes. Le sol est très plat et l'écoulement des eaux très faible. D'où la nécessité de nombreux programmes d'assèchement et de drainage. L'extrême porosité du sous-sol exige, en outre, avant toute construction, de coûteux travaux de fondation.

La terre est rare. La croissance de la ville a épuisé les dernières phases d'urbanisation des marécages, entraînant à chaque fois des déplacements de population. La spéculation foncière est un phénomène récent, sensible dans les quartiers centraux. Dans l'île de Lagos, le mètre carré de terrain vaut l'équivalent de 2 700 francs, quarante-cinq fois plus que dans le quartier continental

d'Agege. Ces prix peuvent sembler modérés si l'on se réfère à d'autres capitales du tiers-monde au développement comparable, telles Séoul ou Hong-Kong. Pourtant, l'importance des coûts de construction et celle des profits du secteur privé (30 % des logements) se conjuguent pour accélérer la spéculation. Pour les plus pauvres, le loyer représente environ un cinquième du revenu familial. Très récemment, les autorités ont tenté d'assainir et de régulariser le marché foncier en acquérant à bon prix de vastes terrains dans la périphérie. En dépit de ces efforts, Lagos ne bénéficie toujours pas d'une véritable politique du logement. D'autant qu'il se trouve toujours un fonctionnaire peu scrupuleux pour accorder — moyennant quelque dash (bakichich) — une dérogation au promoteur.

Lagos ressemble à un immense chantier bariolé de buildings et parcouru d'autoroutes urbaines. De ce bouleversement précipité naît un paysage inattendu, d'une étrange patiosse proche du fantastique. L'espace d'un instant, on aperçoit, au détour d'une avenue, la silhouette d'une cathédrale baptiste étonnée entre deux gratte-ciels, ou se trouve soudain nez à nez avec un toboggan de béton inachevé. Entre deux échangeurs routiers, paissent quelques chèvres étiées, tandis que des gamins viennent à terre de football sous les piles d'un pont. Leur famille, joyeuse et endimanchée, entoure deux jeunes mariées, pose devant l'objectif d'un photographe, sur une église, superbement indifférente au vacarme incessant des automobiles. La nuit, dans le miroitement de la lagune, la ville devient plus douce, presque belle.

Julius Berger, de Wiesbaden

La nécessité de doter Lagos d'une infrastructure routière moderne a fait, à l'origine, l'entreprise de travaux publics venus de Wiesbaden. Avec vingt-deux mille salariés — dont trois cent quarante expatriés — Julius Berger Nigéria Ltd est aujourd'hui le premier employeur privé du pays. La liste de ses succès tient, pour l'essentiel, à sa parfaite maîtrise des techniques d'assèchement et de stabilisation des sols. Depuis lors, la firme allemande a radé les plus gros contrats : autoroute Lagos-Ibadan, extension du port d'Apapa, construction d'un nouveau pont sur l'île d'Ikeja, le Kingsway-Bridge (entre Ikoy et Victoria), usine d'assemblage Volkswagen, sans oublier la longue voie circulaire qui ceinture la capitale.

contre trois cent cinquante en 1974, le gouvernement a mis à l'étude la réalisation d'un nouveau complexe portuaire à une centaine de kilomètres à l'est de la capitale.

Pour maîtriser — enfin — le développement de ce monstre urbain, une première étude de planification a été confiée en 1964 à une mission des Nations unies. L'élaboration des grands projets d'infrastructure (extension du port, modernisation de l'aéroport, investissements de la compagnie nationale d'électricité) a souvent donné lieu à des conflits de compétence entre des administrations nées, principalement par la recherche du profit. D'autant que jusqu'en 1975 Lagos fut à la fois la capitale du Nigéria et celle de l'Etat de Lagos. En 1974, une unité chargée d'étudier le plan directeur de la capitale a été constituée au sein du ministère des travaux publics de l'Etat de Lagos. Elle recommande notamment la modification du système fiscal en vigueur, trop lié à ses vœux et l'adoption d'un impôt sur les plus-values.

L'insuffisance des ressources financières explique en effet pour une bonne part la pauvreté des infrastructures. L'électricité ? Pas à une demande qui s'accroît annuellement de 15 %. La Compagnie nationale de distribution procède à d'incessants délestages. L'approvisionnement en eau courante ? A l'égout, quartier populaire de trois cent mille habitants, l'eau potable se vend 30 kobo le seau (2 F français). La salubrité ? Dans les grandes avenues du centre, des ouvriers creusent les égouts à ciel ouvert à l'aide d'une pelle et d'un râteau. Non loin de là, un quartier « brésilien », une montagne de détritus, une poubelle à ciel ouvert, le téléphone ? Obtenir une communication, du premier coup, relève du miracle. Matériel ancien, centraux saturés, câbles souterrains mal protégés, manque de personnel qualifié. Plusieurs milliers de lignes sont « perturbées » en permanence. Selon les experts, l'extension et la modernisation du réseau — qui vient de donner lieu à un appel d'offres international — permettront de réduire de 35 % la circulation automobile. Lagos est la ville des « courriers » et messages en tout genre.

Ingrate, surpeuplée, épuisée, Lagos sécrète la violence. L'escalade de la criminalité y est alarmante : des bandes de pirates émeut la rade ; des malfaiteurs nocturnes dévalisent les automobilistes, défilant la police jusqu'au cœur de la ville ; le lynchage est monnaie courante. Le dimanche à l'aube, les criminels de tous courants sont passés par les armes à Bar Beach, jolies plages de sinistre réputation. Le spectacle fait rage.

(1) Voir Key elements and indicators of the national system of forces for a regional planning in Nigeria. Lagos.

ENQUÊTES PRÉCÉDENTES : Chicago (11 janvier 1978) ; Los Angeles (18 janvier) ; Londres (17 février) ; Mexico (18 février) ; Shanghai (15 février).

ECOPLAN
LOCATION LONGUE DURÉE

Une Citroën LN neuve
**sans aucun
dépôt
de garantie**



***48 mensualités fixes**

Avec le nouvel Ecoplan 1978, vous n'avez pas besoin en ce moment de verser un dépôt de garantie pour partir au volant d'une Citroën LN neuve : il vous suffit de verser une première mensualité de 605 F suivie de 47 autres mensualités du même montant.

Ecoplan, chez tous les concessionnaires Citroën.

sous réserve d'acceptation de votre dossier. Carte grise en sus. Tarif n° 132 du 13.2.78.

Citroën - Relations Clientèle - Tél: 631.31.33 - B.P. 77-92350 Le Plessis-Robinson.

CITROËN

Modèles 78: garantie un an.

مركز الاموال

pétrolier

Clin d'œil Hi-fi à l'intox

LE courageux électrophone qui me fut fidèle pendant quelques années étant à bout de souffle — il méloit d'étranges gémissements aux préludes de Chopin et grognait sur les toccatas de Bach. — J'ai enfin choisi, pour être dans le ton, la haute fidélité.

En pénétrant dans cet établissement spécialisé, et recommandé par des mélomanes avisés, j'ignorais tout... de mon ignorance. Des conseils divers et contradictoires m'avaient cependant été dispensés par des propriétaires de chaînes sophistiquées :

« Ne choisissez pas le compact, trop fragile !

— Achetez ampli, platine, tuner et encaintes dans la même marque !

— Surtout ne prenez dans chaque marque que ce qu'il y a de meilleur. X est fameux pour les platines mais ne vaut rien pour les amplis, et Y fabrique des haut-parleurs extraordinaires mais vend des tuners défilés...

— Ce qu'il vous faut, c'est un engin qui crache au moins 40 watts !

Le vendeur vit tout de suite à qui il avait affaire en m'acquiesçant dans un auditorium rempli, du plancher au plafond, de merveilleux engins à boutons, cadrans, monettes et voyants lumineux, dont certains faisaient impérieusement penser au tableau de bord d'un 747.

Quand j'eus fait une description sommaire de mon salon, le technicien eut une moue dubitative : pas de moquette, une grande baie vitrée, des murs peints, des rideaux de soie et non de velours, 2,60 mètres sous plafond, trop de tableaux, pas assez de meubles, bref, ma situation acoustique n'était pas des meilleures. La haute-fidélité ne s'accommodait pas, semblait-il, de tous les intérieurs.

« Celui-ci est assez esthétique, dit-il, en montrant un ampli-tuner, sobre, façade de verre fumé constellée de boutons nickelés.

— Tôt, tôt, en matière de chaîne stéréo, monsieur, l'esthétique passe en dernier. Ce que vous voulez, n'est-ce pas, c'est entendre de la musique, avoir Tellemann chez vous ? »

Et les propositions fusèrent tandis que, pressant des touches qui mettaient en action les divers éléments combinés des chaînes en présence, le vendeur, tel Jupiter, envoyait dans le local des flots d'harmonie qu'un sourd eût entendus à 1 kilomètre de là.

« D'abord la platine : entraînement direct avec moteur à sole continu sans balai ni frottement, muni d'un dispositif photo-luminescent de détection, d'une absorbeur de résonance lui-même agencé d'un anti-skating et du verrouillage à quartz. Avec ça, vous avez un taux de pleurose et de scintillement inférieur à 0,06 %.

— Ah ! Si elle ne pleure pas, tant mieux, je ne voudrais pas que mo... ne ait du chagrin. »

Le vendeur me jette un regard sévère. On ne plaisante pas avec la technique. Et, si j'ose dire, il enchaine :

« Passons à l'ampli-tuner : celui-ci a une puissance sinusoïdale garantie de 4 ohms. L'important, c'est le niveau de saturation de la distortion harmonique. Avec un loudness et un monitoring vous êtes sûr de votre écoute, et le diffuseur de cassettes est muni d'un dolby.

— A quoi ça sert ?

— Ça vous coupe le souffle... Mais, bien sûr, ça écrête un peu les aigus !

— Ah !

— Mais, avec cet appareil, vous pourrez goûter sagement les bandes au bixyde de chrome...

MAURICE DENUZIERE.
(Lire la suite page 18.)

Cartes postales et photos anciennes pour réchauffer nos vies de papier glacé

DEPUIS plusieurs années, les amateurs de photographies anciennes et de cartes postales illustrées de la « Belle Époque » ont vu quintupler leurs effectifs tant et si bien que, en mai dernier, a été organisé à Chalon-sur-Seine, patrie de Joseph Nicéphore Niepce, inventeur de la photographie, un véritable concile de la carte postale.

Quelles sont les raisons de cette vogue, de cette mode nouvelle ? Le besoin, sans doute, pour ceux qui vivent dans un univers mécanisé, sans assez de fantaisie, où le pittoresque du quotidien disparaît peu à peu, de se pencher sur un passé qu'on pare de couleurs idéales avec le regret de ce que fut et qui n'est plus. Cela n'est vrai qu'en partie, il n'est pour s'en convaincre que de relire Zola, Maupassant ou la Vie d'un simple de Guillaumin pour constater que l'époque de la douceur de vivre, si agréable pour quelques-uns fut si dure et impitoyable pour beaucoup d'autres.

Comment devient-on collectionneur de photographies ou plutôt « photologue » pour employer un néologisme créé par Yvan Christ, possesseur d'une collection de trente mille photos anciennes et de cartes postales pour lesquelles, pour ce qui concerne les premières, il a adopté deux formules : « la capitale avant Hausmann », la « cathédrale avant Viollet-le-Duc ».

Paris avant 1870

Cet extraordinaire ensemble — dont les plus précieux spécimens sont conservés dans des coffres — a permis à son heureux possesseur de publier des ouvrages où Paris joue la vedette et de prendre la direction d'une nouvelle collection, « L'univers de la photographie », dont le premier volume la Vie familière sous le Second Empire vient de paraître (1).

Yvan Christ doit sa vocation de photologue à un album de Louis Cherannet Paris tel qu'il fut, paru en 1943, où des photos



prises avant 1870 lui révélèrent une ville fantomatique, captée par les premiers photographes. Ces photographes, qui s'appelaient Nadar, Marville, Atget, Erment, ont laissé une œuvre importante dont la bibliothèque historique de la Ville de Paris possède une très intéressante collection commencée en 1871 et qui réunit douze mille épreuves pour Paris, et mille pour la banlieue, prises entre 1850 et 1914. Cet ensemble, qui est dû à Atget (rues, petits métiers, boutiques, enseignes), Erment (travaux et fouilles), Marville (monuments de Paris sous le Second Empire), représente une mine de renseignements et une documentation irremplaçables.

A ce fonds important, il faut ajouter les photographies prises avant démolition de toutes les maisons disparues réalisées pour la commission de Vieux Paris, des scènes de la rue (avec une importante documentation sur la Commune, par exemple), des por-

traits dus à Nadar (Second Empire) et cent quatre-vingt-dix mille diapositives de verre ayant pour sujet l'histoire de Paris. Enfin, les acquisitions, abandonnées depuis 1914, ont été reprises en 1971 et ont permis de réunir une œuvre importante due à Doimeau, René Jacques, Pierre Jahan et les frères Seeborgen, qui couvrent la période qui va de 1800 à nos jours (2).

Si les heureux collectionneurs qui possèdent des photographies originales prises par Marville représentant en « histoire » les anciens monuments de Paris aujourd'hui disparus, car les documents de format 30 x 24 atteignent les coquilles sombres de 5 000 francs à Paris et de 10 000 francs à New-York. C'est la rançon du succès et de l'engouement qu'ont connu les cartes postales qu'on paye de plus en plus cher. C'est ce qu'on peut constater en feuilletant l'Argus d'été de 1977, catalogue des cartes postales illustrées de collection où des vues des villes et des villages, qui cotent 0,25 francs il y a dix ans, valent actuellement (et

surtout si elles sont peuplées de personnages) de 55 à 77 francs. Et que dire des effigies de vedettes vendues 11 y a une quarantaine d'années dans les bazars. On ne pourra acquiescer la photo de Mme Colette, qu'en payant 100 francs et celle de Daria, la tragédienne de la chanson (décédée récemment) qu'en versant la folle somme de 80 francs.

Pour M. Claude Sueur, ancien collectionneur devenu marchand, et qui possède un très grand ensemble de cartes postales de toute la France classées par départements et la vogue de la photographie s'explique par un besoin d'enracinement où, dans un monde déshumanisé, les cartes postales peuvent opérer un retour aux traditions. M. Sueur aimerait démocratiser la vente des cartes postales et des photos anciennes dont les vrais amateurs se heurtent actuellement à une spéculation effrénée (3).

Aujourd'hui, la carte postale, ou plutôt l'industrie de la carte postale, survit sans fantaisie. On dirait que la vie quotidienne qui fut si en henné à la « Belle



PARIS : La grande rue de la Seine (janvier 1910). Sauveteurs secourant une famille qui se noyait. Un sauveteur transportait un homme, lequel sauve lui-même son serin enfoncé dans une cage. — ND Photo.

Époque » n'inspire pas nos modernes imagiers. Il ne restera de notre univers pour les généra-

tions futures qu'une image de villes figées, désertées par leurs habitants. Il est vrai que le spectacle des rues submergées par une marée, un océan de voitures n'est guère inspirant. Comme nous sommes loin d'Atget de son « marchand de lacets », de son « tondreur de chiens » et de son « ramasseur de mégots », gentilles images où la pauvreté n'excluait pas le goût de vivre et où l'humour des gavroches et des titis n'avait pas cédé la place à la tristesse incoercible des longes de banlieue.

ANDRÉE JACOB.

(1) Yvan Christ : La Vie familière sous le Second Empire (l'univers de la photographie), un vol. 24 x 32, 128 pages, 156 photographies. Cartonné, sous couverture en couleurs, 75 francs.
(2) Bibliothèque historique de Paris, 84, rue Pavée, Photodéque ouverte au public, jours ouvrables de 9 h. 30 à 18 heures, y compris le samedi.
(3) Claude Sueur, 25, rue Charlot-V. T.R. : 272-61-00.

Les parfums français perdent le nez des Américaines

A PRES avoir longtemps régné en maîtres absolus sur le marché américain, les parfums français sont aujourd'hui battus en brèche par des « jus » américains : le parfum le mieux vendu aux États-Unis n'est pas Chanel N° 5, Arpège ou Shalimar mais Charlie, de Revlon. Patou, Dior, L'Oréal sont délaissés au profit de Helston, de Noroil.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, ce n'est pas le politique français dans le Proche-Orient qui est la cause de ce renversement, mais l'attitude « publicitaire » des firmes françaises. En effet, le nombre de femmes qui s'achètent des parfums a considérablement augmenté ces dernières années (ce ne sont plus les fiancées, les amantes, les maris qui les achètent, mais les femmes elles-mêmes) et les grandes marques françaises, trop orgueilleuses et fortes de leur prestige, n'ont pas daigné aller au-devant d'elles. Les firmes américaines (Avon, Estée Lauder, etc.) en se livrant

à une coûteuse étude de marché, s'aperçurent que le nombre de femmes qui travaillaient pouvait considérablement augmenter et que, ensuite, elles s'achèteraient des parfums économiques et qui pourraient durer toute la journée. Leurs laboratoires mirent alors au point des essences trois fois plus concentrées que les essences françaises. Enfin, elles entreprirent des campagnes publicitaires sapéennes, dans un style non plus élitiste, non plus axé sur le côté chic et luxueux du parfum, mais sur son rôle social (le rôle qu'il joue pour faire prospérer le carrière ou les relations sentimentales).

L'exemple de la haute couture

Certes, comme le dit un opéariste américain, « les Français ne croient pas vraiment que l'absence de parfum peut provoquer une détérioration des liens de famille ou d'amitié », mais les Américaines le croient

et c'est elles que les marques françaises ont osé de persuader.

Ainsi, les marques américaines se trouvent aujourd'hui non seulement dans les drugstores, mais dans les supermarchés et se vendent à des prix abordables, quand ce n'est pas au rabais. L'Américaine moyenne achète aujourd'hui son parfum comme son rouge à lèvres et ses bas, presque automatiquement. Ce n'est plus pour elle une affaire d'Etat.

Pour garder sa place sur le marché américain, la haute couture doit se convertir, dans les années 80, au prêt-à-porter. Les vins de Bordeaux devenus trop chers furent balayés du marché américain et n'y reprirent pied qu'en « rabaisant » leur coupe. Les parfums français sont à leur tour menacés aujourd'hui et seule une révision déchirante de leur « philosophie » commerciale pourrait leur permettre de garder pied aux États-Unis.

LOUIS WIZNITZER.

VIENT DE PARAÎTRE
Un dossier du Monde
L'ÉCOLOGIE
enjeu politique
En vente partout - 10 F

64 600 000 000 782 Vichy 4 x 800

« C'EST PAS TROP LEON ? »

PENSES-TU ! POUR UN PLAISIR QUI FAIT DU BIEN !

Jacques Charnoz

Buvez Vichy Saint-Yorre

UN PLAISIR QUI FAIT DU BIEN !

AMBRE

**SPECIALISTE
DE LA MODE
A PARTIR DU 44**

*Vous présente
sa Collection de
Robes et Ensembles
Printemps-Eté*

83 av. du Général-Leclerc PARIS 14^e
Centres commerciaux
BELLE EPIQUE-PARLY 2-VELIZY 2
CRETEIL-LYON
LIMOGES-NANCY-MULHOUSE

DES COIFFURES SOUS LE CASQUE DU PETIT ÉCRAN

Deux tendances ressortent des styles de printemps des grands coiffeurs parisiens, Corita et Alexandre. Ils coiffent les têtes couronnées, les épouses du monde officiel, certaines candidates aux élections, etc. Bref, les Who's Who français et internationaux.

Exercer leurs talents sur les speakerines de la télévision et sur le monde du spectacle, ils entrent dans tous les foyers par ce biais, leurs idées sont alors suivies par un vaste public, susceptible de demander la coupe, la couleur ou les frises de telle étoile, de Romorantin à Haguenau.

Roy et Maria Carita viennent de s'adjoindre leur neveu Christophe, brun, barbu aux

cheveux courts. A vingt-huit ans, il se signale par des coiffures lisses et douces, à base de coupes, souvent asymétriques, que ses clientes pourront entretenir elles-mêmes cet été. Les cheveux sont courts ou mi-longs, encadrant le visage au ras du menton ou du cou. Le temps d'une soirée ou d'une permanente « nuage », on peut les boucler en coiffures un rien pousuées, d'un charme discret mais certain.

Alexandre, pour sa part, préfère les cheveux flous aux épaules, en boucles naturelles ou en postiches à crinière de cavale. Sa dernière coupe est arrondie en forme d'éventail, à rale médiane ou sur le côté, puis bouclée à la permanente.

Quelques petits chignons se dressent sur le sommet du crâne, à partir de mèches roulées et serrées à l'aiguille, dénotant le cuir chevelu. Le célèbre coiffeur raconte avoir trouvé son inspiration dans les tribus kau, en Afrique centrale, où se pratique la polyandrie, les femmes choisissant leur époux — leurs beaux — pour sa beauté — leur beauté — et son maquillage de boue rouge. L'histoire ne dit pas s'ils ont les cheveux longs.

NATHALIE MONT-SERVAN.



ALEXANDRE : coiffure du soir à longue crinière en postiche sur une coupe à frange vaporisée et bouclée, et côtés mi-longs, tirés en mèches roulées et serrées vers le haut du crâne.
CARITA : coupe à frange de Christophe avec mouvement asymétrique dénotant une oreille, le tout traité lisse, légèrement gonflant.
(Dessins de MABEQ.)

TRENCH DU 21 AU 28 FEVRIER



TRENCH
non doublé, beige
pur coton
575F

MADÉLIOS
PLACE DE LA MADELEINE - PARIS
POUR CEUX QUI SAVENT CHOISIR

Le SDE 850 sèche les cheveux en quatre

DERNIER-NE de la gamme des sècheurs à cheveux coiffants : le Braun SDE 850. Il s'agit d'un appareil à « sensor » à ce thermostat électronique qui permet de sélectionner la température adaptée aux différents cheveux pour le séchage et pour la mise en pli.

Le SDE 850 répond aux nécessités de l'évolution du marché sur le plan international. Avec l'augmentation de la pollution et de leurs activités, les Françaises augmentent le rythme de leurs shampoings, pratiqués le plus souvent à domicile. Les coiffures lisses à la brosse soufflante (brushings) apportent une solution pratique aux consommatrices qui voyagent ou font du sport, tout en souhaitant tenir leurs cheveux gonflés, bouclés ou ondulés, et ce, en un temps minime.

Le Braun SDE 850 est vendu avec un jeu de cinq accessoires : deux brosses, un peigne, un fer à friser et un concentrateur d'air (300 F), chez les concessionnaires de la marque. — N. M.-S.

Clin d'œil

HI-FI A L'INTOX

(Suite de la page 17.)

— Passons au haut-parleur...
— Il vous faut une bonne paire de baffes... Ne pas mesquiner sur les enceintes, voilà le secret... La meilleure enceinte, voilà le secret... La meilleure enceinte, monsieur, c'est celle qui s'efface devant la musique. La transparence, le flux exponentiel, dépendent de la répartition des composants inductifs. Celles-ci — le vendeur désigne deux caisses d'écouleur, roses comme des réfrigérateurs pour famille nombreuse — ont une directivité accusée mais une réticence à descendre dans les graves. Celles-là — le vendeur en montre d'autres qui ressemblent à des pare-feu modern style — ont aussi deux voies mais elles sont munies d'un cône passif, d'un pavillon exponentiel avec tweeter et woofer fondus. Leurs courbes de réponse sont droites comme des...
— Ah !

— Et surtout, ajoute-t-il confidentiellement, pas de diffusion. Avec ça, vous touchez la vérité à 0,0003 %.
— Diable ! Nous ne serons jamais plus proche de la vérité, je le crains.
L'homme pousse un soupir que le dernier des dolby japonais ne pourrait pas atténuer. — Naturellement, termine-t-il d'un air légèrement méprisant, tel que vous m'avez décrit votre salon, l'objectivité de l'audition ne sera pas atteinte aisément, car le truchement des réflexions peut ombrer des surprises, surtout dans les octaves à vent. Mais si vous ajoutez, à l'ensemble, un égaliseur qui rendrait votre chaîne intelligente, on pourrait peut-être rattraper les divagations de l'impédance. Vous voilà informé. Que décidez-vous ?
— Je crois que je vais déménager, monsieur.
MAURICE DENUZIERE.

**TOUTES
LES CUISINES
DANS
LES MAGASINS**

SieMatic
Cuisine 1

44, avenue du Général-Leclerc-75014
Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 20 h sans interruption, le vendredi 22 h.
37, rue de Valenciennes-75004
Entre l'Hôtel de Ville et le Château. Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 20 h sans interruption, le mercredi 22 heures.
Centre Commercial de Roissy 2-93110
Lundi : 11 h 30 à 20 h, Mardi à vendredi : 11 h à 22 h, Samedi : 10 h à 20 h.

CeBIT '78. Rester disponible pour les tâches décisives.

19-27 Avril. Centre de l'équipement de bureau et de l'information à la Foire de Hanovre.

CeBIT '78 à la Foire de Hanovre : une occasion unique de faire le point de tant de nouveautés. Une occasion unique de dialoguer avec autant d'interlocuteurs d'une telle compétence. Une occasion unique de découvrir un tel éventail des réalisations les plus récentes en matière d'organisation des tâches dans l'entreprise.

CeBIT '78 : pour une meilleure évaluation de l'impact des derniers développements technologiques, pour un flux d'information plus rapide, pour une meilleure communication, pour une meilleure stratégie des tâches.

Le CeBIT '78 vous fera découvrir des solutions nouvelles qui vous permettront, ainsi qu'à vos collaborateurs les plus proches, de vous dégager des activités de routine, vous faisant ainsi gagner un temps précieux qui pourra être efficacement mis à profit pour les tâches vraiment décisives.

**CeBIT: Management
by Information**

Foire de Hanovre '78

19-27 Avril. Centre de l'équipement de bureau et de l'information à la Foire de Hanovre.

CeBIT (Halls 1 et 18) : Pour recevoir le guide de la Foire de Hanovre '78 et le prospectus technique du CeBIT, programme présenté par chaque des Marchés Professionnels de l'Exposition, le prospectus technique du CeBIT, le catalogue des manifestations spécialisées, l'annuaire des exposants, le présent coupon à retourner à :

Office de la Foire de Hanovre, c/o Messageries de la Presse, 16, rue Vézelay, 75008 Paris.
Tél. : 367 55 55, 367 55 56, 367 55 57.
Fax : 367 55 58, 367 55 59, 367 55 60.

Organisme de l'équipement de bureau, équipements techniques pour la documentation, services conseils, assistance, publications, documentation, etc.

TEMPS

Manières GRIPPE DE

La grippe est une maladie virale, contagieuse, qui se transmet par les gouttelettes de salive ou de mucus. Elle se caractérise par une fièvre, des courbatures, une toux, un écoulement nasal, etc. Elle est due à un virus, le virus de la grippe, qui se multiplie dans les cellules de l'épithélium respiratoire. La grippe est une maladie bénigne, mais elle peut être dangereuse pour les personnes âgées, les personnes atteintes de maladies chroniques, les personnes immunodéprimées, etc. Elle est traitée par des médicaments antiviraux, mais le meilleur traitement est le repos et l'hydratation.

moquette avec les aud

La moquette est un revêtement de sol qui se compose d'un tissu ou d'un feutre sur lequel sont fixés des poils ou des fibres. Elle est utilisée pour recouvrir les sols intérieurs et extérieurs. Elle a de nombreux avantages : elle est douce au toucher, elle est résistante à l'usure, elle est facile à nettoyer, etc. Elle est disponible en de nombreuses couleurs et textures. Elle est souvent utilisée dans les maisons, les bureaux, les écoles, etc. Elle est aussi utilisée pour recouvrir les sols des véhicules.

SEVRE 33

PULLOVER
DE MARQUE
SECOND CUIR

16, rue de Valenciennes
Tél. : 367 55 55

صكنا من الاموال

Manières

GRIPPE DE GRAND-MÈRE

La grippe ! So première idée fut de se soigner lui-même. A la façon de sa grand-mère : diète, chaleur, lit, tisanes. Ou à celle de son grand-père : lit, chaleur, grog, diète. Le coup du chapeau ? Haut de forme et au pied du lit. Lorsque, grog aidant, les hauteurs de forme sont plusieurs, il n'est plus que de s'endormir, puis de se réveiller, guéri.

Pourtant il fit venir le médecin : « Il ne faudrait pas que ça vous retombe sur la poltrone, assura le docteur, je vais vous donner des antibiotiques ! »

Hou... Ce n'est pas que je n'aie les blennies des antibiotiques, docteur. Dans les cas graves, ils font des merveilleux. Mais ma grippe... Je pense la soigner comme ma grand-mère...

Vous retardez de cinquante ans, mon cher ! Et d'abord, cela traînerait une semaine, tandis qu'avec ça, et ça, après-demain... Il prit les trois médicaments, en pilules, en gélules, en tablettes. Ils lui détraquèrent l'intestin et il dut faire revenir le toubib : « Cela ne sera rien, je vais vous donner un médicament. L'affaire de deux jours ! »

L'intestin alla mieux. Mais les antibiotiques agissent sur le foie. Les derniers assauts de la maladie se conjuguèrent avec des nausées pleines d'entrain. La médecine revint : « Diable ! c'est de l'allergie. Je vais vous donner autre chose. »

Pas d'antibiotiques, j'espère ? Si, mais d'autres. Des innocents. Avec aussi un nouveau médicament qui contrebalait leur action néfaste.

Vous ne croyez pas, docteur, qu'en arrêtant tout ?... Juste un peu de tisane et de diète...

Mon cher, nous ne sommes plus en 1920 ! La maladie, cela se soigne. Vous allez voir qu'avec cette ordonnance cela ira mieux !

Cela n'alla pas mieux. Le foie en prenait un grand coup. L'intestin ne retrouvait pas sa forme. La fièvre ne savait plus à quel elle devait sa victoire : à la grippe ou aux remèdes. Alors il songea à sa bonne grand-mère. Il resta couché, à la diète, au chaud, chassant la phlegme à grands coups de tisane. Il va mieux, merci.

Ce matin, en se levant, il a jeté 572 F de médicaments inutilisés. Inutiles, mais remboursés par la Sécurité sociale.

COURTINE.

Trouvailles

Maison

Ben joint

L'hiver est toujours là et il n'est pas trop tard pour penser à l'isolation des portes et des fenêtres. Pour calfeutrer leurs interstices, un nouveau type de joint a une consistance pâteuse au moment de son application et durcit au cours des trois heures suivantes. Ce produit à base de silicone s'applique, sur bois ou métal, à l'aide d'un pistolet spécial ; on se polymérise, il épouse, par moulage, l'encadrement exact des fenêtres et portes. Ce joint quasi transparent demeure élastique et ne se décolle pas.

Catalogues

Dans le placard

Signe avant-coureur du printemps, les catalogues de vente par correspondance viennent de paraître. Sur celui de La Redoute, une armoire en panneaux de contre-plaqué à peindre est conçue pour ranger du matériel de loisirs encombrant : articles de pêche, équipement de chasse ou de photo-cinéma. Le côté droit mesure 1,53 m de haut, 35 cm de large et 53 cm de profondeur ; le côté gauche est équipé de trois tablettes (315 F, page 558). Aux Trois Suisses, un fauteuil entièrement pliant s'installe au jardin ou sur une terrasse. Son pliant est en acier marron et l'assise, en toile synthétique beige, est de forme évasee. Replié, le fauteuil ne prend guère plus de place qu'un gros parapluie (95 F, page 537).

Gadget

Boissons brûlantes

L'hiver, il est agréable de se réconforter avec une boisson brûlante. La firme finlandaise Italia vient de créer des gobelets en verre fin qu'on tient, sans se brûler les doigts, par un anneau-pince terminé par une anse. Ce cercle d'acier étiré, le gobelet peut servir de verre de table. Trois tailles conviennent aux diverses boissons : le verre à punch (36 F), celui à thé ou à vin chaud (40 F) ou le grand modèle pour le café irlandais (46 F). Ces gobelets — ainsi que de belles assiettes finlandaises en verre strié de fines ondulations — sont vendus dans la nouvelle boutique Arcaso, spécialisée dans les arts de la table scandinaves.

Papeterie

Les bons comptes

Le carnet de comptes « Mon budget », réalisé par les Editions de l'Épargne fête son vingtième anniversaire. Si le format s'est un peu agrandi, la présentation groupe toujours sur une double page mensuelle les dépenses courantes du foyer, celles d'équipement et de renouvellement, les charges fixes et le bilan du mois. En fin de livret, quatre tableaux permettent de récapituler les dépenses et recettes à l'année. Un bon moyen pour gérer son budget et savoir « où l'on va ». La partie centrale du carnet de comptes est un orsacule, que l'on peut détacher, consacré à des conseils pratiques.

Clin d'œil

HI-FI A L'INTO

SteMatic Cuisine 1

inible po
ives.

La moquette avec les audaces du tapis

Le sol, ou plus exactement son revêtement, est souvent le « parent pauvre » de la décoration d'une pièce. On y pense après le choix (et la pose) du revêtement des murs et parfois des rideaux, et pourtant cette grande surface horizontale a un impact visuel important. Dans le domaine des moquettes, un nouveau style apparaît : créé par des décorateurs ou des éditeurs de tissus, il concerne des tapis à tout petits dessins qui apportent une façon différente d'envisager le décor du sol.

Une moquette unie peut être jugée trop « plate » et fade au regard ; choisie dans un coloris sombre ou très clair, elle sera parallèlement saillante. De teinte vive, on se lassera vite d'une surface aussi agressive. Une moquette à grands dessins contemporains a une présence décorative indéniable. Mais elle doit être, impérativement, la base de tout aménagement, car il est pratiquement impossible d'y juxtaposer un revêtement mural et des tissus autres qu'unis. Pas trop sage ni trop excentrique, la moquette à petits dessins discrets devrait satisfaire ceux qui désirent changer d'ambiance sans bouleverser tout l'aménagement d'une pièce. Ces motifs, qui sont limités des jeux de couleurs assez timides, s'accroissent du volume de tissus imprimés, utilisés pour des rideaux ou des sièges.

Les moquettes à petits dessins ont tissées en pure laine en 170 cm de large. C'est un revêtement cher, mais qu'on peut doter pour une seule pièce : un salon ou une chambre. Elles ont généralement vendues hors les circuits traditionnels du tapis (dans des boutiques de tapis ou de décoration) et fabriquées, en séries restreintes.

Pierre Frey, connu pour ses tapis contemporains, a créé une collection de moquettes éditées et diffusées par La place Clit. Son modèle « Risère », surface bouclée, est un jeu de damiers en camaïeu de bleu, vert clair ou brun. Un tout nouveau dessin de balais très stylisés, forme de gros points pastels rose, vert, bleu) sur fond blanc. Les moquettes valent respective-

ment 205 F et 244 F le mètre linéaire. Mannel Canovas a conçu pour Indigo une moquette à velours coupé existant en duo : un pointillé beige, bien vert ou gris sur fond écru (« Pigea ») ou inversement, pointillé écru sur fond de couleur (« Dunes », 301 F le mètre).

Le décorateur britannique David Hicks présente, dans sa boutique parisienne, ses moquettes à velours bouclé, dont les graphismes géométriques associent petits carrés et croix selon diverses dispositions. La plus réussie est une sobre harmonie de gris, noir et blanc (360 francs le mètre). Pour rénover le décor d'une moquette unie, il propose d'y étaler de grandes carpettes indiennes : en laine, les dessins curvilignes sont pastels sur fond beige ; en coton, les figures géométriques sont de tons vifs.

Yves Halard a créé des moquettes qui s'accroissent aux imprimés de ses collections de tissus. En combinant deux ou trois « grilles » de coloris, clairs ou foncés, il a obtenu un graphisme discret qui s'ajoute à tous les éléments décoratifs d'une pièce (de 160 à 180 francs le mètre). La styliste britannique Tricia Guild a imaginé une moquette à mouchetures blanches sur fond pastel ou brun, qui s'harmonise avec ses tissus à petits jeux de fond. Cette moquette, qui vaut 260 francs le mètre, est vendue dans son antenne parisienne Designers Guild. La boutique Etamine diffuse aussi les moquettes de Halard et de Tricia Guild, et présente une moquette en jute, très décorative et pratique dans une maison de campagne ou de vacances. Elle vaut 99 francs le mètre en 90 cm de large et ses jeux de couleurs foncées ressortent sur un fond écru.

JANY AUJAME.

(*) A la place Clit, 35, rue de Valenciennes et 37, rue de Beaune à Paris. Indigo, 15, rue des Saints-Pères, 75006 Paris. David Hicks, 12, rue de Tournefort, 75006 Paris. Yves Halard, 45, avenue Daumesnil et 13, rue Bonaparte, à Paris. Designers Guild, 55, rue des Saints-Pères, 75006 Paris. Etamine, 13, boulevard Raspail, 75007 Paris.

Hausmann/Nation/Party2/Vélizy2/Italie-Galaxie

Printemps



Blazer en serge
55% polyester, 45% laine.
225^F

Jupe étamine
unie laine vierge
et polyamide.
150^F

Chemisier
uni viscose.
79^F

QUINZAINE DE LA VESTE JUSQU'AU 4 MARS.

SÈVRES "33"

PULL-OVERS
DE MARQUES
N SECOND CHOIX

15, rue de Sèvres, Paris
tél. 01 86 63 73

La Pompadour

NOUVELLE COLLECTION
JERSEY
robes, ensembles, manteaux
tailleurs, imper, etc.

FEMMES FORTES
du 42 au 60

32 bis, Bd HAUSMANN
14^e Champs d'Antin

CARNET

Noissances

M. et Mme Gérard Dumont sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille,
Laurence,
le 19 février 1978,
52, rue Labrousse, 75015 Paris.

Fiançailles

M. et Mme Henry GRUNBAUM, M. et Mme Philippe KRAEMER, ont la joie d'annoncer les fiançailles de leurs enfants,
Monique et Olivier.

Mariages

M. et Mme Michel FENELON, M. et Mme Marcel CARLIER, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,
Patricia et Jean-Gabriel, célébré le 25 février 1978 à Marnes-la-Coquette (92430).

Catherine LEFEBVRE et Daniel SALOM sont heureux de faire part de leur mariage, qui a été célébré dans l'intimité,
55, rue de l'Assomption, Paris (16).

Décès

M. et Mme Raymond Boizard, M. et Mme Henry Boizard et leurs enfants, M. et Mme Jacques Boizard et leurs enfants, le docteur et Mme Henri Charreyre, Mmes Florence et Dominique Montiel-Hery, M. et Mme Hedon et leurs enfants, Mme Louis Supérie et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de
M. Raymond BOIZARD, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, docteur en droit, diplômé de l'École libre des sciences politiques, survenu à son domicile, à Paris, le 19 février 1978.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 22 février 1978, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame d'Anteuil, sa paroisse. L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière Notre-Dame de Versailles, dans le caveau de famille. Pour respecter la volonté du défunt, la famille demande à ce qu'il ne soit fait aucun envoi de fleurs.

31, avenue Mozart, Paris (16),
Château de Montberthou,
92400 Montreuil-aux-Lions,
6, rue de Franquerville, Paris (16).

On a en 1973, Raymond Boizard a fait tout sa carrière dans les assurances maritimes, et il a présidé, de 1963 à 1966, le Comité central des assureurs maritimes de France; il était ancien conseiller du commerce extérieur.

Le président,
Les membres du comité de direction,
Et le personnel,
du Syndicat national des courtiers d'assurances et de réassurance,

ont la douleur de faire part du décès de leur délégué général
M. Raymond BOIZARD, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, docteur en droit, diplômé de l'École libre des sciences politiques,

survenu à son domicile, à Paris, le 19 février 1978.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 22 février 1978, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame d'Anteuil, sa paroisse. L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière Notre-Dame de Versailles, dans le caveau de famille. Pour respecter la volonté du défunt, la famille demande à ce qu'il ne soit fait aucun envoi de fleurs.

31, rue d'Amsterdam, 75008 Paris.

Nous apprenons la mort de notre confrère
René DELPECH, décédé le dimanche 10 février à Bouquene-Cap-Martin (Alpes-Maritimes), à l'âge de quatre-vingt ans.

René Delpech avait eu une carrière dans les assurances maritimes, et il avait écrit plusieurs ouvrages, notamment un livre de souvenirs intitulé : « Ce que j'ai vu... ».

Le président et Mme Georges Dillemann, M. et Mme Jacques Dillemann, M. Philippe Lamouche et sa fille, ont la douleur de faire part du décès de
Martha DILLEMANN, survenue le 18 février dans sa vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le 22 février à Andolat (Haute-Marne), suivie de l'inhumation dans le caveau familial.

André ESTEVE, journaliste et historien, nous a quittés le 18 février 1978.

A L'HOTEL DROUOT

Mardi

EXPOSITION
S. 9 - Armes, souvenirs, ordres, médailles, trophées d'orient.
S. 12 - Art contemporain.
S. 14 - Livre, médailles.

VENTE
S. 4 - Grav. Dess. Tableaux. Médailles.
S. 14 - Bibel. Bijoux.
S. 9 - Médailles ant. Fines étrangères.
S. 13 - Faïence, porcel. Boudes pressées.

PALAIS D'ORSAY

EXPOSITION

Obj. d'art et de très bel aménagement.
S. 14 - Dessins ant. Coll. Camille Groult et à div. Pragonard, Watteau, Guardi.
Tableaux ant. Coll. d'un amateur et à div. Pragonard, Watteau, Robert, Tintoret.

Elle reposera dans le cimetière du Val-Romigier, à Marnes (Vaucluse), où elle sera inhumée dans l'intimité familiale.

De la part de :
Mme Eva Mavellier, sa sœur,
Et de toute la famille.
34, rue Claude-Bernard, 75003 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Georges FICHTENBERG, survenu à Paris le 15 février 1978.

De la part de :
M. et Mme Christian Fichtenberg et leurs enfants,
Mme Valentin Bloch et son fils,
M. et Mme Lucien Bernard et leurs enfants.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cabourg.

Mme Jean-Philippe Levahe, son épouse.

Christian, Catherine et Philippe Levahe, ses enfants.

Véronique Rodrigue, sa belle-fille.

M. et Mme Eugène Boehr, ses beaux-parents.

Le conseil d'administration, Les médecins et chirurgiens, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean-Philippe LEVAHE, croix de guerre 1939-1945,

survenu le 19 février à son domicile à Cabourg, villa Médicis, 13, avenue Raymond-Poincaré, à l'âge de cinquante-trois ans, et vous prient d'excuser l'absence de l'annonce.

Il n'y aura pas de condoléances, un registre à signatures sera ouvert à l'église.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Cabourg dans la sépulture de famille.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Ville Médicis, 13, avenue Raymond-Poincaré, 14300 Cabourg.

Mme Anthony H. Manley, son épouse.

M. et Mme Robert H. Manley, M. et Mme Michel A. Manley, ses enfants.

Ann, Frédérique, Stéphanie et Valérie, ses petites-filles, ont la douleur de faire part du décès de

M. Anthony H. MANLEY, avocat à la Cour suprême de l'Etat de New York (Etats-Unis), officier de la Légion d'honneur, survenu le 10 février 1978, dans sa quatre-vingt-troisième année, muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques religieuses auront lieu le dimanche 26 février 1978, à 9 h. 30, en l'église Saint-Henri d'Hyland (66 bis, avenue Raymond-Poincaré), sa paroisse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

135, boulevard Haussmann, 75009 Paris.

5, rue Mallet-Stevens, 75016 Paris.

Nantes.

On nous prie d'annoncer la mort de

M. Jean MESNIER, décédé accidentellement à l'âge de soixante-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le lundi 20 février.

De la part de sa femme, Elisabeth Mesnier, née Boule, de ses enfants et de leurs conjoints.

64, rue de Châteaulin, 44000 Nantes.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Ernest OGE, inspecteur honoraire de l'éducation nationale, officier des Palmes académiques, maire de Saint-Etienne-sur-Mer (Jura-et-Vosges), survenu le 18 février 1978, dans sa soixante-dix-huitième année.

L'inhumation aura lieu le jeudi 22 février 1978, à 15 heures, au cimetière de Saint-Etienne-sur-Mer. Le Clos des Trinités, Saint-Etienne-sur-Mer.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean PELLISSIER, décédé le 17 février 1978, à Paris.

Les obsèques religieuses seront célébrées le mercredi 22 février 1978, à 15 h. 45, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annexion, Paris (16).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Geneviève FLAGNOL, née Lormet, ancien avocat au barreau de Toulouse.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Mme André Reiner, Mme François Alborrell, M. et Mme Guy Reiner, M. et Mme Lippouche Alborrell et leurs enfants.

Mlle Carmelina Alborrell, M. et Mme Antoine Carlier et leurs enfants.

M. et Mme Claude Pallard et leurs enfants ont la douleur de faire part du décès de

M. André REINER, ingénieur diplômé de l'université de Hanovre, ancien ingénieur de la Société Courrières-Kuhlmann, à Marais (Pas-de-Calais), survenu le 12 février 1978, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

4 bis, avenue Herbillon, 94100 Saint-Mandé, 12, rue Franklin, 75015 Paris.

Les obsèques de

ROLLIN-BERNSTEIN, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, etc., décédé dans sa soixante-cinquième année, le 6 février, ont eu lieu à Charentenay, le 11 février, dans la plus stricte intimité.

De la part des familles Bernstein, Rollin, de Corvala, de La Hongraie, Henschel, Laroche, Lussio et de ses proches.

Le Prieuré, Charentenay, 85500 Charentenay.

Monique Rollin-Bernstein a contribué à sauver du S.T.O. de nombreux réfugiés et de l'arrestation nombre de résistants poursuivis. Elle a soutenu l'effort de la France, qui a permis de faire passer des milliers de réfugiés de l'Ouest dans la journée de mercredi.

Sur le reste de la France, le temps sera doux.

Les brouillards seront abondants partout, sans dans le Midi méditerranéen. Le ciel sera très nuageux et il pleuvra l'après-midi, et surtout le soir, de la Bretagne à l'Aquitaine.

Températures de secteur d'ouest, seront faibles, puis modérées.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré en

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 20-21 février 1978 :

DES DECRETS

Fixant les attributions des inspecteurs généraux de l'année de la mer et de l'armement de l'air.

Portant nominations, affectations et maintiens en activité d'officiers généraux.

Visites, conférences

MERCREDI 22 FEVRIER

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES - 13 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

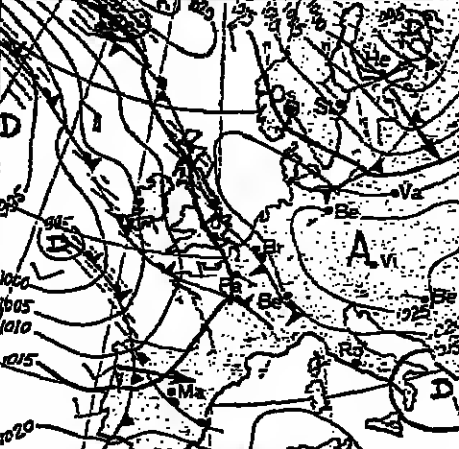
15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

15 h. 30, rue Saint-Antoine, M. Bouquet des Chaux : « L'histoire de Paris ».

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21.02.78 A 0 h G.M.T.

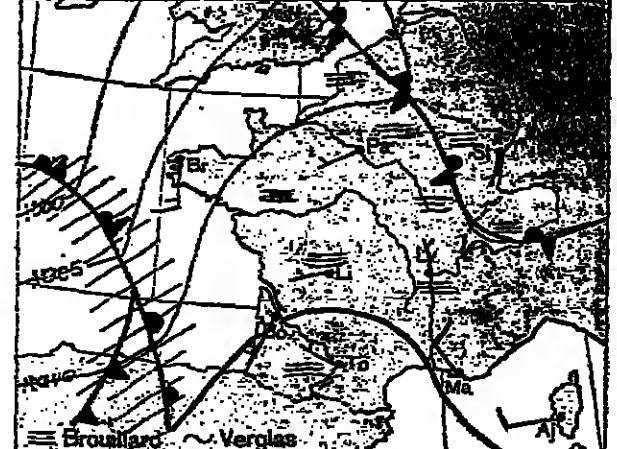


Evolution probable du temps en France entre le mardi 21 février à 0 heure et le mercredi 22 février à 24 heures :
Le ciel sera très nuageux et il pleuvra l'après-midi, et surtout le soir, de la Bretagne à l'Aquitaine. Les températures seront faibles, puis modérées.

Sur le reste de la France, le temps sera doux. Les brouillards seront abondants partout, sans dans le Midi méditerranéen. Le ciel sera très nuageux et il pleuvra l'après-midi, et surtout le soir, de la Bretagne à l'Aquitaine.

Températures de secteur d'ouest, seront faibles, puis modérées. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré en

PRÉVISIONS POUR LE 22-23 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le mardi 21 février à 0 heure et le mercredi 22 février à 24 heures :
Le ciel sera très nuageux et il pleuvra l'après-midi, et surtout le soir, de la Bretagne à l'Aquitaine. Les températures seront faibles, puis modérées.

Sur le reste de la France, le temps sera doux. Les brouillards seront abondants partout, sans dans le Midi méditerranéen. Le ciel sera très nuageux et il pleuvra l'après-midi, et surtout le soir, de la Bretagne à l'Aquitaine.

Températures de secteur d'ouest, seront faibles, puis modérées. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré en

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2003

la pêche; Pronom. — IX. Dépourvu de titre. — X. Conséquence souvent fatale d'une bombe à tout casser (pluriel).

Verticalement :
1. Faire des tas de choses; Article étranger. — 2. Fut tenu à l'œil; Pour un oui ou un non. — 3. Invite une personne à ne pas s'endormir; D'un auditeur tombant quand il était à bout de souffle. — 4. Quelle famille ! Poudre. — 5. Il était très étonné; Périodes plutôt... chandises. — 6. Relatif à l'air. — 7. Résonance. — 8. Caractéristique un bon style. — 9. Artiste en... peintures.

Solution du problème n° 2002

Horizontalement :
I. Malesse; P. II. Érie; Aval. — III. Unan; Nepe. — IV. BO; Réro; — V. Es; — VI. Etnis; Ag. — VII. Sacrifice. — VIII. Réel; Ten. — IX. Aïre; Test. — X. Lit. — XI. Tandin.

Verticalement :
1. Malesse; P. II. Érie; Aval. — III. Unan; Nepe. — IV. BO; Réro; — V. Es; — VI. Etnis; Ag. — VII. Sacrifice. — VIII. Réel; Ten. — IX. Aïre; Test. — X. Lit. — XI. Tandin.

1. Malesse; P. II. Érie; Aval. — III. Unan; Nepe. — IV. BO; Réro; — V. Es; — VI. Etnis; Ag. — VII. Sacrifice. — VIII. Réel; Ten. — IX. Aïre; Test. — X. Lit. — XI. Tandin.

1. Malesse; P. II. Érie; Aval. — III. Unan; Nepe. — IV. BO; Réro; — V. Es; — VI. Etnis; Ag. — VII. Sacrifice. — VIII. Réel; Ten. — IX. Aïre; Test. — X. Lit. — XI. Tandin.

1. Malesse; P. II. Érie; Aval. — III. Unan; Nepe. — IV. BO; Réro; — V. Es; — VI. Etnis; Ag. — VII. Sacrifice. — VIII. Réel; Ten. — IX. Aïre; Test.

OFFRES D'EMPLOI	La semaine	La semaine T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	40,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALUX	30,00	31,52

ANNONCES CLASSEES

AGENCES ENCADEES	La semaine	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE
recherche pour ses filiales implantées en
AFRIQUE FRANCOPHONE

DIRECTEUR TECHNIQUE

Après une période d'adaptation, en tant que directeur de production d'une unité de transformation des matières de base, et en fonction de ses résultats, il assurera la coordination et la gestion technique des diverses exploitations.

Les candidats doivent nécessairement avoir 40 ans minimum et une formation de base :
CENTRALE, ENSAM ou équivalent.

Une large expérience technique similaire dans les industries agro-alimentaires doit, éventuellement, une partie effectuée en Afrique francophone.

Le sens des relations humaines et sociales.

L'habitude du travail en équipe de direction.

Salaire intéressant.

Tous avantages liés à l'expatriation.

Env. C.V., photo, prêt, sous réf. numéro 2380, à :
J. G. M. CONSEIL,
2, av. Maréchal-Foch, 92280 Fontenay-aux-Roses,
qui transmettra.

SENEGAL

Filiale du groupe SCAC (3,5 milliards de CA annuel -
14 000 personnes dans le monde) recrutée, pour le détacher auprès d'une
de ses entreprises associées à DAKAR (Sénégal), un

adjoint du président directeur général

Agé d'environ 40 ans, le candidat aura
acquis une expérience polyvalente
en milieu industriel, et aura la capacité
de superviser et coordonner tous les
services de l'entreprise (services
techniques et commerciaux - achat et
gestion des stocks - comptabilité, etc.).
Réunissant toutes les qualités
d'un chef d'entreprise, il saura
imposer des méthodes rationnelles
de travail et son rôle
auprès du Président sera celui

d'un CONSEILLER
Bénéficiant de toutes les conditions
sociales des entreprises françaises,
son expatriement donnera en outre
lieu à d'importants avantages.
Adressez votre candidature,
accompagnée d'un C.V. et d'une photo,
sous référence 1022,
à Bernard LAVAUD - SCAC -
INDUSTRIE AFRIQUE -
30, quai National,
92806 PUTEAUX.



Nous sommes une Entreprise de Génie Civil
réalisant d'importants travaux en

ALGERIE

(génie civil, ouvrages d'art).
Afin d'assurer pleinement nos diverses activités,
nous recherchons :

INGENIEURS DE CHANTIERS

(connaissant génie civil - précontraint -
coffrages glissants).

COORDINATEURS TCE

A ces collaborateurs, ayant l'autonomie,
ayant le sens des relations humaines et possédant
de 5 à 10 ans d'expérience, seront
confiées l'étude des projets et leur réalisation.
La rémunération est élevée, les conditions
particulièrement agréables.

Adressez C.V., photo au :



GESTION ANIMATION
DEVELOPPEMENT
19, rue de Montmorency
PARIS 3ème
chargé du recrutement

EXPANSIAL

Recherche pour Société Nationale
Algérienne des Travaux Routiers

ingénieurs

- Génie civil spécialisé dans la conduite de
gros chantiers de routes et terrassements
- Mécaniciens ou électromécaniciens pour
entretien de matériel de travaux publics
- Laboratoire routier (produits blancs et
noirs) connaissances exigées : études des
soils, mécanique des sols
- Exploitations de carrières
- Méthodes et prix de revient
- Etudes routières

Il est exigé :
• une solide formation de base
• une expérience professionnelle de 7 années minimum

Il est offert :
• un logement
• le bénéfice de la sécurité sociale et de la retraite cadre.

Envoyer cv détaillé, sous référence correspondante, à :
EXPANSIAL - 6, rue Halévy - 75009 Paris.



INGENIEURS ET TECHNICIENS SUPERIEURS confirmés

Nous sommes une société qui compte parmi les
1ères entreprises Françaises de rang international.
Notre force : 5.000 spécialistes dans les disciplines
de la conception, l'étude et la réalisation
dans les domaines : électricité, courants forts,
courants faibles, instrumentation, fluides, mécanique.

Notre département International - Technical -
Services, leader Européen, est en croissance
continue et c'est pour en renforcer les effectifs
que nous recherchons des
INGENIEURS ET TECHNICIENS SUPERIEURS

Ils seront chargés de l'étude de réseaux Haute
Tension et de superviser des travaux d'installation
de sous-stations Haute Tension.

Ils seront bilingues Français/Anglais et auront
une formation soignée de niveau Ingénieur,
BTS, DUT, en électrotechnique ou automatique.
Ils posséderont une expérience d'au moins
8 ans en exploitation de réseaux Haute Tension
industriels ou publics et une solide connaissance
des protections.

Les postes exigent des déplacements continus
à l'étranger aux conditions intéressantes.



Envoyez avec C.V. et prétentions
à : 51 M. à COMSIP ENTREPRISE
Direction du Personnel - B.P. 305
92506 Rosny-Malmaison Cedex

demande d'enseignants pour le MAROC

Dans le cadre de la Convention de Coopération Franco-
Marocaine, le Royaume du MAROC offre des postes
d'enseignement pour la rentrée d'Octobre 1978 :

- 1) Dans l'enseignement supérieur
- 2) Dans les centres de formation de professeurs et
d'instituteurs
- 3) Dans l'enseignement secondaire et technique

Peuvent faire acte de candidature :
A) les enseignants titulaires des cadres français
B) les candidats non titulaires pourvus de l'un des diplômes
suivants :

- Doctorat d'Etat - Doctorat 3^e cycle D.E.A.
- 1^{re} partie du CAPES ou du CAPET
- Agrégation
- Diplôme d'Ingénieur ENSAM ou ENSET
- Licence d'enseignement T à l'exclusion des licences
Histoire - Géographie - Philosophie et langues vivantes.

A) les inspecteurs départementaux de l'Education Nationale
B) les volontaires du Service National Actif (titulaires des
cadres français ou non titulaires pourvus des diplômes
ci-dessus).

Les candidats civils intéressés par cette offre peuvent
demander un dossier de recrutement auprès du Ministère
Français des Affaires Etrangères - 36, rue La Pérouse -
PARIS 16^e - et adresser une copie de cette demande à
l'Ambassade du Royaume du MAROC en FRANCE
3, rue de Tasse - PARIS 16^e

Les volontaires du Service National Actif peuvent
s'adresser au Ministère Français des Affaires Etrangères
(bureau du Service National commun) - Bd des Invalides -
PARIS 7^e.

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser soit
à l'Ambassade du Royaume du MAROC à Paris soit au
Ministère Français des Affaires Etrangères.

Les candidats sont en outre informés qu'une Commission
de recrutement se tiendra à leur disposition à partir du
20 mars 1978 à l'Ambassade du MAROC.

DEUX DELEGUES GRANDE EXPORTATION

(Futurs Chefs de Marché)

Le Groupe fabrique et vend des produits destinés à l'équipement intérieur de
la maison. Ses marques sont premières en Europe dans la plupart de ses domaines
d'activité.
C'est pour développer la présence à la grande exportation de deux de ses divisions
que ces postes sont créés. Ils concernent le Moyen-Orient, Canada, Aus-
tralie, Amérique Latine, Afrique, Extrême-Orient.

La première mission de Délégué est donc de conquérir : prospecter, vendre. Et
pour cela de choisir des concessionnaires ou distributeurs, de les former,
d'analyser leurs besoins et leur activité, de les appuyer auprès de leurs clients
par des visites de promotion.

Chargé d'abord d'un vaste secteur (il se déplace à 60 % de son temps) le Délégué
doit pouvoir prendre à terme la responsabilité commerciale complète d'un
secteur.

C'est un homme jeune bien formé qui a environ 5 ans d'expérience en expo-
sation (il possède produits de consommation semi-durables). Il parle anglais et
éventuellement arabe ou/et espagnol. Il entre dans un grand groupe dont le
dynamisme est pour lui garantie de développement personnel.

Les jeunes exportateurs que leurs goûts et leur compétence orientent vers ces
fonctions sont invités à adresser leur dossier sous référence GE 208/M à SEFOP
qui les en recherche.



SEFOP 7, rue Lincoln PARIS 75008



En Australie, Canada, Afrique
du Sud, Asie du Sud-Est, Inde,
Moyen-Orient, Amérique latine,
Europe des EMPLOIS VOUS
attendent. Dem. le mensuel
spécialisé MONDEEMPLOIS (M 20),
14, r. Châtelet, 75001 Paris

Dans le cadre des activités
d'assistance technique en Asie
CHIEF DE DEPARTEMENT
ROUTIER recherche :

INGENIEUR
Optimisme, 35 ans minimum,
SPECIALISTE
ENTRETIEN ROUTIER

Les ingénieurs intéressés s'ac-
crocheront couramment en anglais
sont invités à adresser leur
candidature (lettre C.V. et
références) (références) sous
réf. 1121 CONTEXTE Publique,
25, av. de Popère - Paris (14^e).

Pour la COTE D'IVOIRE (ABIDJAN).

Dans le cadre du développement
de ses activités phytosanitaires,



roussel-uclaf recherche INGENIEUR AGRONOME- technico-commercial

Il sera chargé de la VENTE des PRODUITS
PHYTOSANITAIRES et de l'ANIMATION
D'UN RESEAU de technico-commerciaux.

Ingénieur agronome de formation (28 ans
minimum), il aura acquis de préférence une
spécialisation en AGRICULTURE TROPICALE,
ainsi qu'une première connaissance
du CONTINENT AFRICAINE.

Expérience de ce type d'activité indispen-
sable. Bonne connaissance de l'anglais souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et
prétentions sous réf. 4410/F à : A.M.P.,
40 rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS
qui transmettra

CONSEILLER TECHNIQUE PNEUMATIQUE

Notre client, une importante société pétrolière
étrangère recherche dans le cadre d'une étude
de développement industriel et commercial
pour un pays d'Afrique du Nord, un spécialiste
de très haut niveau en matière de pneumatiques.
Celui-ci se verra proposer, au siège de cette
société, le conseil et l'animation d'une équipe
chargée d'évaluer quantitativement et quali-
tativement le marché des pneumatiques et leur
distribution. Le candidat, issu de formation
supérieure, devra pouvoir justifier d'une expé-
rience d'au moins une dizaine d'années dans
l'industrie du pneumatique. La rémunération
proposée est élevée, en rapport avec les exi-
gences importantes requises par le poste. Elle
est accompagnée d'autres avantages (logement,
franchise d'impôts, etc.). Veuillez envoyer
C.V. et prétentions à Michel SOYER, 6, avenue
Marceau - 75008 Paris, sous la référence 1022.
La plus grande discrétion dans l'examen des
candidatures est garantie.

ingénieur de haut niveau

ayant quelques années d'expérience
dans une fonction commerciale ou
technico-commerciale pour lui confier
le poste de RESPONSABLE DU
DEVELOPPEMENT DU MARCHE.

Basé à quelques kilomètres
de Bruxelles au quartier général
européen de la société, il aura à
intervenant auprès de nos clients
actuels (ou futurs) principalement
en France.

La maîtrise de la langue
anglaise est indispensable,
la connaissance d'une autre langue
européenne un atout.

Si vous êtes intéressé, faites
parvenir un cv complet à l'adresse
suivante sous la référence MD 1/78 :



ICI Europe Limited,
Personnel Department,
Everdeen 45,
B-3078 EVERBERG,
Belgique.

JEUNES INGENIEURS

Débutants en Electronique

MAINTENANCE ET MISE EN ŒUVRE
D'APPAREILLAGES DE PROTECTION
MINIERE A L'ETRANGER

Groupe Minier Français

offre à

LES INGENIEURS EN ELECTRONIQUE
Après période de formation

La responsabilité de gestion et de mise en œuvre
des moyens techniques pour effectuer la détection
des minerais en avions sur sol et en surface, pour
assurer le fonctionnement des réseaux internes de
télécommunications.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous
références 36/170 à GBOUOP, 39, boulevard Bakakini,
13005 MARSEILLE.

CM

RESPONSABLE

PRODUITS

INGENIEUR

ANALYSE

DIRECTEUR

UN INGE

BETO

IMPORTANTE

TRAVAUX

DIVISION

INTER

(chantiers au)

UN INGE

BETO

pour mission: l'élaboration

de l'étude et l'exécution d'un

travaux de construction de

ouvrages. Avantages liés à l'

travail. Adressez C.V., photo

et prétentions à :

LTP 31, Bd Bonne

502 من الامم

OFFRES D'EMPLOI	Le ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	48,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENCE	30,00	34,32
PROF. CDM. CAPITAL	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES CLASSEES	Le mls est.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENCE	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emploi régional emploi régional emploi régional emploi régional

SOCIÉTÉ DE FABRICATIONS ET INSTALLATIONS DE MATÉRIEL DE MANUTENTION CONTINUES DE CHARGES ISOLÉES

recherche pour

LYON

LE RESPONSABLE DE SON DÉPARTEMENT

« PRODUITS STANDARDS »

- Il sera chargé :
 - de l'animation et de la gestion du département ;
 - de la promotion des ventes de produits industriels de petites séries ;
 - de la fabrication de ces produits.
- Il sera aidé :
 - par une équipe de 30 personnes (vente, études, fabrication et gestion).

PROFIL SOUHAITÉ :
Chef de produits de biens d'équipements légers.

AGE : 35 ANS ENVIRON.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé et prétentions à :
RECH. - PESSIER,
n° 3 174 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

VENDEUR EXTERNE

Trois bonnes connaissances Industrie et bâtiment. Véhicule indispensable.

Env. C.V., photo et prétentions à :
MEKAR, référence 8714,
3, rue Pierre-Bertrand,
75017 PARIS, qui transmettra.

ORGANISME PUBLIC

DES TECHNICIENS EN ELECTRONIQUE

Niv. Baccalauréat 2^e ou 3^e BTS pour maintenance de matériel médical.

Adressez C.V. à : H. 872 Havas Bordeaux, qui transmettra.

5^{TE} OLDHAM FRANCE S.A.

RECH. PR SON DÉPARTEMENT DETECTION DE GAZ

INGÉNIEUR A. & M.

QUELQUES ANNÉES D'EXPERIENCE EN INSTRUMENTATION POUR AMBIER PUIS DIRIGER SON EQUIPE DE RECHERCHE

Le candidat retenu assurera la mise au point de réalisations pratiques à une large culture scientifique. Une expérience opérationnelle de l'électronique est indispensable. De larges possibilités de développement sont offertes à un candidat de valeur.

Le lieu de travail est ARRAS.

Env. candidature et C.V. à :
OLDHAM FRANCE S.A. BP 99
ARRAS CEDEX 63002.
Prétention du Chef du Personnel.

Rech. Antenneur 22 a. env. pour Et. Socio-Educative, Animation, Gestion, et photo. FPM/C, 5, rue, 13, Argente 61200 Caude.

IMPORTANTE ENTREPRISE METALLURGIQUE REGION NANTAISE

recherche :

1 ingénieur mécanicien débutant

ECP, ENIAM, ICAM, ECAM, INSA, ENSM...

Pour encadrement futur de services de production ou d'entretien.

1 ingénieur méthodes expérimenté

Grandes Ecoles - 35 ans environ, ayant exercé des responsabilités dans un service méthodes - organisation - Etudes industrielles d'une usine de plus de 1000 personnes (mécanique, automobile, constructions mécaniques, sidérurgie...).

Tous deux doivent être capables d'assumer des responsabilités de commandement et de gestion. Nous recherchons des hommes d'action, dynamiques, ayant le sens du concret.

Envoyer curriculum vitae, indication de la rémunération souhaitée et joindre photographie s/réf 6112 à : P. LICHAU S.A. B.P. 220 - 75063 Paris cedex 02 - qui transmettra.

LE CRÉDIT AGRICOLE DE LOIRE-ATLANTIQUE

recherche

UN RESPONSABLE DU SERVICE DU PERSONNEL

- Il assure la direction générale du service.
- Il est l'interlocuteur de la direction, des cadres et des employés pour tous les problèmes relatifs à la politique du personnel.
- Il est responsable du recrutement et du respect du statut du personnel.

UN RESPONSABLE DU SERVICE CONTENTIEUX

IL ASSURE LES FONCTIONS SUIVANTES :
Gestion générale du service.
Recouvrement des prêts en retard exigibles et contentieux, recouvrement des comptes débiteurs, règlement de tous incidents aux comptes, règlement des successions.
Il réalise toutes études en matière juridique et fiscale.
Il participe à la formation du personnel dans le domaine juridique et fiscal.

LES CANDIDATS DISPOSERONT d'un bon niveau de formation juridique (notaire en droit) et auront de préférence une expérience professionnelle dans un service du contentieux.

POUR CES DEUX POSTES, adresser candidature manuscrite avec C.V., photo et prétentions à :
M. GUILLOU, C.R.C. de LOIRE-ATLANTIQUE, LA GARDE, ROUTE DE PARIS, 44000 Nantes Cedex.

Société française implantée dans le Nord, filiale à 50 % d'une firme allemande, distribuant une gamme complète de machines et matériels de criblage, nous créons un poste pour un jeune

ingénieur technico-commercial

Vous parlez allemand, vous avez une formation supérieure polyvalente, vous êtes prêt à habiter le Nord, d'où vous rayonnerez sur toute la France, vous avez le goût de l'action commerciale et l'ambition d'évoluer vers un poste de direction dans cette voie. Une première expérience vous ayant familiarisée avec des matériels analogues aux nôtres ou certains de nos clients (carrières, entreprises sidérurgiques, mines, cimenteries, sucreries...) serait un atout.

Veuillez adresser votre dossier sous réf. M 202 à :
M. Duboville 80 rue Talbot 75009 Paris.

emploi internationaux

S.I.L.S. SOCIÉTÉ INFORMATIQUE DU LIVRE SPECIALISE

Vous êtes :

ANALYSTE

de nationalité espagnole et délégué des O.M. vous avez un niveau d'études supérieures (MAG.) et vous possédez 3 ans d'expérience informatique.

Nous vous proposons dans un premier temps, d'implanter et de développer un système informatique pour une société de distribution à Barcelone.

Des qualités d'organisation et de gestion administrative seront nécessaires pour évoluer vers un poste de responsabilité au sein de cette antenne de distribution.

Adr. lettre et C.V. manuscrit au Service du Personnel, 22, rue de Valenciennes, 42500 VILLEURBANS.
Tél. : (54) 79-90-18 poste 334.

INGENIEUR D'EXPLOITATION IRAN

Pour le compte d'une importante Société Française, ce collaborateur participera au démarrage d'une Unité de Production d'appareillages de moyenne tension (disjoncteurs, sectionneurs, interrupteurs) Effectif de l'Unité : 150 personnes. Sa mission principale sera d'assister la Direction iranienne de l'Usine dans les domaines suivants :

- Méthodes : gammes, outillages, implantations
- Administration du Personnel
- Gestion Production
- Fabrications
- Contrôle Qualité

Durée de la mission : 3 ans environ (Au bout de cette période, réintégration dans une structure industrielle de la société française)

Exigences du poste :
Formation : Autodidacte de très bon niveau ou Ingénieur Diplômé (IEG, Arts et Métiers, Breguet, etc.). Une expérience de plusieurs années en atelier de fabrication est indispensable.

Qualités personnelles : Sens de l'organisation, de l'initiative et de l'animation des hommes. Il sera également très diplomate, pour mener son action qui devra être adaptée à l'environnement. Une candidature prouvant une expérience similaire à l'étranger sera appréciée. La rémunération sera fonction des qualités et des aptitudes du candidat et assortie d'un complément de salaire important et d'indemnités compensatrices en fonction d'un déplacement longue durée hors de France.

Avant le départ pour l'Iran, un stage de plusieurs mois dans une unité de production française est prévu.

Pratique de la langue anglaise indispensable.

Adresser curriculum vitae détaillé + photo à :
J. WEGSCHECHER en indiquant la référence 71049 F

ORES
BP 222 FB
STRASBOURG
CEDEX

Attachés Commerciaux

- Nous vendons des solutions techniques adaptées aux exigences de chacun de nos clients en matière de télécommunications.
- Vous avez mener une analyse approfondie sur les problèmes de l'entreprise.
- Nous sommes une importante société de matériels téléphoniques qui vous apportera tous les supports nécessaires pour assurer efficacement la responsabilité d'un territoire de vente.
- Vous possédez une première expérience réussie de la vente et une formation P.T.S. ou Ecole commerciale que vous souhaitez faire fructifier.
- Notre système de rémunération (fixe + prime) est très motivant. Postes à pourvoir à : LILLE - VALENCIENNES - BOUEN - CREIL - LYON.

Envoyer C.V., prétentions à n° 3377.

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris 10

THOMSON-CSF

ÉTABLISSEMENT DE PROVINCE

ADJOINT AU CHEF DU PERSONNEL

dans un premier temps

RESPONSABLE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Il sera susceptible d'évoluer vers des attributions élargies dans la fonction « Personnel » : recrutement, gestion, suivi de carrière, etc.

De formation supérieure, 30 ans minimum, ce poste peut convenir à un cadre ayant une expérience approfondie du milieu industriel et désireux de s'orienter vers les problèmes sociaux.

Ce poste offre de larges perspectives de carrière au sein du groupe.

Les candidats intéressés par cette offre sont priés d'adresser C.V., photo et prêt à :
J.-P. GALLAIS, Service du Personnel,
14, rue du Fossé-Saint, 88010 GENÈVEVILLERS
Direction SEURTE.

CAP SOGEL GESTION recrute

pour importante Société, siège à Marseille en vue de compléter leur équipe informatique régionale

UN INFORMATICIEN DÉBUTANT

Le candidat devra posséder une formation :
MIAGE, MAITRISE ou INGENIEUR INSA

Après une période de formation à la programmation, le candidat devra évoluer vers un poste d'Analyste ou de Chef de Projet.

Adresser lettre man. C.V., photo et prétentions à :
J.-C. BURELLI - CAP/BOGHEIL - 22, rue Léon-Paulat
13006 MARSEILLE.

Le Groupe des Talcs de Luzenac

recherche pour une

UNITÉ DÉCENTRALISÉE, un directeur de division

Basé à TOULOUSE au sein du Groupe, mais pouvant 2/3 jours par semaine sur le site des installations près de CHATEAUBRIOT.

- Il assurera une mission complète de gestion et d'administration de la Division;
- Il participera à la négociation des principaux contrats commerciaux et soutiendra dans son action globale et sur le terrain l'agent exclusif;
- Il devra assimiler rapidement les problèmes techniques afin de pouvoir assister et coordonner l'ensemble des actions d'exploitation, de recherche et de support technico-commercial.

Ce poste conviendrait à :
MINES, ECP, HEC, A & M ou équivalent

Agé de 30 ans minimum, ayant acquis une bonne expérience financière et de gestion, et désireux de se voir confier une activité opérationnelle très complète.

Anglais et Allemand courants appréciés pour contacts avec Divisions et Clients à l'étranger.

Les dossiers de candidatures - sous pli fermé - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par :

DÉVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

PS Conseil

Un organisme public de premier plan, commercialisant des services, souhaite renforcer son équipe d'animation et crée un poste de :

CHARGE(E) DE MISSION ANIMATEUR DE RÉSEAU

Après une période d'intégration et de formation approfondie, il aura pour mission, au sein d'une petite équipe, de promouvoir une gamme complète de services auprès d'un nombre restreint d'interlocuteurs privilégiés. En liaison avec ces derniers, il concevra et assurera personnellement l'animation de séminaires destinés à des agents de divers niveaux de l'administration. Basé à Lyon, ce poste nécessite de fréquents déplacements sur la région Rhône-Alpes, et conviendrait à un candidat, homme ou femme, âgé de 25 ans minimum, possédant une formation d'au moins 2 ans dans les domaines financiers, juridiques ou commerciaux. Il aura si possible une première expérience, soit de l'enseignement ou de la formation, soit de la promotion ou de la vente de services. Une grande aisance verbale s'ajoute à de réelles qualités de contact conduisant des résultats importants pour réussir dans cette mission. Le candidat retenu bénéficiera à terme du statut et des avantages de la fonction publique.

Adressez C.V. sous référence E/7055M à :
PS CONSEIL
9, rue Jacques Moyron - 69006 LYON
Direction emploi

Dans le cadre du développement de ses activités à l'étranger (AFRIQUE et MOYEN-ORIENT) une importante entreprise de Travaux Publics (Construction, Génie Civil Hydraulique) recherche

directeur de chantier

possédant au moins 10 années d'expérience de la conduite de chantier T.P. acquises et possédant à l'étranger, auprès de maîtres d'œuvre anglo-saxons. Patron du site, il aura la totale responsabilité technique, administrative, financière et humaine des affaires qui lui seront confiées. Il assurera, en outre, les rapports avec le client en étroite relation avec l'ingénieur d'affaires, le suivi des plannings et la coordination de l'ensemble des opérations sur les plans qualité, délais et respect des coûts.

Anglais indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant bien la réf. 434 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
42, rue Legendre - 75017 PARIS

IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS ROUTIERS

recherche pour sa

DIVISION INTERNATIONALE (chantiers au Moyen Orient)

UN INGENIEUR BETON

Il aura pour mission : l'étude, la conduite de travaux de bétonnage et ouvrage d'art sur chantier routier. Séjour en célibataire de 100 jours sur place, 20 jours de congés. Avantages liés à l'expatriement.

Adressez C.V., photo et salaire actuel sous référence Y 4776 à :
L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris qui tr.

Dans le cadre de son développement vers le

VENEZUELA,

une importante Entreprise de Bâtiment recherche

CHARGE DE MISSION

Il devra analyser sur place le marché local, suivre les contacts en cours, étudier les possibilités d'implantation ainsi que les modalités de financement, négocier certains accords et procéder à toutes études économiques et financières.

Environ 30 ans - Formation type HEC ou Ingénieur, forte personnalité et disponible pour déplacement de longue durée.

Espagnol courant impératif.

Ecrire sous référence B124 AM à SPERAR
12, rue Jean-Jaurès 92807 PUTEAUX qui trans.

Nous prions les lecteurs répondant aux

ANNONCES DOMICILIAIRES de vouloir bien indiquer l'adresse sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de :
« Monde Publicité » ou d'une agence.

MINISTRE DE LA DEFENSE

GROUPEMENT INDUSTRIEL DES ARMEMENTS TERRESTRES

recherche

pour son établissement de BOURGES (18)

INGENIEURS

Formation mécanique

R.N.S.A.M. - I.N.S.A. ou équivalent Débutants ou avec quelques années d'expérience.

Adressez lettre manuscrite avec cur. vit. à :
M. le Directeur de l'I.P.A.T.,
6, rue de Guerry - B.P. 705 et 713,
18015 BOURGES Cedex.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PRDP, CDMM, CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	La ligne col.	T.C.
ANNUAIRES ENCHEREES	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

CADRE
(A. & M. Sup. de Co ou similaire)
pour poste

Commercial de Haut Niveau

Directement rattaché à la Direction Générale. Notre Société fabrique des biens d'équipement (matériel, etc.) à un prix fort bas (600 personnes) et nous recherchons un CADRE à vocation commerciale en milieu industriel.

Ouvrez votre expérience d'ingénieur d'affaires vous êtes rompus aux négociations les plus élevées. Vous avez également l'esprit d'un gestionnaire et le goût des dossiers techniques. Nous vous proposons la solidité de la grande entreprise et la souplesse de structure d'une P.M.E. Vous y serez amené à secondarier directement le P.D.G. pour :

- la négociation d'affaires importantes,
- des missions d'assistance aux autres services,
- la coordination des études - Etudes-Productions.

En outre vous participerez à la recherche de produits et de marchés nouveaux et élaborerez le tableau de bord commercial.

Votre formation supérieure peut être technique ou commerciale et vous maîtrisez l'allemand couramment et part-être l'anglais. En tout cas vous aurez fait vos preuves sur le plan commercial.

Niveau de rémunération élevé.

Adressez C.V. + photo sous REF. N° 2628 à notre conseil. Il vous garantira une discrétion absolue.

40, rue du Tholoz
67000 STRASBOURG

INGENIEUR
CHEF DE GROUPE
INSTRUMENTATION

Importante Société Internationale, spécialisée dans la conception et la réalisation des systèmes d'automatisation et d'électro-industrie recherche pour son Agence Nord un :

- Sa mission : coordonner, réaliser et développer, aux plans technique et commercial, l'activité instrumentation, au sein de l'Agence Nord (3 ingénieurs d'affaires).
- Pour un ingénieur diplômé, 40 ans environ, possédant des références indiscutables en instrumentation, soit en conception/réalisation, soit dans l'enseignement, soit dans le service travaux neufs d'une grande entreprise.
- Résidence métropole Nord.
- Salaire de haut niveau pour candidats de valeur.

Pour Informations Complémentaires, écrire sous réf. 34038 B à A. BIGOT.

Centre Vautans
201, rue Colbert
59000 LILLE

LA TELEPHONIE INDUSTRIELLE
ET COMMERCIALE
STRASBOURG

Chef de Projet

Dans le cadre de notre développement et du renforcement permanent de nos structures, nous continuons à rechercher de nouveaux collaborateurs. C'est ainsi que nous offrons une opportunité à un INGENIEUR à qui sera confiée la responsabilité de la conception et des études d'un important projet d'automatisme électronique.

Sa mission sera :

- L'animation d'une équipe d'études pluridisciplinaire (techniciens et ingénieurs) environ 40.
- De mener à bien le projet confié en tenant compte des délais et des coûts.

Une solide expérience en électronique, informatique (micro) est indispensable.

Si vous vous sentez concerné, envoyez votre C.V. détaillé sous réf. N° 2627 à notre conseil qui vous garantira une entière et totale discrétion.

40, rue du Tholoz
67000 STRASBOURG

offres d'emploi

Groupe de sociétés de conseil franco-allemand recherche pour la création de son département Recrutement en France

Responsable Haut Niveau

Le candidat de formation Grandes Ecoles, doit avoir 5 ans d'expérience d'entreprises et parler couramment allemand. Il sera chargé de la promotion commerciale et du suivi technique des dossiers.

Ecrire GUP France
HB Conseil
5, rue Clément-Narot
75008 - Paris

Ei Compagnie Générale d'Informatique

Société de Service et de Conseil
recherche

Ingénieurs Grandes Ecoles
(X, CENTRALE, MINES, SUP'ARRO, TELECOM, SUP'ELEC, AGRO...)

débutants ou confirmés en informatique de gestion.

Dès leur entrée dans la société, ils recevront une formation aux techniques de la CGI (CORIG, PAC...)

Leur carrière sera ensuite orientée, suivant leur goût, vers des postes de responsabilité dans les différents départements de la CGI (Conseil, Logiciel, Formation).

Si vous êtes intéressés et dégagés de vos obligations militaires, envoyez CV détaillé + photo à Madame JAMET - C.G.I. 84, rue de Grenelle - 75007 Paris

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
Implantée en PROVENCE et affiliée à **Groupe Chimique Important** recherche son

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Dépendant directement du Président, il sera étroitement associé à la responsabilité de la gestion au triple plan administratif, technique et commercial.

Ce poste conviendrait à un Cadre Supérieur de 45 ans minimum ayant assuré ces fonctions dans une unité industrielle de moyenne importance.

Préférence sera donnée à un candidat exerçant ou ayant exercé ses activités professionnelles dans le Sud-Est.

Adr. lettre manuscrite avec C.V. détaillé à n° 48.980 CONTEXTE Publi. 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01. IL SERA RÉPONDU A TOUTES LES CANDIDATURES

ACOME

Fabricant de câbles électriques - 800 personnes - 350 millions de C.A. - recherche pour son centre de fabrication à MORTAIN (Manche), UN JEUNE

INGÉNIEUR
DE PRODUCTION

diplôme Grande Ecole (ECP, ENAM ou équivalent), ayant déjà une première expérience en production mécanique et/ou électrique.

Dépendant du Directeur de la production, il sera responsable de fabrications en atelier et en atelier de montage de machines.

Progressivement, il évoluera vers des fonctions plus larges.

La société est de forme coopérative et pratique une participation globale à la marche de l'entreprise.

Écrire avec CV détaillé, en précisant la rémunération actuelle, à Monsieur PRÉSARD, sous réf. 31303 (M), 0

plein emploi
10, rue du Mol - 75002 Paris

DIRECTEUR
ADMINISTRATIF

À la tête d'une filiale française d'une Société multinationale d'origine américaine, recherche pour ses activités en France, un Directeur Administratif. Agé au minimum de 32 ans, le candidat idéal aura une formation supérieure, une expérience financière et comptable confirmée acquise si possible, en milieu industriel et dans une société anglo-saxonne. Dans cette fonction, il supervisera les services comptable, budget, planning et administratif, soit une vingtaine de personnes. La connaissance de la langue anglaise est indispensable. Les perspectives de développement de carrière sont particulièrement intéressantes pour un homme ambitieux, compétent et capable de communiquer à tous les niveaux de direction. Écrire à Michel SOYER, 6, avenue Marceau - 75008 PARIS, sous la réf. M 821. La plus grande discrétion dans l'examen des candidatures est garantie.

LA C.C.I. D'UNE VILLE PREFECTURE
D'UN DÉPARTEMENT
DES PAYS DE LA LOIRE
recherche

UN CONSEILLER
EN GESTION
INDUSTRIELLE

devant s'intégrer dans une équipe existante, dans le cadre de la promotion des petites et moyennes industries.

Sa mission sera :

- aider les dirigeants à maîtriser l'évolution de leurs entreprises,
- conseiller sur le plan technique et en gestion (sous-traitance, approvisionnement, conseil d'entreprise) et animer des groupes de travail.

Profil : 26-28 ans minimum, formation supérieure ou équivalente; expérience de quelques années dans l'industrie industrielle.

Poste à pourvoir rapidement - Formation complémentaire possible.

Fonction ouverte, dynamique, diversifiée.

Salaire : 65.000 F annuel environ.

Adressez lettre manuscrite, CV et photo sous référence 647 au

CEFAGI 87 - 89 Avenue Kléber
75784 Paris Cedex 16

IMPORTANTE SOCIÉTÉ GRENOBLE
recherche

UN INGENIEUR

pour assurer un poste de responsabilité au service d'interventions extérieures de son Département FORAGE.

Cet ingénieur devra assurer, dans le cadre d'objectifs définis :

- Les contacts avec la clientèle et l'obtention des contrats.
- La coordination des interventions extérieures.

Il doit posséder l'expérience des chantiers de forage pétrolier, posséder une formation de « mécanicien » et maîtriser la langue anglaise, qui doit être lue, parlée et écrite.

Résident à Grenoble, il doit envisager de fréquents déplacements ou séjours de longue durée à l'étranger.

Adressez C.V. complet, photo et prétentions à n° 50638 CONTEXTE Publi. 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01. r.

TRACTION CEM OERLIKON (GROUPE R.B.C.)
recherche pour le développement de son département électronique de traction de Lyon

UN INGENIEUR D'ETUDES EN REGLAGE
DE FORMATION SUP'EEC

Section automatique « ou électronique industrielle »

- IL DEVRA concevoir à partir d'un cahier des charges un des systèmes électroniques et d'automatismes pour le fonctionnement de matériel roulant de transport en commun.
- LE CANDIDAT doit avoir une formation Supélec, une très bonne connaissance des circuits logiques et analogiques et une expérience dans la traction ou dans un domaine équivalent.
- LIEU DE TRAVAIL : Lyon-Villeurbanne.
- Quelques déplacements de très courte durée à prévoir en France et à l'étranger.
- Salaire flexible, cadre agréable, rémunération en fonction du profil du candidat.

Nous nous engageons à la plus grande discrétion.

Adr. lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prêt. M. DOUGET, TRACTION CEM OERLIKON, avenue de St-Alr. 69100 Villeurbanne.

Région Paris

LABORATOIRES INDUSTRIELS
recrutent pour RECHERCHE

INGENIEURS Généralistes
TELECOMMUNICATIONS

GRANDE ECOLE

Puis de 10 ans d'expérience (en transmission et communication, en optique et opto-électronique). Aptes au commandement d'équipes de recherche.

ACTIVITE PROPOSEE :

- Etudes théoriques - Expérimentations ;
- Modélisation - Animation groupes études

REF. 51-52

INGENIEUR de Laboratoire
TELECOMMUNICATIONS

E.S.E. - E.N.T.S.

3 à 5 ans d'expérience en transmission de données en électronique rapide.

Apté au commandement avec animation de groupe.

ACTIVITE PROPOSEE :

- Conception et réalisation de maquettes ;
- Application des composants opto-électroniques

REF. 51-52

INGENIEUR de Laboratoire
THERMIQUE ET MECANIQUE

Grande Ecole (E.C.P., Mines - Doctorat spécialisé) 3 ans d'expérience.

ACTIVITE PROPOSEE :

- Conduite de programmes d'essai ;
- Analyse et exécution de calculs

REF. 51-51

Adressez lettre de présentation manuscrite + C.V. détaillé présentant expérience + prêt. n° 50.840. CONTEXTE Publi. 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

Bien indiquer la référence du poste sollicité.

IMPORTANTE ENTREPRISE
DE TRAVAUX PUBLICS
EFFECTIF 5.000
recherche

UN JURISTE

Caractéristiques recherchées :

- excellente aptitude à la rédaction exigée
- quelques années d'expérience du notariat ou du contentieux appréciables
- anglais courant, espagnol souhaité
- quel que soit son âge ou son expérience, le candidat retenu devra obligatoirement être très actif et disponible.

Le poste à pourvoir se situe au sein de l'équipe des collaborateurs immédiats du Directeur Général.

Adressez CV, photo, rémunération souhaitée sous référence 4781 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris

Important Organisme Financier
recherche un

ANALYSTE FINANCIER

H.E.C. - E.S.S.E.C. ou équivalent
ait une solide connaissance des milieux industriels.

BASE A DIJON, son action sera essentiellement axée sur la SAONE-ET-LOIRE où il sera chargé :

- des diagnostics, de la négociation, et de l'étude de prêts à long terme aux entreprises ;
- du suivi et du contrôle de la clientèle ;
- Après une formation spécifique, ce poste, au sein d'une équipe dynamique bénéficiant d'importantes appuis logistiques, comporte des déplacements fréquents.

Adr. C.V. en indiquant rémunération annuelle actuelle au la réf. 715 à :

JOUBLIN CONSEIL EN RECRUTEMENT
62, av. de Wagram - 75017 PARIS.

Réponse et discrétion assurées.

Dans le cadre du développement de son Département

ALIMENTATION ANIMALE

Nous recherchons pour l'une de nos filiales

un VETERINAIRE

Ce collaborateur dynamique, mobile (déplacements de courts durée), parfaitement bilingue (anglais), se verra confier une fonction à prédominance technique.

Il sera proche du service commercial et de la clientèle (France et étranger) pour assurer le développement technique à l'appui de la vente d'additifs.

L'expérience acquise dans l'industrie de l'alimentation animale est indispensable.

Lieu de travail : Centre de la France.

Les conditions de rémunération et d'évolution de carrière feront l'objet d'une étude en fonction des qualités et de l'expérience du candidat.

Adressez CV, photo au

CAHIDE

GESTION ANIMATION
DEVELOPPEMENT
19, rue de Montmaury
PARIS 16ème
chargé du recrutement

FILTRES CREPINES JOHNSON
créé le poste de

RESPONSABLE
INFORMATIONS TECHNIQUES - PUBLICITE

Sous l'autorité du directeur commercial, ce cadre :

- défini et rédige les supports d'informations techniques à la clientèle (périodiques, manuels d'utilisateurs, documentations diverses) ;
- défini, met au point et réalise les techniques appropriées pour la promotion des produits.

Ce cadre est un technicien, a une expérience en forage d'eau.

C'est un bon rédacteur et il parle anglais.

Le poste peut convenir à un homme de plus de 50 ans, et même, à un retraité.

La résidence à Châtelleraut n'est pas impérative.

Les candidats intéressés voudront bien envoyer

FILTRES CREPINES JOHNSON 86300 Nantais.

DIRECTEUR D'USINE
PROVINCE

Pour diriger l'une de ses usines (Eff: 150 pers.), l'entreprise recherche un cadre de plus de 35 ans ayant l'expérience de la direction d'une unité autonome de production.

Sa vocation est la fabrication de meubles de qualité mais la connaissance du produit n'est pas indispensable. Par contre, le candidat, qui recevra le soutien technique du siège, devra avoir fait ses preuves comme organisateur, gestionnaire de production et meneur d'hommes.

28 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera l'information et dossier de candidature sur demande

Service INTER-ENTREPRISES - Rég. Nord-Pyrénées
recherche pour le 1er avril

INGENIEUR ou Sup. de Co.
35 ans minimum.

Exp. production ou serv. C'est un INDISPENSABLE pour poste

RESPONSABLE FORMAT. CONTINUE

- Etude des besoins - Organisme, de stages (sur mesure) - Relation Union Patronale).
- Salaire annuel : 80.000 F.

Adressez curriculum vitae manuscrit et photo, à : A.H.I.R.P. (Formation) - B.P. 60 - 64002 PAU.

FIRME - SERVICE - ALIMENTATION ANIMALE
recherche

INGENIEUR AGRONOME
(ou formation équivalente)
ayant et possédant, expérience nutrition animale et techniques d'élevage.

Ecrire à CHENA, S.P. 10,
27100 ROMILLY-SUR-ANDELLE.

offres d'emploi

INGENIEUR
recherche

ROUSSEL
ROMANVILLE

UN(E) TECHNICIEN EN INFORMATIQUE

UN TECHNICIEN EN INFORMATIQUE

UN ANALYSTE

DEUX STAGIAIRES

DE L'INGENIERIE

INGENIEUR
COMPRESSEUR
MATÉRIEL
OUTILS PNEUMATIQUES
recherche

ingénieur d'affaires

T.P. ou MINES

Pour lui confier la direction de nos matériels et outillages, nous recherchons un ingénieur d'affaires, 3 ans d'expérience, bilingue, dynamique.

Adressez C.V. en indiquant la référence 4781 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris

IMPTE SOCIÉTÉ

INGENIEUR

recherche pour le service technique, pour l'étude et la réalisation de machines à vapeur, nous recherchons un ingénieur technique, 35 ans minimum, bilingue, dynamique, capable de diriger une équipe de travail.

Adressez C.V. photo et lettre de motivation sous référence 4781 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris

صكنا من الامم

سكرا في الاول

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	40,16
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENCE	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,62

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,68
AUTOMOBILES	20,00	22,68
AGENCE	20,00	22,68

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

« Firms Service »
ALIMENTATION
ANIMALE
recherche

14 Pour son siège
REGION PARISIENNE

**JEUNE
VETERINAIRE**
Connaissance
de la profession souhaitée.

24 Pour REGION EST

**AGRO - AGRI
OU SIMILAIRE**
Technico-Commercial
avant 20 ans d'expérience
de la profession.
Travail intéressant, salaire
fabuleux d'ailleurs.
Résidence à
CHALON-SUR-SAONE ou région,
éventuellement OJON.

Ecr. n° 20.461, Contesse Publ.,
20, av. de l'Opéra, PARIS-1^{er}.

IMPORTANTE SOCIETE
Unité GICV
ASNIERES-LEVALLOIS
recherche

**EMPLOYE
QUALITE**
niveau III, 2/3 service.
Adhès commens à plusieurs
fabrications de produits.
Formation complète.
Contrats avec fournisseurs.
Horaires normaux X 3 jours,
place stable - Restaurant
d'entreprise, avantages
sociaux, participation, prime
fin d'année. Ecrire avec C.V.
détailé et prétentions 2725 à
SLEU 17, rue LESSE, 9309 VINCENNES.

Ingénieurs pour travaux souterrains

Forage ENSPM

Vous connaissez bien les techniques de forage pour les avoir pratiquées plusieurs années ; vous savez aménager après avoir creusé. Vous avez une expérience gaz. Autant que le spécialiste qui évite bien dans le sous-sol, vous êtes l'ingénieur qui sait prévoir pour demain l'évolution de sa technique (réf. 78279 M).

Mines, ESTP, ENSAM

Vous avez une dizaine d'années d'expérience de travaux souterrains en entreprise ; tant en bureau d'études que sur le tas. Toutes les astuces de ce métier vous sont connues. Vous avez déjà eu peut-être la responsabilité globale d'un chantier (réf. 78280 M).

Mécanique électricité

Tous les aspects des problèmes de circulation des fluides vous sont familiers. Vous savez prévoir, au besoin même calculer, tous les équipements mécaniques et électriques, tant pour la surface que pour le fond. Vous savez aussi les approvisionner, les installer et les essayer (réf. 78281 M).

Sirca
64, rue La Boétie 75008 Paris

**IMPT CENTRE
TECHNIQUE**
recherche
NORD DE PARIS

**INGENIEUR-
MECANICIEN**
DIPLOME
pour travail dans une équipe
dont la vocation est d'améliorer
et d'innover dans le domaine
des METHODES
et FABRICATION MECANIQUE
Des connaissances en informa-
tique appliquées à ce domaine
sont indispensables.

La préférence sera donnée au
candidat ayant des connaissances
en :
— Méthode de fabrication ;
— Exploitation des machines à
commande numérique ;
— Utilisation des logiciels de
commande numérique ;
— Ecrire de post-procédés
(APT, IPAPT) ;
— Utilisation du basic ou for-
tran ;
— Utilisation d'ordinateur de
bureau du type HP 30 ou
Wang 2200.

Anglais souhaité.

Adress. C.V., photo et prétent.
n° 20461 Contesse Publ.,
20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

SOCIETE DE PRESSE
recherche pour son
Service de Documentation

CADRE
appelé à prendre la responsa-
bilité d'un service. Le CADRE (H. ou
F.) âgé d'au moins 40 ans,
aura travaillé sur une dizaine
de collaborateurs. Une sérieuse
expérience des questions et
des milieux politiques, adminis-
tratifs et financiers est indis-
pensable. Adress. C.V. détaillé à S.S.P.
12, av. de l'Opéra, 75001 Paris.

ROUSSEL UCLAF
ROMAINVILLE
recherche

**UN(E) TECHNICIEN SUPERIEUR
EN HISTOLOGIE**
coefficient 270, capable d'assurer
LE CONTRÔLE TECHNIQUE
d'un laboratoire d'ANATOMIE-PATHOLOGIE.
De sérieuses connaissances théoriques et une bonne
expérience professionnelle sont indispensables.

**UN TECHNICIEN SUPERIEUR
CHIMISTE**
Pour un laboratoire de recherches de synthèses
organiques avec des éléments radioactifs.
— manipulation de micro unités opératoires ;
— une bonne expérience est indispensable.

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR
avec des connaissances en
CHIMIE
pour mise au point de programmes destinés à
établir les relations entre structure des molécules
et activité.
Pratique et expérience du FORTRAN sont indis-
pensables.

**DEUX STENOGRAPHE
SECRETAIRES**
DE LANGUE MATERNELLE ANGLAISE
Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à :
Service du Personnel, ROUSSEL UCLAF,
102, route de Noisy, 93230 ROMAINVILLE.

NCR FRANCE
Systèmes Informatiques
recrute pour Paris et Province
**INGENIEURS
COMMERCIAUX**
(2 à 5 ans d'expérience)

Missions :
— étudier et vendre aux Directeurs d'Entreprise,
les équipements et logiciels adaptés à leurs
besoins (systèmes, terminaux spécialisés,
minis, transmissions).

Pour réussir :
— Les candidats devront avoir :
— une formation commerciale ou technique
supérieure ;
— une expérience chez un constructeur ou une
société de services informatiques ;
— la connaissance de l'Anglais est possible.

Nous offrons :
— les avantages d'un grand constructeur dont
les systèmes diversifiés se situent dans les
techniques de pointe ;
— une formation importante dès votre entrée
prévue en Avril.

Envoyer lettre, C.V. photo à :
Direction du Personnel NCR FRANCE
191 rue de Valenciennes (Boite 148)
75001 Paris (réponse et discrétion assurées)

Un des plus grands
constructeurs d'ordinateurs
de gestion, toutes gammes,
recherche pour PARIS
deux ingénieurs

**technico-
commerciaux**

Salaire Annuel : 130.000 F

pour établir des propositions de réalisation
de logiciels d'applications auprès de la
clientèle. Ils seront intéressés au chiffre
d'affaires réalisés dans le domaine.

Les candidats recherchés ont acquis une
expérience de l'établissement de cahiers des
charges, d'évaluation, et de mise en place
de projets informatiques.

Adresser C.V. détaillé accompagné d'une
photo, et présenter le salaire actuel sous
référence MA 82 à

CARRIERES SERVICES 19 Rue de la Paix
Copsal en recrutement 75002 Paris

GRUPE IMMOBILIER
recherche pour son département
BUREAUX ET LOCAUX INDUSTRIELS

**NEGOCIATEUR très dynamique
et parfait ORGANISATEUR**

Ce poste conviendrait à personnes de 30 ans min.
justifiant d'une expérience professionnelle.

Envoyer C.V. + photo sous la référence 212, A :

RUONOLANDIN
concl

181, rue de Valenciennes Saint-Maur, 75008 PARIS

**SPECIALISTE ACOUSTIQUE
INDUSTRIELLE**

Notre forte expansion nous amène à implanter en
France une Unité de fabrication pour des produits
d'isolation.

Dans le cadre de notre développement industriel
et commercial, nous recherchons actuellement un
spécialiste pour promouvoir sur toute la France
l'utilisation de produits acoustiquement conçus
pour l'acoustique industrielle.

En liaison directe avec le Directeur des Ventes, il
vous faudra répondre aux besoins des utilisateurs,
intervenir en appui aux vendeurs multi-produits,
faire l'interface entre les Bureaux d'études et les
clients et trouver les entreprises qui assureront la
réalisation.

Vous êtes Ingénieur diplômé ou technicien supé-
rieur et votre domaine d'activité vous est familier.
De notre côté, nous mettrons tout en œuvre pour
vous aider à réussir.

Merci d'envoyer votre C.V. sous la réf. 3.617 à :

**INTERNATIONAL
BUSINESS DRIVE**
28, av. de Messine
75008 PARIS
à qui nous avons confié cette recherche.

INGERSOLL RAND

**COMPRESSEURS —
MATÉRIEL T.P. —
OUTILS PNEUMATIQUES**
recherche

**ingénieur
d'affaires**

T.P. ou MINES

pour lui confier la négociation et la vente
de nos matériels de travaux publics, forage et
compactage sur PARIS et sa région.
3 ans d'expérience au moins dans un poste
similaire. Anglais indispensable.

Adresser C.V. en indiquant les prétentions,
sous référence 094M, Service du Personnel,
B.P. 113 — 78190 TRAPPES.

**CHIEF
DES VENTES DIRECTES**
140.000+

Constructeur français de matériels d'équipement
Société de 1er plan
offre ce poste, basé dans la région parisienne, à
un cadre commercial de plus de 35 ans, de savoir
supérieur, qui pourra confier une réelle expé-
rience de l'animation et de la gestion d'un réseau
national, selon des critères concrets (résultats de
travail) et très élevés (gestion d'équipe), dans
une politique ambitieuse mais précise et parfai-
tement définie.

Cette responsabilité couvre 75 personnes environ
ou 6 succursales pour un C.A. de l'ordre de
60 MF.

Les candidats peuvent adresser leur CV sous
référence 106 - à :

Mlle CHARNOIS
3, Résidence La Lyonne
92500 - RUEIL-MALMAISON

data systems

**4 INGÉNIEURS
COMMERCIAUX**

PARIS, EST, NORD, SUD-OUEST
3 ans d'expérience vente
ordinateurs ou terminaux

IMPORTANT GROUPE EUROPÉEN
proche Banlieue Sud
INDUSTRIE ALIMENTAIRE
recherche

**JEUNE CONTROLEUR BUDGÉTAIRE
E.S.C. ou D.E.C.S.**

ayant quelques années d'expérience du contrôle
de gestion, de préférence au sein d'une Société
du secteur agro-alimentaire.

Assistant du directeur des budgets du Groupe
il aura pour mission :

- d'assurer et de développer le système d'infor-
mation financière du Groupe ;
- d'analyser les résultats des filiales ;
- de participer à l'élaboration des budgets an-
nuels.

Connaissances de l'Allemand souhaitable.

Ecr. avec C.V., photo et prét. à n° 50.474 Contesse
Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er} qui transm.

La Compagnie Consultative de Melun
recherche

CONSULTANTS

- Spécialistes en RECRUTEMENT - Réf. 1220.
Orléans, gère, développe un service en fonction des
objectifs fixés.
Même intéressement les recrutements depuis la
demande jusqu'à l'intégration dans l'entreprise.
- Spécialistes des PROBLÈMES DE FORMATION - Réf. 1221.
Capable de concevoir et de mettre en place
différents stages, de gérer des laboratoires,
des écoles ainsi que les budgets Formation
Continue des entreprises ressourceuses.
Animation de séminaire possible selon com-
pétences.

Ils sauront aller de l'avant et manifester un
sens commercial pour promouvoir leur service.

Lieu de travail : MELUN
30 de train de la gare de Lyon.

**PROFILS
CARRIÈRES**

Env. lettre, C.V., photo,
prét., à M. G. ORLÉANS
Rapporter la référence
42, rue Bancel
77097 MELUN
Rép. et discrét. assurées.

**L'UNION DES CAISSES CENTRALES
DE LA MUTUALITÉ AGRICOLE**

recherche
pour le secteur Prévention
des accidents du travail

ingénieur de sécurité

Diplôme d'Ingénieur AGRONOME ou d'Ingé-
nieur des ARTS et MÉTIERS. Une expérience
dans le domaine du machinisme et en par-
ticulier du machinisme agricole est exigée.
Très bonne connaissance de la réglementation
relative à l'hygiène et la sécurité du travail.
Fréquents déplacements en Province.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo
et prétentions à UCCMA - Département
GESTION DU PERSONNEL
8 et 10, rue d'Astorg - 75008 PARIS

**IMPORTANTE ENTREPRISE
DE TRAVAUX PUBLICS**
recherche
pour son Service du Personnel

**un Spécialiste
en Recrutement**

Il aura pour mission de recruter principalement
du personnel expatrié E.T.A.M. et CADRES.
La connaissance de l'anglais est souhaitable.
Age minimum 28 ans.

Adresser CV, photo et salaire actuel
sous référence CO 4778 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris

S.S.C.I. RECHERCHE

**ANALYSTES
CHEFS DE PROJETS
INGÉNIEURS D'APPLICATION**

**COROLIMS 05/VS
PL 1 EMS 05/VS**

Ecrire avec C.V. détaillé à
P.A. JUSTET
2, rue des Dardanelles
75017 Paris

P.A. JUSTET
membre
d'international
recruiting
group

IMPT SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE
recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Intéressé par le service après vente de matériel
aéronautique, avionique, systèmes bases et aéro-
dynamiques région PARIS et EST.

Formation technique spécifique assurée.
Anglais parlé indispensable.

Lieu de travail : PARIS SUD-OUEST.

Adresser C.V., photo et prét. à n° 50638 Contesse
Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}) q. 1r.

offres d'emploi

Pour AGENCE DE PUBLICITÉ INTERNATIONALE

DIRECTEUR DE GROUPE
ou
DIRECTEUR DE CLIENTELE

pour gestion de budgets NATIONAUX et INTERNATIONAUX.

Profil du candidat :

- 30 ans environ ;
- anglais parlé et écrit ;
- plusieurs années expérience grands annonceurs ;
- sens développé ;
- de la création ;
- de l'organisation ;
- des relations humaines.

Adresser curriculum vitae en anglais + photo à :
TOMANTIC, références D.G.
82, Grande-Rue, 92380 GARCHES.

IMPORTANT CABINET INTERNATIONAL
D'AUDIT Paris 16^e propose poste de :

DIRECTEUR SPÉCIALISTE FISCAL

à conseiller fiscal agréé.

Le candidat devra posséder, en plus d'une solide expérience fiscale en cabinet ou dans l'administration, une pratique courante de la langue anglaise avec de préférence le diplôme d'expertise comptable.

Rémunération en rapport avec les qualifications exigées.

Aucun contact ne sera pris avec l'employeur sans autorisation expresse du candidat.

Envoyer C.V. et prétentions s/réf 8942 à :
P.LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 Paris
cadex 02 - qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Notre équipe de création et des studios se développe. Elle souhaite accueillir un

MAQUETTISTE D'EXECUTION

(Homme ou Femme)

Le candidat à une formation Convisat ou Estienne et peut justifier de 2 ou 3 ans d'expérience.

Notre choix se portera sur un candidat très appliqué, travaillant rapidement et sachant parfaitement calibrer.

Dans un premier temps, il lui sera proposé un contrat de travail à durée limitée.

Les candidats intéressés sont priés de prendre contact avec Monsieur Laurent LE PONT, Chef de Studio à HAVAS CONTACT - 236.42.81 ou 755.99.08 - poste 230, ou de lui envoyer leur cv. au 156, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

etap

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE RÉALISATION DE MACHINES SPÉCIALES (MATÉRIELS RENOMMÉS - EXPORT SUPÉRIEUR À 50 %) APPARTENANT À UN GROUPE INTERNATIONAL - RECHERCHE

DIRECTEUR D'USINE

CE POSTE PEUT CONVENIR À UN CANDIDAT :

- ECP - AM ou école de niveau équivalent ;
- ayant une solide expérience (5 à 10 ans) d'une gestion industrielle complexe acquise dans secteur machines spéciales, machines-outils ou domaine similaire ;
- témoignant de capacités d'adaptation à des techniques variées et de qualités d'organisateur et d'animateur (effectif de l'usine 200 personnes).

SITUATION INTÉRESSANTE DANS FIRME SOLIDEMENT IMPLANTÉE.

REMUNÉRATION 130.000 +

Ville : pays de LOIRE.

Ecrire sous référence JR 354 AM.

GROUPE MERLIN GERIN

RECHERCHE POUR FILIALE SPÉCIALISÉE MAINTENANCE MATÉRIELS ÉLECTRONIQUES DANS DOMAINES VARIÉS : INDUSTRIES LABO-MÉDICAL-PÉRI-INFORMATIQUE...

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

DIPLOME ISEP - ISEN - INSA ou ÉCOLE ÉQUIVALENTE, 28 ANS MAXI, AYANT 4 A 5 ANS EXPÉRIENCE TECHNIQUE ET COMMERCIALE DANS CE DOMAINE.

Ce cadre devra être capable de promouvoir, animer et contrôler une politique marketing de développement et diversification des marchés.

SITUATION INTÉRESSANTE ET AVENIR DANS FIRME EN EXPANSION.

Lieu de travail : PARIS banlieue Ouest immédiate.

Ecrire sous référence OW 359 AM.

Entreprise Industrie

1,2 MILLIARD C.A. - CHAUDRONNERIE LOURDE RECHERCHE

INGÉNIEUR DE CHANTIER

POUR SON ACTIVITÉ CONSTRUCTION D'ÉLÉMENTS DE PLATES-FORMES OFF SHORE

Ce poste intéresse un ingénieur AM ou équivalent, ayant une expérience confirmée dans cette spécialité et capable d'exercer des responsabilités techniques d'organisation et de coordination sur différents sites en France ou à l'étranger.

Anglais indispensable.

Ecrire sous référence NQ 358 AM.

écrire en précisant la référence
4, rue Massenet 75016 PARIS
discretéon assurée

etap

LEE COOPER FRANCE

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION OFFRE A AMIENS POUR SECONDER SON DIRECTEUR COMMERCIAL EN FRANCE ET DANS LES FILIALES EUROPÉENNES UN POSTE DE

CADRE COMMERCIAL HAUT NIVEAU

LE TITULAIRE DU POSTE PARTICIPERA :

- à l'élaboration de la collection et à toutes les actions promotionnelles en France et dans les filiales ;
- aux prévisions de ventes et à l'animation du réseau, à l'analyse des résultats.

Une réussite à ce poste devra permettre d'accéder à de larges responsabilités commerciales à l'échelle HEC - ESSEC - ESCP ou équivalent, dynamique et disposant d'une expérience de 5 ans environ ventes au marketing dans branche textile en distribution de produits de grande diffusion.

Connaissance anglais nécessaire.

Ecrire sous référence GZ 345 AM.

MÊME FIRME RECHERCHE POUR AMIENS

DIRECTEUR ADMINISTRATION DES VENTES FRANCE EXPORT

CE POSTE :

- implique la responsabilité de l'ensemble de la gestion commerciale et de la distribution ;
- peut conduire à HEC - ESSEC ou équivalent, 30 ans minimum, disposant d'une expérience commerciale et témoignant de

QUALITÉS DE GESTIONNAIRE, NÉGOCIATEUR ET DE COMMANDEMENT pour diriger son équipe et contribuer au développement de l'entreprise.

Anglais souhaité.

Ecrire sous référence AI 346 AM.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE (C.A. SUPÉRIEUR À 100 MILLIONS) PARIS - FILIALE IMPORTANTE GROUPE FRANÇAIS - RECHERCHE

CONTROLEUR DE GESTION

HEC - ESSEC - ESCP... ayant 2 à 4 ans d'expérience similaire acquise dans une société industrielle.

RATTACHÉ AU DIRECTEUR GÉNÉRAL, et en liaison fonctionnelle avec le Directeur du contrôle de gestion du groupe, il sera chargé :

- du contrôle de gestion ;
- de l'amélioration des systèmes existants ;
- d'études de gestion.

Poste intéressant et avenant au sein d'une société ayant des activités industrielles diversifiées.

Ecrire sous référence EXM 350 AM.

Importante Société Industrielle Française
produisant en grande série des équipements mécaniques pour l'industrie automobile, recherche

adjoint du directeur des fabrications

de sa principale unité de Production 800 personnes 60 km au nord de Paris.

Agé de 35 ans au moins, diplômé d'une grande École d'ingénieurs et il a impérativement plusieurs années d'expérience de fonctions de commandement et de gestion industrielle dans le domaine de l'usinage et du montage en grande série d'ensembles mécaniques.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi aux heures de bureau par l'intermédiaire du 01 11-11-11 qui donnera rendez-vous aux candidats concernés.

Information Carrière

Envoyer son dossier à :
SVP RESSOURCES HUMAINES 65 avenue de Wagram 75017 Paris.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN INFORMATIQUE
recherche

jeunes collaborateurs

- 2 à 3 années d'études supérieures
- célibataires, dégages des obligations militaires
- libres rapidement

DESIREUX D'ENTREPRENDRE UNE CARRIÈRE dans :

L'INFORMATIQUE

Formation assurée dans le cadre d'un contrat de travail formel avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidature, avec C.V. détaillé + photo en précisant la date de disponibilité à :
N° 48.987 Contesse Publicité, 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

UN DES PREMIERS GROUPES DE LA DISTRIBUTION
recherche

ACHETEUR-TEXTILE
(confection, bonneterie, lingerie)

- pour s'intégrer à la Centrale chargée d'approvisionner une chaîne de magasins et de gérer un Catalogue de Vente Directe.
- 28 ans minimum, diplômé École de Commerce, il justifiera d'une réelle expérience dans le domaine du vêtement féminin.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions sous n° 27067 B à :
Discretéon garantie, réponse assurée.

17, rue du Docteur Lagneau 93400 VINCENNES qui transmettra.

Pour Filiale Française du Numéro 1 Mondial dans sa spécialité

PRODUITS DE GRANDE DIFFUSION

Jeune MARKETING MANAGER

110/130.000 F AN

27 ans minimum, c'est un homme diplômé de l'enseignement supérieur qui compte déjà 3 à 5 années d'expérience en Product Management chez un grand du marketing. Sérieuse promotion possible sous 2 ans. Anglais nécessaire.

Silège Banlieue Parisienne.

Préciser le nom des sociétés auprès desquelles vous ne souhaitez pas postuler.

GFC 110 rue de Sèvres 75015 Paris

direction département recrutement

180.000 +

Une Société de Conseil de renommée internationale - intervenant principalement - recherche dans le cadre de ses activités de recrutement, un jeune homme français qui s'engage à l'élaboration et à l'exécution de son Département Recrutement couvrant 10 Départements.

Devoir à tous les problèmes d'insertion et de développement des hommes dans la vie professionnelle, il s'agit de concevoir et d'élaborer le plan des activités de son département - en liaison avec les autres départements de la Société - tout en étant attentif aux besoins nouveaux des entreprises.

Le candidat souhaité sera une formation supérieure et préalable en Sciences Humaines, une expérience industrielle d'au moins 10 années dont une partie dans la gestion des cadres, capable de travailler en équipe et de gérer des situations complexes.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous référence 8214-M à :

R. LEROY
8, RUE D'ATHÈNES - 75009 PARIS
à qui il a été confié cette recherche et qui répondra personnellement à toutes les demandes. Aucune candidature ne sera transmise sans autorisation et accord préalable.

banque américaine internationale
recherche

directeur administratif et des opérations

Nous sommes une Banque Américaine Internationale de premier plan. Notre Siège Social est à New-York et nous recherchons pour notre agence parisienne un Directeur Administratif et des Opérations (effectif actuel 80).

Dépendant du Directeur de l'agence, il prendra en charge la direction du personnel, supervisera les procédures des différents services et coordonnera leurs activités. Il sera responsable en liaison avec le Contrôleur de l'établissement des rapports internes/externes, relatifs à l'activité financière et administrative de l'agence.

Ce poste conviendrait à une personne ayant une excellente expérience de la fonction et de formation supérieure. La connaissance du droit du travail, des rapports avec le personnel, des techniques bancaires françaises et américaines et une maîtrise parfaite de l'anglais sont indispensables.

Le niveau de rémunération est en rapport avec l'importance du poste qui offre de réelles possibilités de carrière.

Vous pouvez nous adresser votre candidature en indiquant votre salaire actuel et, sur enveloppe intérieure, les Banques auxquelles vous ne souhaitez pas qu'elle soit transmise. M. ARNAUD vous garantira une discrétion totale.

Q7 organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUINTRANSMETTRA

S'ADAPTER...

La sanction immédiate de la réussite commerciale d'une société repose sur sa faculté d'adaptation aux contraintes spécifiques de son marché.

Pour RANK XEROX, la nécessité de s'adapter est érigée en ligne de force commerciale : l'adaptation aux structures et aux mentalités du marché français, l'adaptation aux exigences de la clientèle, l'adaptation à l'évolution technologique du matériel de bureau. Nous recrutons des :

ATTACHÉS COMMERCIAUX

Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (commercial de préférence) ou vendeurs ayant une bonne expérience de la vente, capables de s'adapter aisément aux situations et aux hommes.

Nous offrons une formation rémunérée à nos produits et à nos techniques de vente et une rémunération motivante dès le départ (fixe + variable de l'ordre de 65 à 75.000 F/annuel, compte tenu des résultats, bien entendu) et participation aux fruits de l'expansion.

Postes à pourvoir à PARIS et RÉGION PARISIENNE.

Merci d'adresser lettre de candidature + C.V. sous réf. V 114 à Yves KERNEVEZ, RANK XEROX, Service Recrutement, 4, rue Nicolas Robert B.P. 63 93602 AULNAY-SOUS-BOIS.

RANK XEROX

MEDECIN

Important Institut de Recherche Médicale Banlieue Sud recherche un Docteur en Médecine 30 ans environ, possédant également les certificats de Sciences exigés pour la Direction d'un laboratoire. Un candidat désirant poursuivre des études par exemple la préparation d'une thèse d'état peut être accepté.

Ce médecin dirigera un service de recherche comprenant une trentaine de personnes.

Il s'agit d'un poste évolutif pour lequel nous recherchons un candidat de valeur aussi bien sous l'angle de la personnalité que sur le plan des connaissances et des aptitudes scientifiques.

Adresser votre candidature à :
J. de BRESILLON sous référence 29/65

SEREP 82, Bd Malesherbes 75008 PARIS

péri-informatique

directeur marketing

Olivetti crée le poste de Directeur du Marketing au sein de sa Division Grands Systèmes.

Il aura pour mission l'analyse du marché, la définition des stratégies commerciales, la promotion des produits et l'assistance au réseau de vente.

Une expérience technique et commerciale dans l'informatique, acquise de préférence chez un constructeur, une formation scientifique supérieure et un âge minimum de 30 ans nous paraissent nécessaires pour prendre en charge la direction de notre équipe marketing.

Pour un premier contact, envoyer C.V., photo et rémunération actuelle sous référence K11 - OLIVETTI France - Direction du Personnel et des Relations Humaines - 91, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS

olivetti DIVISION GRANDS SYSTEMES

offres d'emploi

EQUIPEMENT DE LA

Responsable Fabrication

Responsable Production

DIRECTEUR

responsable

5 SERVICES

Ingénieur

responsable de

trois jeunes

la division

JEUNE INGE

CEGOS

حکومت اسلامی

سكرا من الاعمال

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	11,44
IMMOBILIER	10,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	81,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

CORNING
LEADER MONDIAL
VERRE TECHNIQUE

Recherche, pour Service Technique Européen, 60 km Sud Paris.

ingénieur procédés de fabrication

Chargé au sein de ce service de développer et réaliser auprès des usines les programmes européens d'amélioration de qualité et de réduction de coûts, le candidat devra avoir :

- une personnalité affirmée et intéressée par des résultats concrets,
- le goût des contacts avec le personnel d'usine,
- un diplôme d'ingénieur d'une Grande Ecole,
- une formation complémentaire et/ou un intérêt dans l'utilisation des techniques statistiques,
- 0-5 ans d'expérience industrielle,
- la capacité de travailler en français et en anglais.

Envoyer C.V. détaillé et photo à n° 18688 P.A. SVF 27 rue du Général Foy, 75008 PARIS.

SOCIETE
FEAU GESTION
METRO MIROESNIL

LOCATION - GESTION APPARTEMENTS

recherche

UN COLLABORATEUR

25 ans minimum

Chargé de second Chef Service dans les domaines commerciaux, administratifs, juridiques et comptables. Expérience similaire et formation I.C.H. appréciée.

Permis de conduire exigé.

UNE DACTYLO-STANDARDISTE

AYANT GOUT DES CONTACTS HUMAINS

Dynamique, capable de s'intégrer dans une équipe.

REMUNERATION EN FONCTION DES COMPETENCES

Envoyer curriculum vitae manuscrit, photo et prétentions à l'attention de **PATRICK FEAU**, 112, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

DIEBOLD FRANCE S.A.

recherche pour faire face à son expansion :

ingénieurs conseils

EN ORGANISATION ET INFORMATIQUE

désireux de s'intégrer dans une équipe de grande qualité pour effectuer des interventions très diverses mais toujours de haut niveau.

NOTRE CHOIX SE PORTERA SUR : des candidats pouvant justifier d'une réelle expérience dans une fonction similaire acquise soit dans une entreprise industrielle, soit chez un constructeur d'ordinateurs, soit dans un cabinet de conseils.

POUR CE POSTE IL FAUT : être diplômé d'une grande école, âgé de 30 ans minimum, bilingue français / anglais (l'espagnol serait également apprécié) et avoir de solides connaissances en informatique.

Envoyer C.V. photo et prétentions à : **DIEBOLD FRANCE**, 63, rue La Botte - 75008 PARIS

LE CREDIT CHIMIQUE BANQUE PRIVEE

recherche pour Paris, dans le cadre de son plan informatique à moyen terme, un

organisateur

Sa mission : au sein d'une équipe :

- responsabilité de la conception et de la mise en place fonctionnelle de systèmes informatiques de gestion utilisant les techniques et les matériels les plus avancés,
- coordination et maintenance de procédures administratives,
- liaison entre les services utilisateurs et l'informatique.

Son profil : BANCAIRE :

- formation supérieure,
- expérience de 3 à 5 ans comme Organisateur ou Chef de Projet,
- connaissance des activités bancaires et de l'informatique absolument indispensables,
- motivé dans les contacts.

Expérience en matière de systèmes informatiques décentralisés et de bases de données appréciée.

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions sous réf. DM à B. AMELT.

CREDIT CHIMIQUE
20, rue Treillard - 75008 Paris

LOGESTS
recherche
INGENIEURS ANALYSTES PROGRAMMEURS

1 à 2 ans d'expérience minimum en contrôle des processus industriels (matériel type ROYAL, AUTRA, SOLAR, etc.).

INGENIEURS
Logiciel, Mitra 15, 40 ou 125

PROGRAMMEURS
CICS - Cobol - Urgent

Tél. pour C.V. au 327-44-99

Impe sté banlieue Sud de Paris recherche pour grandes entreprises industrielles et analytiques. Rattaché au service études, à n° 10333 MI REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

INFORMATIS SYSTEMES
recherche pour dépannage de systèmes de contrôle. FRANCE et à l'étranger.

INGENIEURS LOGICIELS
Nava - Mitra - POP 11 - Soter

INGENIEURS IRIS 50
Rattaché au service programmation pour éléments de valeur 24, r. Deubien, 5 - 337-99-72

IMPORTANT FABRICANT PEINTURES BATIMENT
recherche

CHEF DES VENTES
BASE A PARIS pour employer rapidement et efficacement des spécialistes sur des territoires à FAIR. Age min. 35 ans. Connaissances peinture industrielle. Adress. C.V. photo et prétentions à : **DAUPHINE**, 41, av. de Friedland, 75008 Paris, qui transmettra.

STE INTERNATIONALE
proche banlieue Paris recherche

CADRE (S) TECHNICO-COMMERCIAL EXPORT
28 ANS MINIMUM

Connaissance parfaite anglais, allemand, espagnol. Responsable des ventes sur territoires étrangers pièces techniques auto et poids lourds à base technique électrique.

Adress. C.V. et photo à n° 50837, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}).

ORGANISME SOCIAL QUARTIER OPERA
recherche son service informatique, 40 personnes (100 120 DOS/VS 390 - OL/1 CICS et autres) pour effectuer des tâches de programmation.

Adress. C.V. détaillé, réf. C.V. prêt, à M. BROSSARD, 3, r. Talbot, 75009 PARIS.

GRUPE ASSURANCES
recherche

BACHELIERS
avec anglais courant.

BACHELIERS
avec Espagnol courant.

Formation à l'analyse des contrats assurés.

Salaire 13 mois et demi ; restaurant d'entreprise ; Horaires flexibles.

Ecrire avec C.V. à n° 3785 112 bd Voltaire, 75011 Paris.

RECHERCHE CHEF SERVICE ADMINISTRATIF DES VENTES

Supervision service commandes, amélioration processus, liaisons avec clients, à l'étranger, prospection, gestion stock, statistiques, anglais u. 2 ans d'expérience minimum. Env. C.V. prêt, à n° 2755 MI, P.A. SVF, 17, rue Lebel, 75008 Vincennes.

AFNOR
Association Française de Normalisation recherche pour son service d'Assistance Technique aux Exportateurs (INOEXI)

UN INGENIEUR

A et M ou équivalent

Fonction : étudier les réglementations techniques étrangères pour les entreprises françaises exportatrices. Courtes missions à l'étranger. Alternance et Anglais indispensables. Expérience de l'exportation souhaitée.

Ecr. avec C.V. et prétentions sous réf. 9922 au serv. personnel Tour Europa - Coder 7 92880 PARIS-14 DEFENSE

Etablissement public région parisienne recherche agent technique commercial (jeune ingénieur ou diplômé) pour la promotion d'une technique faisant une large part à l'informatique. Expérience professionnelle des techniques d'aménagement très souhaitable.

Ecr. n° 8028 à Le Monde - Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9.

Filiale d'un important Groupe Industriel occupant une position dominante dans le domaine des **SYSTEMES INFORMATIQUES AVANCES**, recherche :

INGENIEURS ELECTRONICIENS DEBUTANTS ET CONFIRMES

Grandes Ecoles (Supélec, ENSI Grenoble...) pour étude et développement de nouveaux matériels. Connaissance « Logiciel » appréciée.

AGENTS TECHNIQUES - ELECTRONICIENS CONFIRMES

Pour étude et développement :

- A - de matériels informatiques ;
- B - de matériels en technologie avancée (micro-processeurs, S.I., Synchronisme).

Lieu de travail : Proche banlieue Sud-Ouest

Adress. lettre manusc. C.V. détaillé, prêt et photo à n° 50872, Contesse Publ., 20, av. Opéra, 75008 Paris, cedex 01.

ANALYSTES FINANCIERS BANKERS TRUST
recherche

UN (UNE) ANALYSTE confirmé, intéressé par les études économiques sectorielles et par l'analyse des risques de crédit.

Il se verra probablement offrir la responsabilité de la conduite du département d'analyse dans les 12 à 18 mois qui suivront son entrée ; il devra être prêt à assumer cette position pendant 4 à 5 ans.

Formation recherchée :

- 8 à 18 ans d'expérience professionnelle essentiellement dans l'analyse ou un diplôme d'enseignement supérieur, soit de gestion, soit de comptabilité, assorti de quelques années d'expérience.
- Bonne aptitude à présenter les travaux en anglais, allemand et par écrit.
- Nationalité française souhaitable.

Les lettres de candidatures, accompagnées d'un C.V. avec photo manuscrite, doivent être adressées à : **SERVICER RECRUITEMENT**, 2, avenue Montaigne, 75008 PARIS.

Elles seront traitées avec une entière discrétion.

SYNDICAT PROFESSIONNEL
recherche pour être le

collaborateur du délégué général

JEUNE SCIENCES PO, SCIENCES ECO, LICENCE DROIT ou EQUIVALENT

ayant déjà une expérience dans un organisme similaire, une entreprise ou une administration.

Sont indispensables :

- excellentes capacités rédactionnelles
- précision et rigueur d'esprit naturelles
- maîtrise des contacts
- anglais écrit et parlé.

Adress. C.V. et photo, sous No 186043 69, rue de Valenciennes 75008 PARIS.

Société d'Assurances de 1^{er} plan
9^e arrondissement recrute

UN ou UNE SPECIALISTE DE LA COMPTABILITE, TITRES

- Position agent maîtrise ;
- Salaire X 135 ;
- Horaires flexibles ;
- Convivialité, et expérience, à l'échelle (e) de la fonction publique.

Ecrire avec cur. vit. et prêt à n° 3713, PUBLICITES REUNIES, 112, boulevard Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.

CENTI
recherche

1 INGENIEUR SYSTEME

éventuellement à TEMPS PARTIEL

CECOS 6000

2 ANALYSTES PROGRAMMEURS

TRÈS QUALIFIES

CIT - BB 66 - COBOL ou GEMAP

Libres rapidement.

Rémunération très intéressante.

Envoyer d'urgence lettre avec C.V. et prétentions CENTI, 128, rue de Banne, 75008 PARIS ou tél. 226-35-31 - Discrétion assurée

Société
NORBERT BETHARD FRANCE
études économiques, financières, sociales, industrielles, spécialité dans les assurances techniques aux pays en voie de développement.

14, rue Pierre-Charron, Paris-8^e recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

ayant sérieuse formation économique et informatique, pouvant envisager sé. à l'étranger. Ecrire lettre man. av. C.V. et photo.

NATIONAL SEMICONDUCTOR
le fabricant mondial circuits intégrés recherche pour son département :

- a) **INGENIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX**
ATX - ATP - ING. devront changer orientation et intéressés par contacts humains, vente, services.
- b) **INGENIEURS d'appliqués**
ATX - ING. exportateur de base (comp. Inteurs et Intérieurs).
- c) **AGENTS TECHNIQUES DE CONTROLE**
ATX - ATX
- d) **AIDES-COMPTABLES**
OBSERVANTES

CAP. bon écriture manuscrite. Envoyer C.V. + photo + photo de base (comp. Inteurs et Intérieurs).

20240 FONTENAY-AUX-ROSES

LABORATOIRE CENTRAL DE TELECOMMUNICATIONS
recherche

INGENIEURS GRANDES ECOLES

ou équivalent

débuteurs ou 2 à 3 années d'expérience pour travaux dans les domaines suivants :

- logiciel de base (comp. Inteurs et Intérieurs).
- bonne connaissance écrite et parlée de la langue anglaise.
- Nationalité française souhaitée.

Ecrire avec C.V. et photo à n° 186043, 69, rue de Valenciennes, 75008 PARIS.

ANSWARE
Importante Société de Services et Systèmes Informatiques, filiale du groupe THOMSON

Dans le cadre de ses activités systèmes mini-ordinateurs et micro-processeurs, recherche :

INFORMATIQUES

utilisés par les applications : d'analyse industrielle (de télécommunications) :

- et de mini-gestion.
- Une formation supérieure. Ecole d'ingénieur, de préférence, et indispensable.
- Une expérience de conception et/ou de réalisation d'applications à temps réel sur mini-ordinateurs sera très appréciée.
- Certains postes nécessitent, en complément de bonnes connaissances Hardware.

Adresser C.V. détaillé, photo, références et détail de disponibilité à : **M. HUYT, 50 ANSWARE**, 125, r. de la Pompe, 75016 Paris. Discrétion assurée.

URGENT recherche ANALYSTES PROGRAMMEURS, connexes CAP, téléphone C.V. DAVEL, INFORMATIQUE, zone industrielle Les Richards, 93100 NOISY-LE-GRAND.

J.C.A. PETITES ANNONCES
2 rue d'Orléans, Paris 10^e

Réponses rapides assurées et de discrétion de rigueur.

MAINTENANCE
recherche REDACTEURS, libérés en droit par mutation ou recrutement, pour un journal d'opinion (30 ans) pour SECRETARIE GENERALE et SERVICES TECHNIQUES.

Logement assuré à titre onéreux. Adresser candidatures à : Monsieur le Maire.

secrétaires secrétaires

Important Groupe Métallurgique Français
Près ETOILE recherche

secrétaire de direction

allemand et français

Séjour dans ces deux langues, elle possède également de nombreuses connaissances en anglais. Collaboratrice d'un Directeur, ayant une activité internationale, elle doit être capable de prendre des initiatives et d'assister avec une large autonomie les responsabilités inhérentes à ce poste.

Nombreux avantages sociaux, financiers personnels, logement d'entreprise.

Réponse et discrétion assurées à vos lettres man. C.V. photo, rcm. adressez à réf. A/5999 à Mme Sigolier, 93, av. Charles de Gaulle 92200 Nanterre.

bernard juliet psycom

Secrétaires

GRUPE
recherche pour son siège PARIS 19^e

UNE SECRETAIRE

R.T.S. et anglais courant exigés. Capable prendre initiatives dans gestion clientèle.

UNE STENOGRAPHE

TELEXISTE
BILINGUE

Adress. Photo et C.V. manuscrit, n° 4712, CONTESSÉ PUBLIÉE, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}).

Secrétaires de direction

McCANN - ERICKSON

UNE SECRETAIRE STENOGRAPHE

Libre IMMEDIATEMENT ;

- Age indifférent ;
- Dynamique ;
- Rapide sténographe ;
- Bonnes notions anglaises.

Si vous aimez le travail en équipe au sein d'une Agence Publicité adressez C.V. + photo à : **E. SOULAC**, McCann-Erickson, Tour Maine Montparnasse 33, avenue de Maine 75735 - PARIS Cedex 15.

Sténodactylo
Société en pleine expansion recherche

STENOGRAPHE

ayant connaissances transport. Bon salaire. Avantages sociaux. Tél. : 770-27-26, poste 35 de 9 heures à 11 heures.

ANNONCES - CLASSEES TELEPHONEES
296-15-01

un ingénieur

capitaux ou proposition comm.

Fabricant belge de pompes
possédant atelier d'usinage
atelier d'injection plastique et fonderie
cherche à acquérir nouveaux produits ou marchés
Recevoir sous N° 734.435 M à REGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra

Urgent Sté recherche 300 000 F
(en 1 ou plusieurs parties)
rembourse 300 000 F de 4 mois
(garantie fournie)
contacter rapidement M. AMAR,
14, rue d'Alger, Paris-12
Tél. : 629-42-07

information divers
POUR
TROUVER
UN
EMPLOI

Le Centre d'Information
sur l'Emploi vous propose
GUIDE COMPLET (228 pages)
Extrait des sommaires :
• Les 2 types de C.V. : résumé,
exemples, erreurs à éviter.
• La graphologie et ses pièges.
• 12 méthodes pour trouver
l'emploi désiré : avec plans,
résumé, entretiens, interviews.
• Les bonnes réponses aux tests.
• Emplois les plus demandés.
• Informations, etc. CIDEA,
6, rue Montigny, 75014 Paris.
Téléphone : 335-44-00

capitaux disponibles
Fonds disponibles au niveau
international à projets rentables
à 300 000 minimum.
Contactez :
Venture Capital Consultants
1500 Venture Blvd, Suite 500
Sherman Oaks, Calif. 91405
U.S.A. (213) 799-0222
Telex 651355 VENCAP LSA
Offre unique de particulier à
particulier : serait disposé à
repartir 750 000 dollars U.S.
dans un investissement en
pétroliers sur zone maritime
« offshore ». Peter G. Lawrence,
La Burnham Cottage, nr Nettleby
East Sussex, TN 22LX, England

demandes d'emploi **demandes d'emploi**

Pour la province et principalement
l'OUEST DE LA FRANCE
RESPONSABLE
DU CENTRE INFORMATIQUE
(45 ans), dirigeant actuellement 3 divisions,
45 personnes.
RECHERCHE :
Postes nécessitant une grande expérience de l'or-
ganisation et de la gestion.
Ecrire ou téléphoner au
Cabinet Claude Vitéz,
30, rue Croix-des-Petites-Champs,
75001 PARIS
261-21-85 - 261-24-85 - 261-23-27

MARKETING PROMOTION
40 ans. E.S.C. C.P.A. Anglaise, allemande,
12 ans exp. groupe int. international.
— Plans de marketing;
— Etudes de marchés;
— Stratégies de promotion et
communication;
— Lancement de produits.
Recherche
POSTE A RESPONSABILITE
Ecrire N° 2321 à Le Monde + Publiété,
5, rue des Italiens - 75001 PARIS (9°)

POLYTECHNICIEN
38 ans, 10 ans d'expérience en organisation admi-
nistrative et informatique de gestion (secteur
21200000)
Cherche poste à responsabilité
en Région Parisienne.
Ecrire N° 2312 à Le Monde + Publiété,
5, rue des Italiens - 75001 PARIS (9°)

CADRE
ADMINISTRATION COMMERCIALE
46 ans, 20 ans d'expérience dans les divers aspects
de la fonction d'administration commerciale dans
2 entreprises alimentaires leader sur leur marché
O.A. supérieur à 600 millions de francs).
Spécialiste des circuits de distribu-
tion et de gestion des coûts.
Recherche poste similaire région parisienne de
préférence. Libre rapidement.
Ecrire à N° 50.478 Contesse Publiété, 20, avenue de
l'Opéra, 75000 Paris Cedex 01, qui transmettra.

VOUS CHERCHEZ
— Négociateur à tous niveaux (30 ans exp.) ;
— Rompu au recrutement et à l'encadrement ;
— Personnalité, moralité, présentation ;
— Français, anglais, allemand, italien, néerlandais ;
— Voyages (même) longue durée acceptée
(nature privée) ;
— Résidence indifférente mais marié, 2 enfants.
FAÇONNÉ
— Responsabilité marketing, avec contrat limité ;
— Représentation à l'étranger de produits valables ;
— Préférences élevées justifiées.
Ecrire N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris (2°).

TRADUCTRICE TECHNIQUE
ALLEMAND - ANGLAIS
très exp. 1^{re} ordre, anal. élév. justifié
déplacement et contrat durée déterminée possib.
LIBRE DE SUITE
Ecr. N° 03.300 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

J.M. 26 ans, dipl. universitaire
et scientifique, O.U.E.S. et fil.
dir. D.I.E.L. lic. math. math.
sciences, architecte et aménageur.
ment, dipl. étude appro. pré-
histoire et proto-histoire, O.S.A.
certificat d'enseignement de
l'histoire et de la géographie, O.S.A.
aménagement régional, ttes propo-
sitions, 12, avenue Marmont,
16081 Aubert-Provence, France.
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

PROFESSEUR FORMATION PERM
29 ans, mail. angl., 4 ans secré-
taire, séjour U.S.A., Anglterra,
Espagnol cour. Inter. Ecr. N° T
03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

CAOIRE ADMINISTRATIVE, JU-
RIQUE, FINANCIER COMPTA-
BLE, 31 a. d'exp. prof. des
compt. 17 a. comptable et finan-
cier, révis. situat. active,
accorde dipl. et ét. géom.
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

O.E.C.S. COMPLET, ANGLAIS
jeune fille, 27 ans, ch. empl.
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

CAOIRE ADMINISTRATIVE, JU-
RIQUE, FINANCIER COMPTA-
BLE, 31 a. d'exp. prof. des
compt. 17 a. comptable et finan-
cier, révis. situat. active,
accorde dipl. et ét. géom.
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

CAOIRE ADMINISTRATIVE, JU-
RIQUE, FINANCIER COMPTA-
BLE, 31 a. d'exp. prof. des
compt. 17 a. comptable et finan-
cier, révis. situat. active,
accorde dipl. et ét. géom.
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

CAOIRE ADMINISTRATIVE, JU-
RIQUE, FINANCIER COMPTA-
BLE, 31 a. d'exp. prof. des
compt. 17 a. comptable et finan-
cier, révis. situat. active,
accorde dipl. et ét. géom.
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

CAOIRE ADMINISTRATIVE, JU-
RIQUE, FINANCIER COMPTA-
BLE, 31 a. d'exp. prof. des
compt. 17 a. comptable et finan-
cier, révis. situat. active,
accorde dipl. et ét. géom.
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

CAOIRE ADMINISTRATIVE, JU-
RIQUE, FINANCIER COMPTA-
BLE, 31 a. d'exp. prof. des
compt. 17 a. comptable et finan-
cier, révis. situat. active,
accorde dipl. et ét. géom.
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

CAOIRE ADMINISTRATIVE, JU-
RIQUE, FINANCIER COMPTA-
BLE, 31 a. d'exp. prof. des
compt. 17 a. comptable et finan-
cier, révis. situat. active,
accorde dipl. et ét. géom.
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

autos-vente

8 à 11 C.V.

ALFA état neuf, 13 000 km.
coupé, 1900 cc, 1977
garantie 1 an, 222-71-16

VOLVO 144 - DI - 74
Bon état 19 000 F. Tél. 618-42-71

divers

104 - 304 - 504 - 604
EX-77 et 78, rue Roule,
Ante-Paris (15°) - Tél. 523-42-45
3, rue Desnouettes, Paris (15°)

LANCIA
AUTOBIANCHI
13, Bd Exelmans - 16°
OUVERT SAMEDI MATIN
524.50.30.

locat.-autos

LOCATION VEHICULES
MOINS CHERE
EXPRESS ASSISTANCE
344-41-81

occasions

EN SOLDE moufette et re-
ventement moteur 1er et 2e choix.
10 000 M3 sur stock.
Téléph. : 335-44-00

ADMINISTRATIF
ET FINANCIER
cadre 29 a., O.E.C.S. 3 a. exp.
groupes, 12 ans. Parle angl.,
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

COMPTABLE - 31 ans
7 ans d'exp. et 4 ans de sté de
compt. assurée, 12 ans. Parle angl.,
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

INGÉNIEUR A.M. (34 a.)
OPTO-ELECTRONIQUE
OPTO-MECHANIQUE
TRES INTRODUIT
contact et coll. M. niveau
Recherche poste à responsabilité
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

CHIEF DE DÉPARTEMENT
TECHNIQUE COMMERCIAL
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

AV. GEORGES-MANDEL
Plein sol. 12 a. d'exp. en
compt. 17 a. comptable et finan-
cier, révis. situat. active,
accorde dipl. et ét. géom.
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

AV. WAGRAM (Ptes)
Plein sol. 12 a. d'exp. en
compt. 17 a. comptable et finan-
cier, révis. situat. active,
accorde dipl. et ét. géom.
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

16° - 400 M2 DIVISIBLES
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

BEAUBOURG
Plein sol. 12 a. d'exp. en
compt. 17 a. comptable et finan-
cier, révis. situat. active,
accorde dipl. et ét. géom.
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

MONCEAU
DANS PRESTIGIEUX
HOTEL PARTICULIER
1° DUPLEX 130 M2
avec terrasse
2° APPIS et 500 M2
Vente directe par Propriétaire
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

109 APPARTEMENTS
DANS LE 12°
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

DE L'IMMOBILIER
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

VRAI MARAIS
5-7, rue des Tournelles
Rénovation de grande qualité
Du studio à 2-3-4-5-6
en duplex. Visite tous les jours
de 14 h. à 17 h. même dim.
ou téléph. : 335-30-85

16° RECUL 4 ET 5 PIÈCES
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

16° STUDIO 30 M2
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

16° RECUL 4 ET 5 PIÈCES
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

16° RECUL 4 ET 5 PIÈCES
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

L'immobilier

appartements vente

Paris
Rive droite
PROPRIETAIRE VENDO
SUR JARDIN
Splendide DUPLEX 130 M2
sur jardin et 2 PCE dans HOTEL
PARTICULIER du 12^e arr., grand
style, décoration de luxe.
Meublé, 14 h. 30 à 17 h.
15, rue de LAMARCA-PASTAING,
Paris 12^e - Tél. 523-42-45

Paris
Rive gauche
XV^e BEAUX 4 ET 5 PIÈCES
RECENT TR. CONFORT
La Logerie - 342-22-43
DANTON ST GERMAIN
8 P., 205 m2
surt. élevée, ODE, 95-10
5^e Gobelins
IMMEUBLE RESTAURÉ
SUR COUR TRES CALME
DUPLUX 2 P.
+ TERRASSE
ENTRETIEN EQUIPE
755-76-57 ou 22-41-45

15° LECOURBE
Beau 4 pièces, 95 m2, confort.
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

DENFERT (propre)
PAVILLON
SEPT KAYSER - 329-45-81
très bon état - 321-47-77
GOBELINS SOLEIL
477 pièces, cuis., 100 m2
terrasse en duplex 200 m2
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

MONTMARTRE 10^e étage, vue
sur parc, 45 m2 + 30 m2 balcon,
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

SAINT-PIERRE Dans
pièce de taille 230 m2, 100 m2
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

GOBELINS Part. vend. 200 m2
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

MONTMARTRE 10^e étage, vue
sur parc, 45 m2 + 30 m2 balcon,
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

SAINT-PIERRE Dans
pièce de taille 230 m2, 100 m2
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

GOBELINS Part. vend. 200 m2
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

MONTMARTRE 10^e étage, vue
sur parc, 45 m2 + 30 m2 balcon,
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

SAINT-PIERRE Dans
pièce de taille 230 m2, 100 m2
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

GOBELINS Part. vend. 200 m2
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

MONTMARTRE 10^e étage, vue
sur parc, 45 m2 + 30 m2 balcon,
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

SAINT-PIERRE Dans
pièce de taille 230 m2, 100 m2
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

GOBELINS Part. vend. 200 m2
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

MONTMARTRE 10^e étage, vue
sur parc, 45 m2 + 30 m2 balcon,
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

SAINT-PIERRE Dans
pièce de taille 230 m2, 100 m2
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

GOBELINS Part. vend. 200 m2
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

MONTMARTRE 10^e étage, vue
sur parc, 45 m2 + 30 m2 balcon,
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

SAINT-PIERRE Dans
pièce de taille 230 m2, 100 m2
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

locations non meublées

Paris
9^e SANS COMMISSION
4 p. 34m2 confort, cuis. équipée,
Tél. cuis., clim., 500 F. p. ch.
V. gardienne, 21, rue Chaptal,
Paris 9^e - Tél. 523-42-45

BOULOGNE (Région-
baudou)
Dans imm. récent, 60 3 PCEs
(liv. + 2 ch.), 5 étages, baic.
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

12° - PL. MAZAS
Très beau 7 p., 11 ch. avec vue
imprenable, Sali 6 ans, 4000 F
reprise justifiée - 322-45-32

50, AVENUE FOCH
Appartements rénovés à
PROX. EXCELSIOR
Dernière livraison : 2700 F + ch.
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

PARIS (20^e)
SANS COMMISSION
Imm. récent tout confort,
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

PARIS (17^e)
SANS COMMISSION
Importante société loue dans
immeuble récent, bon standing,
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

EN LOCATION-VENTE
PVRRES 10^e arr. 100 m2, 100 m2
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

LA BOETIE Eclairage studio,
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

E-ZOLA SGO JARD.
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

SEUR Imm. ancien
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

16^e arr. 100 m2, 100 m2
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

BOULOGNE POINT
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

OPERA Stand. Magnif.
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

PONT-NEUILLY 61, boul. Ci-
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

BOULOGNE 100 m2, 100 m2
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

BOULOGNE 100 m2, 100 m2
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

BOULOGNE 100 m2, 100 m2
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

BOULOGNE 100 m2, 100 m2
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

BOULOGNE 100 m2, 100 m2
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

BOULOGNE 100 m2, 100 m2
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

BOULOGNE 100 m2, 100 m2
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

bureaux

FRUITE GROUPE
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

BUREAUX 14^e
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

LYON CENTRE
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

BELLE AFFAIRE
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

usines
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

CLAMART
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

CHATEAU
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

MAT IMMOBILIER
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

VEINET - CENTRE
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

ARRIÈRE-PAYS NORD
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

BELLE MAISON
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

PROVENÇALE NEUVE
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

ASNIERES
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

BOULOGNE
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

BOULOGNE
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

BOULOGNE
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

BOULOGNE
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

BOULOGNE
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

BOULOGNE
Ecr. N° T 03.347 M Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

Dans la presqu'île de Guérande : la rocade butte sur le marais

Saint-Nazaire. — Dans la septième circonscription de la Loire-Atlantique, tout le monde est d'accord : cette affaire de la rocade, ou, pour être plus précis, de la déviation de la nationale 771 par le nord de La Baule avec passage sur le marais salant de Guérande, n'est pas à elle seule un enjeu déterminant dans l'élection de mars prochain. Elle jouera seulement son rôle, mais par ces temps d'écologie, sait-on jamais ? Sur place, ce n'est pourtant ni l'écologie ni l'économie, encore moins la révolution. Entre Bats et La Turballe, entre Le Croisic et Le Pouliguen, sur ce marais qui compose la plus orientale des communes de la presqu'île, il y a bien, ça et là, quelques « bombes » sur une borne ou sur un mur pour proclamer sans appel « Non à la rocade ! » ou « Sauvez le marais ! ». Hors ces signes extérieurs, il faut chercher ailleurs la vérité des sentiments et surtout leur profondeur.

Cette nationale 771 traverse actuellement La Baule d'est en ouest sur 5 kilomètres, avec une seule voie dans chaque sens. D'octobre à mai, il n'y a rien à redire. Tant que La Baule, Pornichet et les autres plages vers l'ouest ne sont pas envahies par les voitures, ça roule et ça roule bien. Mais l'été ! Cela signifie, sur les 5 kilomètres, trente-cinq mille véhicules par jour et, pour les parcourir, quarante ou cinquante minutes.

On s'est dit qu'une déviation allégerait le trafic, que ceux qui vont à Bats ou au Croisic

seraient bien contents d'échapper au cauchemar de la traversée de La Baule, comme ceux de La Baule seraient bien contents de ne plus avoir à les souffrir. Sur la principe, l'entente locale se réalise sans peine. La Baule, Pornichet, Le Pouliguen, Le Croisic, Bats et Guérande se retrouvent pour débiter sur le projet, et à quelques variantes près, l'adopter et même voter la participation financière correspondante.

D'année en année, cependant, apparaissent retouches, refus, discussions, protestations. Aujourd'hui, sur quel finalement se bat-on ? Sur le tracé, quatrième du nom, proposé en 1973, déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral de mai 1974 et déjà combattu, mais vain, par un syndicat de défense des paludiers et une bonne dizaine d'autres associations auxquelles se sont joints un certain nombre de municipalités et d'élus de gauche, notamment à l'initiative de la Loire-Atlantique, mais plus encore à La Baule, c'est-à-dire dans le flanc de M. Olivier Guichard, maire de la cité, conseiller général du canton de Guérande, mais aussi ancien ministre, « baron » du gaullisme et président du conseil régional.

Dans sa maîtrise de verre d'ob

De nos envoyés spéciaux

C'est toute une alchimie délicate qui a ses lois, ses exigences, ses humeurs. Il est fait tout à la fois des éthers (ces canaux qui lui amènent l'eau de la mer), des radicaux et surtout des cellules, ces surfaces de terrain aplaties et préparées pour faire évaporer l'eau de mer. La déviation passera à sept reprises sur le grand étier du Pouliguen, celui qui alimente le marais par le sud. Les paludiers et ceux qui les soutiennent disent : « Cela ne peut aller sans dégâts ». L'autre bord rétorque : « Les possibilités de curer le chenal d'alimentation sont parfaitement maîtrisées. Elles seront même améliorées. »

On en reste là. On a fait, évidemment le compte des cellules qui seront touchées, c'est-à-dire perdues : vingt-quatre sur vingt mille, dont dix mille non exploitées, disent les défenseurs de la déviation, ajoutant : « Autant dire qu'on touchera deux hectares sur trois mille et vingt-cinq paludiers sur deux cent quarante ». Réplique des écologistes, des associations de défense, des élus socialistes : « Ce sont cinq cent vingt-sept cellules, dont deux cent quarante-sept cultivées, qui seront, en réalité, touchées, car il est malheureux de ne compter que les cellules situées sur la trajectoire de la voie. »

La sérénité et la lassitude de M. Guichard

Voilà l'affaire dans son essence. Elle mériterait d'être débattue sérieusement, mais surtout sereinement. L'enjeu, c'est qu'on est ici non seulement dans la 7^e circonscription de la Loire-Atlantique, mais plus encore à La Baule, c'est-à-dire dans le flanc de M. Olivier Guichard, maire de la cité, conseiller général du canton de Guérande, mais aussi ancien ministre, « baron » du gaullisme et président du conseil régional.

Dans sa maîtrise de verre d'ob

en deux, que l'empêche les paludiers de travailler, que voulez-vous répondre, tellement c'est absurde ? Ce qui est touché est pratiquement abandonné par les paludiers, mais on ne peut pas créer une espèce de mythe. Le marais est déjà traversé par deux routes. Alors j'ai dû mal à comprendre toute cette exaltation. »

Il est vrai qu'il a l'habitude. Aux élections législatives de 1973, on avait déjà sorti contre lui cette bache de guerre. Elle fut encore déferlée lors des élections partielles de 1974, puis à l'occasion des élections cantonales de 1978 et encore avant les élections municipales de 1977. M. Guichard ne comprend pas (« C'est une histoire de fou », du moins n'est-ce pas surprenant. « Tout est bon en politique », puis avec une moue amusée : « Vous savez, c'est surtout à Paris qu'on me dit que je dérange le marais. »

A dire vrai, on lui en parle aussi à La Baule depuis qu'il a fallu admettre à la mairie un élu de gauche, M. André Tinière. Ce socialiste, la trentaine, vif et barbu, venu de son Mali natal, inscrit au barreau de Saint-Nazaire, a même fait un éclat lors d'une séance du conseil municipal de juillet 1977 à l'occasion d'un débat sur le sujet. Ses propos de tempérament pour être l'adversaire idéal désigné par le P.S. contre le baron Guichard. Pour lui, si et son pari se balançaient contre la déviation ?

« Trois raisons. La première : ce marais est un outil de travail et un bon nombre d'emplois sont menacés. La deuxième : le marais est en outre, pour le cadre de vie et l'environnement, la chance de La Baule. Les derniers endroits où l'on peut rêver. La troisième : derrière tout cela on destine trop la spéculation foncière et un moyen de continuer l'urbanisation. On commencera d'empêcher sur le marais avec la déviation. Des paludiers vendront dans des terrains à bas prix sur lesquels je prends le pari, d'ailleurs, de faire des fortunes dans les dix années à venir. »

Mais les plans d'occupation des sols n'ont-ils pas inscrit le marais tout entier en zone non constructible ?

C'est d'ailleurs ce que répond à l'argument M. Olivier Guichard. « Nous savons, mais nous savons aussi qu'un plan d'occupation des sols est toujours révisable. »

Restait une dernière question, peut-être naïve mais résultant d'une simple observation. Pourquoi se fait-il que toutes les motions contre le projet émanent de municipalités finalement assez éloignées de la zone concernée ? Saint-Herblain, Orvault, Nantes, sont bien à une cinquantaine de kilomètres, et la plus proche, Saint-Nazaire, à une bonne dizaine de kilomètres ? Réponse de M. Tinière : « Rien d'étonnant à cela. M. Guichard dérange la vie locale. Alors vous pensez bien que des municipalités comme Pétion, La Turballe, Guérande, Le Croisic, s'écarteront jamais l'éclair du petit doigt. »

Réponse de M. Guichard : « Les communes qui ont voté des motions sont, vous le constatez, à dominante socialiste. Et ces motions ont commencé vers novembre ou décembre. Il s'agit de soutenir M. Tinière dans sa campagne contre moi. Il a ses copains, c'est bien normal qu'ils l'aident. »

Le mot de la fin ? C'est peut-être encore M. Guichard qui le livre, toujours sous ses apparences désabusées : « Et puis, entre nous, cette déviation, dans l'état actuel des finances, elle n'est pas près de se faire. »

JEAN-MARC THEOLLEYRE

De Douarnenez au Guilvinec : tons de grogne sous les criées

Quimper. — Dans la baie d'Audierne, sous la criée du Guilvinec, glaciale au petit jour humide, on sur le pont des caseyeurs et des « pêche arrière », la mer a ces jours-ci un goût prononcé de politique. La mer, mais surtout la pêche, qui est au cœur de tous les débats et de tous les programmes des candidats aux élections.

Comment en serait-il autrement puisque la pêche procure en Bretagne quelque soixante-dix mille emplois, ce qui signifie, la natalité étant ici moins déclinante qu'ailleurs, que les revenus, la confiance ou la « déprime » de centaines de milliers de personnes suivent les rythmes du poisson et des crustacés ?

« A Audierne, à Douarnenez, à Concarneau et dans les ports bretons, entre 42 et 75 % des emplois dépendent de la pêche, directement ou par contre-coup, dit M. Marc Bécam, secrétaire d'état auprès du ministre de l'Intérieur, maître (R.P.R.) de Quimper. Je suis dans la circonscription de France où le poids de la pêche est le plus lourd. De 1967 à 1977, le chiffre d'affaires du Guilvinec est passé de 25 millions de francs à 100 millions de francs. A Saint-Guénolé, il a été multiplié par neuf. » Ce n'est pas un bulletin

de victoire, même si, heureusement pour les professionnels, ces records illustrent une « bonne tenue » des prix du marché depuis quelques mois. C'est aussi l'aveu que, si cette mono-activité fléchit, elle peut entraîner dans sa chute des dizaines de milliers de familles et l'économie de plusieurs départements.

Or voilà que la mer se mêle de haute politique. Les Bretons, dans les îles, sont le vivier de l'Europe, renâclent à laisser leurs eaux accessibles sans contrôle aux chalutiers de leurs partenaires de la C.E.E. Qu'ils fassent passer leurs intérêts nationaux avant leurs engagements communautaires et la pêche bretonne serait étouffée !

C'est pourquoi ici l'inquiétude commence à céder le pas à la colère. « Dans le tempérament des marins bretons, qui font passer la liberté avant tout, à l'égard de la mer, il y a une révolte d'un nouveau genre », affirme M. Guy Guernier, député (R.P.R.) du Finistère.

Les patrons et les marins analysent la situation avec rigueur et réalisme. On ne peut mettre l'Europe en avant lorsqu'elle nous avantage et l'oublier quand elle crée des contraintes, admettent-ils. Il faut impérativement

réduire les prises et pêcher durablement avec un peu plus de discipline. « En raison de la rareté des contrôles administratifs dus au manque de personnel et de matériel, des abus sont commis et l'on pêche dans des zones interdites, on pêche sans taille », reconnaissent les communistes ligouennais dans un rapport précis et constructif qui va être diffusé. « Nous ne devons pas nier ni passer sous silence cette question. Cela est grave car c'est détruire aujourd'hui ce qui sera la richesse de demain. Nous proposons la mise en place de petits contentieux véritablement fermés et surveillés, créés par les affaires maritimes et les communes locales des pêches, sur proposition des scientifiques. »

« La politique nationale des pêches est nulle, renchérit M. Albert Elnot, maire (P.C.F.) de Tréglagat. C'est pourquoi au plan européen, peut-être pire. Depuis 1953, la dégradation ne s'arrête pas, et ce n'est pas la façade rutilante de quelques gros bateaux modernes qui doit cacher la profondeur de la crise. »

Une crise économique et sociale. Une crise psychologique aussi, qu'il droite comme à gauche on ne cherche pas à mini-

miser. Le prix du gas-oil représente 21 % du coût des affaires d'un chalutier, tandis que le coût de construction des navires a augmenté, selon les catégories, de 60 % à 134 % entre 1973 et 1978. Résultat : l'absence de pouvoir investir les patrons pratiquement délaissés de la durée normale l'activité de leurs chalutiers, au détriment parfois de la sécurité. De plus en plus nombreux sont ceux qui vendent leurs gros bateaux et se « rabattent » sur les « ligneurs » côtiers. Comme la houille à Audierne, comme l'acier à Brest, la mer commence à perdre sa magie et habitude attirance. Pire, la voilà brouillée avec ses complices de toujours.

C'est ceux qui en doutent prennent connaissance du nombre des élèves inscrits à l'école de Douarnenez : 60 en 1975, 37 en 1976, 21 en 1977, lance M. Jean Guillon, candidat de l'Union démocratique bretonne (U.D.B.), 35 y avait 3 500 inscrits maritimes à Douarnenez en 1976 et seulement 875 aujourd'hui, constate Michel Mazas, maire (P.C.F.) de Douarnenez, pour qui la pêche est une affaire tant affective qu'économique. La population de l'agglomération d'Il n'a été que de 10 000 habitants en 1954, 23 525 en 1962, 27 721 en 1975. « Mais lorsqu'on fait un meeting à Plouguin, on voit que tout le monde plus de 100 personnes viennent sous écouter et vous demandent pourquoi il ne reste que cinq langoustiers douarnennais au large des côtes morbihannaises, puisque le gouvernement de Nouakchott impose des conditions de pêche draconiennes. »

Pourquoi n'a-t-on pas converti à temps ? Fallait-il élargir de l'exemple de Boulogne ? « Voilà un port qui a assuré sa mutation financière, constate M. Mazas, en faisant appel aux mariages frigorifiques et les importations de produits scandinaves, ou lieu de favoriser la construction de chalutiers français qui pêcheraient eux-mêmes les poissons nécessaires à la consommation nationale. »

La bière à Béziers le poisson en Corréze

Pour reprendre confiance, il faut qu'un moins deux conditions soient réunies : que le gouvernement s'intéresse en profondeur et durablement à l'économie de la pêche et que les professionnels « tirent tous dans le même sens ». « Retrouvons un peu de sérénité à ce sujet », dit le député, demande M. Pierre Stéphan, maire de Brest et candidat U.D.F. Mettons en place un vrai ministère de la mer, qui ne soit pas aussi celui du métro, ou, à défaut, rattachons la pêche à l'agriculture. Exploitations toutes les ressources de la Bretagne maritime, par exemple les transports maritimes par cabotage. Et pour Douarnenez, pourquoi ne pas relancer l'idée d'un grand port de commerce, puisque Brest ne peut, par sa nature militaire, y prétendre ?

« Il est inutile d'annoncer le gouvernement de négligence et de désintérêt, rétorque M. Guy Guernier. Les mesures d'aide qui viennent d'être décidées sont excellentes (1). C'est de la rocade

sur des fleurs fanées. Pendant quatre ou cinq ans, les armements pourront garder leurs bateaux le temps que les ressources se reconstituent. On en profitera pour rechercher de nouveaux lieux de pêche, au large, notamment en Méditerranée, en cela à l'armement coopératif finistérien (A.C.F.), à qui il faut témoigner beaucoup de reconnaissance. Recherchons les possibilités de faire manger de la bière à Béziers ou à Narbonne, je dis qu'il doit bien être possible de faire manger du poisson aux Français de Corréze ! »

Qu'on pense d'abord à sauver ce qui existe ! « N'a-t-on pas entendu un patron d'une conserverie lancer : « Pourquoi perdre une tonne de poisson au SMIC, alors que je peux payer une Africaine deux fois moins cher ? », raconte M. Bernard Poignant, candidat du P.S. Nous, nous disons aux marins : gardez vos oïstres et moules. Créons des comités de gestion portuaire rassemblant les professionnels, les pouvoirs publics, les élus et les scientifiques. C'est notre petit pas vers l'écologie maritime. Il n'est pas admissible que les chambres de commerce — qui perent actuellement les ports — prélèvent des taxes sur

les revenus des pêcheurs, alors que ces derniers ne sont pas représentés dans les organismes consultatifs. »

C'est le choix de classe. L'U.D.B. voudrait le dépasser. « Ni le P.S., qui est un parti de l'unité nationale, ni le P.C.F., pour qui la déviation est résumée à un centre qui, éventuellement, délégué ne peuvent nous satisfaire. Arrêtons de raisonner en termes techniques, économiques ou sociaux. Un gouvernement hexagonal et parisien ne peut apporter de solution. » Et l'U.D.B. de préconiser dans la foulée l'installation d'un port franc dans la baie de la Loire, au nord de Nantes et de Saint-Nazaire, dont la gestion serait contrôlée par une Assemblée bretonne, les départements étant, pour leur part, supprimés.

On a coutume de dire que, au contact robotisé de la mer, les hommes fatigues et déçus peuvent trouver le repos, l'évasion et de nouvelles espérances. La mer pour oublier ? Pour parler d'autre chose que de la politique ? Impossible en Bretagne et pour les Bretons, car la mer, qui est partout, apporte partout de nouveaux motifs de s'inquiéter et de s'engager politiquement.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) Le Monde du 9 février.

Les Bureaux du Pecq

5.000 m² de bureaux à vendre dans le nouveau centre-ville.



Entre Le Vesinet et St Germain en Laye, à côté du Pont du Pecq. Livraison 2^e trimestre 1978. 5.390 m² de bureaux, par plateaux de 970 m² bien conçus, non aménagés (mais possibilité d'étude et de réalisation par le constructeur de tout projet d'installation, à la demande). Patio intérieur permettant un éclairage intégral des bureaux en premier jour. Chauffage collectif. Vente : 3.900 F le m² (toutes taxes, redevances incluses).

UNE RÉALISATION IMMOBILIÈRE BRUNO ROSTAND 4, avenue de l'Opéra 75008 PARIS Tél. : 296.01.25

Quinze ans ou trente ans d'aménagement du territoire ?

Après la discussion du président de la République célébrant le quinzième anniversaire de la DATAR, M. P.-H. Lespinois, de Soissons, nous écrit :

Pendant l'occupation, des fonctionnaires, des économistes, des urbanistes, des responsables politiques avaient songé aux moyens à mettre en œuvre pour redonner à la province française sa pleine vitalité en face d'une capitale hypertrophiée.

C'est dans ce but que fut créée au ministère de la reconstruction et de l'urbanisme (M.R.U.) une direction générale de l'aménagement du territoire. En particulier, sous l'impulsion de M. Clandius-Fetit, qui fut longtemps ministre, cette direction a accompli un travail énorme. Ne partageant pas les options politiques de M. Clandius-Fetit, je n'en suis que plus à l'aise pour rappeler le rôle éminent qu'il a joué pour créer un esprit d'aménagement. Il serait juste de rendre hommage aussi aux hauts fonctionnaires qui, à la tête et au sein de cette direction, ont su œuvrer pour une décentralisation efficace et compatible avec la reconstruction de notre économie. MM. Frothin, Bandet, Rouge, venus d'horizons différents, ont permis, par les études qu'ils ont fait réaliser et avec un sens de l'avenir du pays, de stopper la croissance effrénée de la région parisienne et créer des incitations nécessaires pour amorcer un développement centrifuge.

Toutes les implantations industrielles en projet le ont été soumises. Leur action a été particulièrement efficace pour organiser le plan de construction de centrales électriques. Avant que naissent les mots d'écologie, d'environnement, de cadre de vie, l'action du M.R.U. était orientée dans ces directions. On parlait moins, on agissait. C'est au M.R.U. que l'on doit certains sites ne soient pas égarés. Je me souviens de la lutte avec les services nucléaires de l'E.D.F. qui avaient le projet d'implanter la centrale de Chinon juste au confluent de la Vienne et de la Loire, un des plus beaux sites de Touraine.

La création de la DATAR, au quinzième anniversaire de laquelle le président de la République a proclamé sa satisfaction de l'œuvre accomplie, n'est donc pas, comme on veut nous le faire croire, une idée d'une création de 1963. Ses services ont hérité d'une documentation considérable et de projets qu'elle a fait sans cesse évoluer. Il serait amusant de comparer les réalisations des quinze dernières années et celles des quinze années qui les ont précédées. Si l'on met de côté l'utilisation des médias pour s'auto-promouvoir, la comparaison ne tournerait pas à l'avantage de la DATAR. On a trop tendance à nous faire oublier que les réalisations de la V^e République, du moins celles dont nous gouvernons sont le plus fier, ont été mises en route sous la IV^e République. Il n'est pas de la jacobinisme parisien à fait bon ménage avec l'idée de l'aménagement du territoire. Il est peu probable que la colonisation de l'aménagement par les technocrates de l'équipement et les administrateurs civils ait bien servi l'idéal qu'ils prétendent représenter.

SOCIAL

Les salaires de l'E.G.F. seront majorés en avril

Le personnel de l'E.G.F. va bénéficier, au mois d'avril, de deux mesures concernant l'une le salaire de base, l'autre la grille des rémunérations.

La convention signée par P.O. C.F.T.C. et les cadres U.N.C.M.-U.C.T. pour 1977 et 1978, doit, à la fin du premier trimestre, se traduire par une augmentation du salaire de base de 1 % à 1,5 %. Déjà, au 1^{er} janvier, les électriciens et gaziers avaient reçu une augmentation de salaire de 1 %, au titre de l'année 1978.

D'autre part, les négociations menées avec l'ensemble des syndicats, les 3 et 15 février, ont abouti à des attributions de points allant de 14,5 points pour les catégories les plus défavorisées à 0,2 point au sommet de la grille. Le personnel d'exécution (moins de 50 % des effectifs) recevra, en moyenne, 4,5 points supplémentaires et les agents de maîtrise, en moyenne, 5 à 6 points. Ces mesures représentent environ 0,55 % de la masse salariale (0,50 % au titre de 1978 et 0,15 % au titre de l'année 1978). Elles seront appliquées environ aux deux tiers en avril, le reste en décembre. Un point représentant 13,42 francs, l'augmentation d'avril sera d'environ 40 francs par mois, en moyenne, pour les agents d'exécution. A quoi s'ajoutera le relèvement du salaire de base.

Les syndicats signataires de l'accord se félicitent de leur persévérance, en rappelant que, à l'automne, la C.G.T. et la C.F.D.T. s'étaient opposées à la retouche de la grille qui avait été envisagée. Cette fois, elles ne se sont pas opposées à l'opération, tout en déclarant qu'elle est très loin de correspondre à leurs demandes.

Les électriciens et gaziers, jusqu'à présent, sont pratiquement les seuls du secteur public et nationalisés à avoir obtenu une mesure salariale au titre de 1978. En effet, le 20 février, à la S.N.C.F., la réunion entre la direction et les fédérations n'a abouti qu'à un nouveau rendez-vous, fin mars. Il devait en être de même le lendemain lors de la rencontre qui a eu lieu aux Charbonnages de France.

Les fonctionnaires Force ouvrière, le 20 février, ont devant la presse, énuméré les bases sur lesquelles ils réclameront des négociations dès que le nouveau gouvernement sera constitué au lendemain des élections : garantie d'une progression minimum du pouvoir d'achat, révision de la grille indiciaire avec un minimum supérieur au SMIC, etc.

Des standardistes en grève dans le quinzième arrondissement

< Un appel toutes les dix secondes et 1490 francs par mois >

De nombreuses standardistes — vingt-cinq selon la direction, trente-deux selon la C.G.T., sur un effectif de quatre-vingt-trois personnes — employées par la société Télé-Hélices-Préstations (T.H.P.), à Paris (15^e), sont en grève depuis le 2 février et occupent leurs locaux depuis le lundi 6, bloquant aussi divers standards.

« Louées » par T.H.P., société de prestations de services à des entreprises privées, ne bénéficiant ni d'une convention collective ni d'accords d'entreprise — toujours en négociation — ces standardistes, dont la moyenne d'âge est d'environ vingt-cinq ans, réclament, avec le maintien et la garantie de l'emploi, des augmentations de salaire : un ratelage de 12 % sur l'année 1977, une augmentation de 3 % à partir du 1^{er} février 1978 et l'indexation des salaires sur l'indice des prix de la C.G.T.

Actuellement, elles gagnent — salaires mensuel net — 1490 F pour cinq heures de travail par jour (qui correspondent, selon elles, à sept heures d'un travail quelconque), 1700 F pour six heures, 1900 F pour sept heures et 2200 F pour huit heures. Elles perçoivent une prime de treizième mois, répartie en deux versements.

Le conflit en cours a pour origine l'interprétation d'un protocole d'accord signé en février 1977, après une grève de trois jours. Les employés de T.H.P. avaient alors obtenu une revalorisation de leurs salaires, qui étaient à l'époque de 1100 francs net par mois pour cinq heures de travail par jour. Les 12 % d'augmentation, basés sur l'indice des prix de la C.G.T., réclamaient aujourd'hui par les dégratées, le sont au titre de 1977. « Ils ont déjà été versés en février de l'année dernière », déclare M. Luciani, P.-D. G. de l'entreprise. « Oui, mais comme le ratelage de 1978 », affirme la C.G.T., seul syndicat représenté à T.H.P.

« De toute façon, poursuit M. Luciani, la plate-forme de revendications en quinze points établie par la C.G.T. ne peut pas être satisfaite : elle entraînerait, ainsi paiement des charges sociales, 35 % de dépenses supplémentaires pour T.H.P., qui est déjà en déficit ».

T.H.P. fait partie d'un holding, rappelle les grévistes, qui s'appellent : « 1490 francs net par mois en 1978, avec un appel téléphonique toutes les dix secondes et un quart d'heure de repos pour cinq heures d'un travail justifié nerveusement épuisant ! Rare sont celles qui restent plus d'un an ou deux dans cette boîte ».

La société Thedis a été mise en liquidation. Cette firme, qui employait trois cents salariés à Marseille et fabriquait des vêtements pour les magasins Thierry et Saurand, était une filiale du groupe Biderman, première entreprise française de confection masculine. La direction du groupe avait annoncé en comité d'entreprise sa décision de fermer l'atelier de confection.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ÉPARGNE - UNIE

SICAV DU CRÉDIT AGRICOLE

Le conseil d'administration, réuni le 15 février 1978, sous la présidence de M. Jacques Lallouette, a arrêté les comptes du huitième exercice clos le 31 décembre 1977.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale des actionnaires convoquée pour le lundi 10 avril 1978 le versement d'un dividende net de 12,40 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 2,05 F, soit un dividende global de 14,45 F.

Cette assemblée sera également appelée à se prononcer sur des modifications statutaires relatives essentiellement à la durée du mandat des administrateurs.

En cas de défaut de quorum le 10 avril 1978, l'assemblée sera convoquée avec le même ordre du jour, une deuxième fois, le jeudi 29 avril 1978.

ÉLECTRO BANQUE

Le conseil d'administration, au cours de sa séance du 17 février 1978, a arrêté les comptes de l'exercice 1977 qui se soldent par un bénéfice net de 15 613 211 F contre 13 130 700 F en 1976.

Il sera proposé à l'assemblée générale de répartir aux actions une somme de 8 500 000 F, dont 620 000 F correspondant à la fraction du dividende non distribué, conformément aux recommandations des pouvoirs publics, au titre de l'exercice 1978.

Au titre de l'exercice 1977, le revenu global par action sera fixé à 14,25 F contre 12,75 F l'année précédente, dont 0,50 F de dividende distribué et 4,75 F d'impôt déjà payé au Trésor.

S'il n'intervenait à ce revenu le complément de dividende non distribué au titre de l'exercice 1978 et qui s'élève à 0,75 F, dont 0,50 F de dividende distribué et 0,25 F d'impôt déjà payé au Trésor.

Le revenu global par action s'établirait ainsi à 15 F, dont 12 F pour le dividende distribué et 3 F pour l'impôt déjà payé au Trésor (voir fiscalité).

DROIT DU TRAVAIL

Le salaire ne fait pas le salarié !

Soumise à la double pression de la complexité croissante des situations et de la complexité croissante des règles, la notion de base du droit du travail éclatant les uns après les autres : elles cèdent en chaîne, comme les têtes d'un sous-marin en perdition. Après celle de salaire, de contrat à durée déterminée, de licenciement, et tant d'autres, le notion de base du droit du travail est maintenant prise à son tour dans la tourbillon et se défait : qu'est-ce qu'un salarié ?

Une jurisprudence de la Cour de cassation nous avait déjà appris, notamment à propos des agents libres de stations-service, que l'on pouvait être salarié dans ses rapports avec le bailleur tenu pour « employeur », ou avec le Sécurité sociale, et commerçant dans ses rapports avec le reste du monde... Un arrêt réitérant de la haute juridiction consacre une fois encore cette « relativité », mais en redistribuant les cartes de façon tout à fait étonnante.

La question qui lui était posée avait trait au statut juridique des travailleurs bénéficiant, sans rupture de leur contrat, d'un « congé de fin de carrière ». Avant le dépeçage des ressources encastrées dans l'assurance-chômage ; bon nombre de très grandes entreprises ont, en effet, adopté le système suivant : à partir d'un certain âge, l'intéressé peut être dispensé de tout travail en continuant cependant de faire partie du personnel et de percevoir un salaire soumis à toutes coti-

sations sociales, ce qui lui permet parallèlement de continuer d'acquiescer des droits en matière d'assurance-vieillesse jusqu'à l'âge du départ en retraite, soixante-cinq ans. Objectif qui ne permet pas d'atteindre le versement, après rupture du contrat de travail, d'une prestation proprement dite, une telle pré-retraite n'étant pas soumise à cotisations.

Quelques lignes subsistent à ce que les sommes versées par l'entreprise soient des salaires, la situation des bénéficiaires de ces salaires, qui ne travaillent pas et ne travailleront plus, est terriblement ambiguë, et soulève mille difficultés. Notamment : peuvent-ils participer aux élections de délégués du personnel et du comité d'entreprise ? Sont-ils éligibles ? Ont-ils vocation à être désignés comme délégués syndicaux ? Bref, sont-ils des salariés à part entière ou des demi-salariés du droit du travail ?

Perplexité

La chambre sociale de la Cour suprême vient de décider qu'ils se trouvaient « en situation particulière d'attente » et ne pouvaient figurer sur les listes électorales pour l'élection du comité d'entreprise. Avec un argument de texte assez fort : pour participer à cette élection, il faut, aux termes de l'article L. 433-3 du code du travail, travailler depuis six mois au moins dans l'entreprise.

Et cependant, l'argument laisse perplexité. D'abord, s'agissant de l'élection des délégués

du personnel, on notera que l'article L. 430-8 use d'une formule différente, déclarant électeurs les salariés « ayant travaillé six mois au moins dans l'entreprise ». Cette condition étant généralement remplie par les intéressés, les inscriptions sur ces listes l'ont en les excluant des autres ? Curieux paradoxe en vérité car les continuent de bénéficier des œuvres sociales de l'entreprise et ont donc intérêt à participer à la désignation de ceux qui les gèrent, voire à profiter de leur disponibilité et de leur expérience pour se présenter aux suffrages de leurs camarades. En revanche, ne travaillent plus, ils ne sont guère concernés par l'élection de délégués essentiellement chargés de transmettre les réclamations relatives aux conditions de vie et de travail dans l'entreprise.

Par ailleurs, la Cour de cassation a jugé et ainsi consacré la suspension provisoire du contrat de travail — maladie, chômage sans licenciement, etc. — n'entraîne pas application automatique, des exigences de l'article L. 433-3. Son arrêt annonce-t-il un durcissement qui susciterait lui-même des contentieux sans fin ? On ne sait. Quoi qu'il en soit, un point est maintenant acquis : on peut recevoir un salaire sans être pour cela un véritable salarié, mais une chose qui reste à définir. Même si l'on estime avec la Cour suprême que l'attribution exercée par le statut de pré-retraite doit remporter sur celle exercée par le statut de travailleur, ce ne sera pas simple.

JEAN-JACQUES DUPETROUX.

Commerce

● La Foire de Paris 1978, qui a comme thème « La Foire aux idées », se tiendra au Parc des expositions, porte de Versailles, du samedi 29 avril au lundi 15 mai inclus. Elle accueillera les visiteurs (ou en attend plus d'un million) tous les jours, de 10 heures à 19 heures, et les mardis et vendredis en nocturne jusqu'à 22 h 30.

Transports

● L'Aéroport de Paris en Égypte. — Les autorités aéroportuaires de la capitale égyptienne

viennent de confier à l'Aéroport de Paris les études préliminaires, l'avant-projet et la surveillance des travaux de la deuxième aérogare de l'aéroport de Giza. Mise en service en 1981, cette aérogare est prévue pour accueillir dix millions de passagers par an. Ce contrat est d'une valeur d'environ 13 millions de francs.

● M. Troriat, président du Port de Paris. — M. Jacques Troriat, ancien ministre, a été réélu président du conseil d'administration du Port autonome de Paris. M. Troriat est aussi président du Comité des armateurs fluviaux.

LA DIRECTION D'I.B.M.

DÉMENT VOULOIR TRANSFÉRER HORS DE FRANCE CERTAINES DE SES ACTIVITÉS

Selon les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. d'I.B.M.-France, la direction d'I.B.M.-Etats-Unis, dans l'hypothèse de l'arrivée de la gauche au pouvoir, aurait décidé de transférer en Allemagne fédérale le Central Ordering Point (COP), organisme chargé d'une mission de stockage et de diffusion des plans d'activités d'I.B.M. dans le monde entier sauf les Etats-Unis et le Canada, actuellement implanté à Orly. « La direction d'I.B.M. a pris prétexte de quelques mouvements de grève pour justifier cet éventuel transfert », affirme notamment les deux syndicats.

La direction d'I.B.M. Inter-Geo, a formellement démenti ces propos.

En vente partout - 10 F

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ Bas - haut	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -
\$ N.Y.	4,798 4,810	+ 130 + 165	+ 369 + 350	+ 860 + 925
£ S.	2,225 2,238	+ 140 + 185	+ 275 + 350	+ 750 + 900
D. M.	2,390 2,398	+ 130 + 160	+ 290 + 350	+ 940 + 1015
Fl.	2,175 2,190	+ 80 + 100	+ 190 + 225	+ 600 + 700
F. S. (100) ..	15,800 15,850	+ 375 + 550	+ 950 + 1075	+ 2100 + 2700
F. S.	2,850 2,850	+ 200 + 235	+ 450 + 565	+ 1250 + 1450
L. (1 000) ..	5,610 5,640	+ 100 + 150	+ 250 + 350	+ 850 + 1050
S.	3,330 3,370	+ 250 + 350	+ 560 + 655	+ 1400 + 1675

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/2	3 5/8	3 3/4	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
D. M.	3 1/2	3 5/8	3 3/4	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
£ S.	6 5/8	7	6 5/8	7 1/4	7 1/2	7 3/8	7 1/2
Fl.	5 1/4	5 3/4	5 1/2	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4
F. S. (100) ..	10 1/4	10 3/4	10 1/2	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4
F. S.	10 1/4	10 3/4	10 1/2	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4
L. (1 000) ..	10 1/4	10 3/4	10 1/2	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4
S.	10 1/4	10 3/4	10 1/2	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4
F. S.	10 1/4	10 3/4	10 1/2	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

EMPRUNT 1978

TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT 11,27 %

GARANTI PAR L'ETAT
CLOTURE SANS PREAVIS
BALQ. DU 20 FÉVRIER 1978



CREDIT HOTELIER COMMERCIAL ET INDUSTRIEL
78, RUE OLIVIER-DE-SERRES - PARIS 75
75739 PARIS - CEDEX 15

BOURSE DE PARIS

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

LE 22 FÉVRIER 1978

PARIS
20 FÉVRIER

La première séance de la semaine, qui était sans les derniers du mois boursier, s'est déroulée dans d'excellentes conditions et le marché a évolué conformément au rythme des échanges. Après la hausse rapide de ces dernières heures, il est évident que la liquidation générale japonaise (+ 3,7 %), pour la première fois depuis quatre mois, ne donne aucune subordonnée prises de bénéfices.

Des ventes se sont effectivement produites, mais elles n'ont guère affecté le cours général des valeurs françaises. Les investisseurs ont été tantôt un peu en retrait par rapport à leurs niveaux précédents, tantôt, au contraire, en avance sur eux. Ils ont donc subi quelques pertes minimes, la construction électrique; un autre secteur détaché, le bâtiment, a cependant enregistré une tendance nettement plus variée.

Les explications fournies par les services officiels sur les raisons de la réexportation d'un fort volume de marchandises semblent satisfaisantes. Il semble-t-il, satisfait la majorité des opérateurs. Mais au-delà de ce facteur économique, sans porter atteinte à ses avantages, l'élément humain joue aussi une très importante et de très loin, musquant le nouvel accès de faiblesse du franc 90-0-0 des devises fortes.

Cependant, si les facteurs économiques, qui sont toujours partielles, qui se sont déroulés durant le week-end, ont en effet renforcé derechef, sinon la conviction de certains, ils ont également permis à beaucoup d'autres collègues ou poteaux au second tour des prochaines législatures.

Le Bureau prend donc un parti, mais pas trop hâtif, et nous espérons qu'il aura pu rassembler tout ce qu'il faut à propos de la situation financière mondiale et nationale, et que 105 F + 29 695 F et le napoleon que 0,10 F à 300 F dans un marché anémique (660 millions de francs contre 7,7 milliards).

LONDRES

La tendance est irrégulière mardi matin, mais les affaires restent calmes. Légers progrès des fonds d'Etat. Stabilité des pétroles. Nouvelle avance des mines d'or. **■ (ouverture) (dollars) 181 42 contre 182 25**

VALEURS	CLOTURE	COURS
	20/2	21/2
Naphthum	625	622 ..
British Petroleum	758	758 ..
Martindale	121	120 ..
de Beers	314	310 ..
Imperial Chemical	345	343 ..
de Tientsin Zinc Corp	176	176 ..
Shell	808	800 ..
.....	188	181 ..
Far East	88 1/4	88 3/4
West Oriental	27 1/4	27 1/4
Western Holdings	24 5/8	24 1/4

(*) En dollars U.S. net de prime sur le

NEW-YORK

**La Bourse de New-York
a chômé lundi 20 février
pour l'anniversaire
de Washington**

Le marché des eurodollars
la France se maintient, l'Eu-
rope régresse.

London. — « La France a franchement conservé le pas dans le marché des caudilleros, mais le développement parallèle de celle de l'ensemble des investisseurs financiers européens maintiendra », a déclaré M. David Ashby, principal économiste à la Bankers Trust.

Dans un article publié dans le numéro de janvier du *Bankers Magazine*, M. Ashby écrit en particulier : « La part de la France dans l'ensemble des actifs en euros est de 197 contre 172 en eurodollar à la fin de 1977, soit 12,5 % la fin de 1977 contre 12,2 % à la fin de 1976. En même période, la part de l'Europe dans le volume total des eurodollars a régressé de 79 à 78 % ».

Selon les estimations de l'Asby, le marché mondial des neurodollars a atteint le niveau de 635 milliards de dollars à la fin de 1977, à peu près le double des 317 milliards de dollars qu'ils constituaient le marché à la fin de 1973.

...nanciers non européens enregistrés un taux de croissance double de celui des centres eurozone traditionnelle. Tout en restant le premier centre de l'Eurozone, Londres a vu sa part d'activité totale en eurozone passer de 40 % à 36 % au cours des quatre dernières années. Toutefois, cette évolution en baisse au marché de Londrène pourrait se renverser par suite de l'amélioration des perspectives

M. Ashby considère les Caraïbes, Singapour et Bahreïn comme étant les centres non européens ayant enregistré une croissance remarquable sur le marché mondial des eurodollars.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

1. **LA COMPAGNIE BULL** — Le bénéfice net de l'exercice 1977 s'est élevé à 44 millions de francs contre 87 millions de francs en 1976 sans évaluer l'élément imprévisible de la dotation versé par la Compagnie des machines Bull pour l'exercice 1977 (douze mois) devant masquer l'élément imprévisible de la dotation précédent 1246 F pour un exercice de fin-bull-motiv).

2. **LA COMPAGNIE BUCHER ET ALDEN-BAUER** — Le solde additionnel compte de pertes et profits pour l'exercice 1977 s'est élevé à 15,8 millions de francs contre 2,74 millions de francs en 1976.

3. **LA COMPAGNIE DES ACTIONS (enbanh)** et 9,7 F pour les actions émises en décembre 1977.

4. **LA COMPAGNIE DES ACTIONS (enbanh)** — Le dividende net de l'exercice 1977 s'élève à 21,99 F.

INDICES QUOTIDIENS

	17 fév.	20 fév.
Valeurs françaises ..	97,1	97,8
Valeurs étrangères ..	151,6	151,5
Cie DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc. 1961.)		
Indice général	58,4	58,2

LES DU DOLLAR A TOKYO

	28 2	21.2
dollar (en yens)	239 58	283 88

Taux du marché monétaire
 Effets privés 10 1/2 %

BOURSE DE PARIS - 20 FÉVRIER - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

[illegible]TE DES CHANGES | CO
DES R

CHÈQUE OFFICIEL	COURS FRAN.	COURS FRAN.	CHANGEMENT FRAN. EN GROS GROS	MONTAIGES ET REVERSES	COURS FRAN.	COURS FRAN.
	20 2	20 2			20 2	20 2
de 100 (100 F).....	4 322	4 396	4 339			
de 100 (100 F).....	294 285	295 170	291	de 100 (100 F).....	29380	29481
de 100 (100 F).....	14 878	15 892	14 825	de 100 (100 F).....	29386	29486
de 100 (100 F).....	217 444	218 110	218 580	Pièces françaises (10 F.).....	29388	29488
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29389	29489
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29390	29490
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29391	29491
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29392	29492
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29393	29493
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29394	29494
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29395	29495
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29396	29496
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29397	29497
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29398	29498
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29399	29499
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29400	29500
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29401	29501
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29402	29502
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29403	29503
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29404	29504
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29405	29505
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29406	29506
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29407	29507
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29408	29508
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29409	29509
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29410	29510
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29411	29511
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29412	29512
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29413	29513
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29414	29514
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29415	29515
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29416	29516
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29417	29517
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29418	29518
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29419	29519
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29420	29520
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29421	29521
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29422	29522
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29423	29523
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29424	29524
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29425	29525
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29426	29526
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29427	29527
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29428	29528
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29429	29529
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29430	29530
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29431	29531
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29432	29532
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29433	29533
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29434	29534
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29435	29535
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29436	29536
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29437	29537
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29438	29538
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29439	29539
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29440	29540
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29441	29541
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29442	29542
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29443	29543
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29444	29544
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29445	29545
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29446	29546
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29447	29547
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29448	29548
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29449	29549
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29450	29550
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29451	29551
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29452	29552
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29453	29553
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29454	29554
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29455	29555
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29456	29556
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29457	29557
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29458	29558
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29459	29559
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29460	29560
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29461	29561
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29462	29562
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29463	29563
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29464	29564
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29465	29565
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29466	29566
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29467	29567
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29468	29568
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29469	29569
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29470	29570
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29471	29571
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29472	29572
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29473	29573
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29474	29574
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29475	29575
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29476	29576
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29477	29577
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29478	29578
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29479	29579
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29480	29580
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29481	29581
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29482	29582
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29483	29583
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29484	29584
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29485	29585
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29486	29586
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29487	29587
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29488	29588
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29489	29589
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29490	29590
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29491	29591
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29492	29592
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29493	29593
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29494	29594
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29495	29595
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29496	29596
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29497	29597
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29498	29598
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29499	29599
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29500	29600
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29501	29601
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29502	29602
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29503	29603
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29504	29604
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29505	29605
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29506	29606
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29507	29607
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29508	29608
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29509	29609
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29510	29610
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29511	29611
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29512	29612
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29513	29613
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29514	29614
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29515	29615
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29516	29616
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29517	29617
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	29518	29618
de 100 (100 F).....	194 896	194 628	194 750	Pièces étrangères (10 F.).....	2951	

